# GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMÉRO : 18 F BIMESTRIEL N° 10 — JUIN-JUILLET 1983



## DANS CE NUMERO

# GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 10

Juin-juillet 1983

Publication des
**Editions Floréal**
61, rue F.D. Roosevelt
27000 Evreux

Directeur de la publication :
Jean SANDRIN

Rédacteur en chef :
Hervé LUXARDO

Directeur administratif :
Georges PELLETIER

Fabrication et maquette :
Georges POTVIN

Avec la collaboration
pour ce numéro
de Michèle Belle, Roland Pottier,
Martine Bescond, C. Bardot,
Thierry Paquot, Hervé Luxardo,
Guy Citerne, Jean-René Aymes,
Sylvie Fournet, Jean-Gabriel Fichau,
A. D'Souza, Georges Pelletier.

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705





*Imprimé en France*
Composition : Scop Presse Normande
à Evreux
Impression : Imprimerie André
Le Neubourg


**Crédits photographiques :**
Pages 7, 11 : Keystone
Les autres documents proviennent des collections, des auteurs, ou des éditions Floréal.

**Illustration de couverture :**
**1936 : les premiers congés payés**
Ce qui est maintenant passé dans les habitudes fut en 1936, première année de grands départs une énorme fête populaire. A vélo ! en voiture pour les plus privilégiés, par trains entiers, les travailleurs citadins se ruèrent à la campagne ou à la mer.

# ÉDITORIAL

## 1 + 1 = 2

Chers amis lecteurs,

Vous avez entre les mains le numéro 10 de Gavroche. Vous faites partie des ''privilégiés'' qui tous les 2 mois, depuis un an et demi, participent à notre aventure.

En 1980, après 10 ans de bons et loyaux services consacrés à l'histoire populaire, la revue le Peuple Français disparaît. Cependant une partie de l'équipe décidait de prendre le relais et de continuer l'œuvre de démythification et de popularisation entreprise. En 1981, malgré les difficultés liées à la situation économique générale et à l'éclatement de l'équipe rédactionnelle, nous avons relevé le défi de faire paraître la revue Gavroche, entièrement autofinancée, ne bénéficiant d'aucun soutien de groupes de presse ou d'édition, d'une banque, d'une organisation politique et syndicale ou d'organisme public ou universitaire.

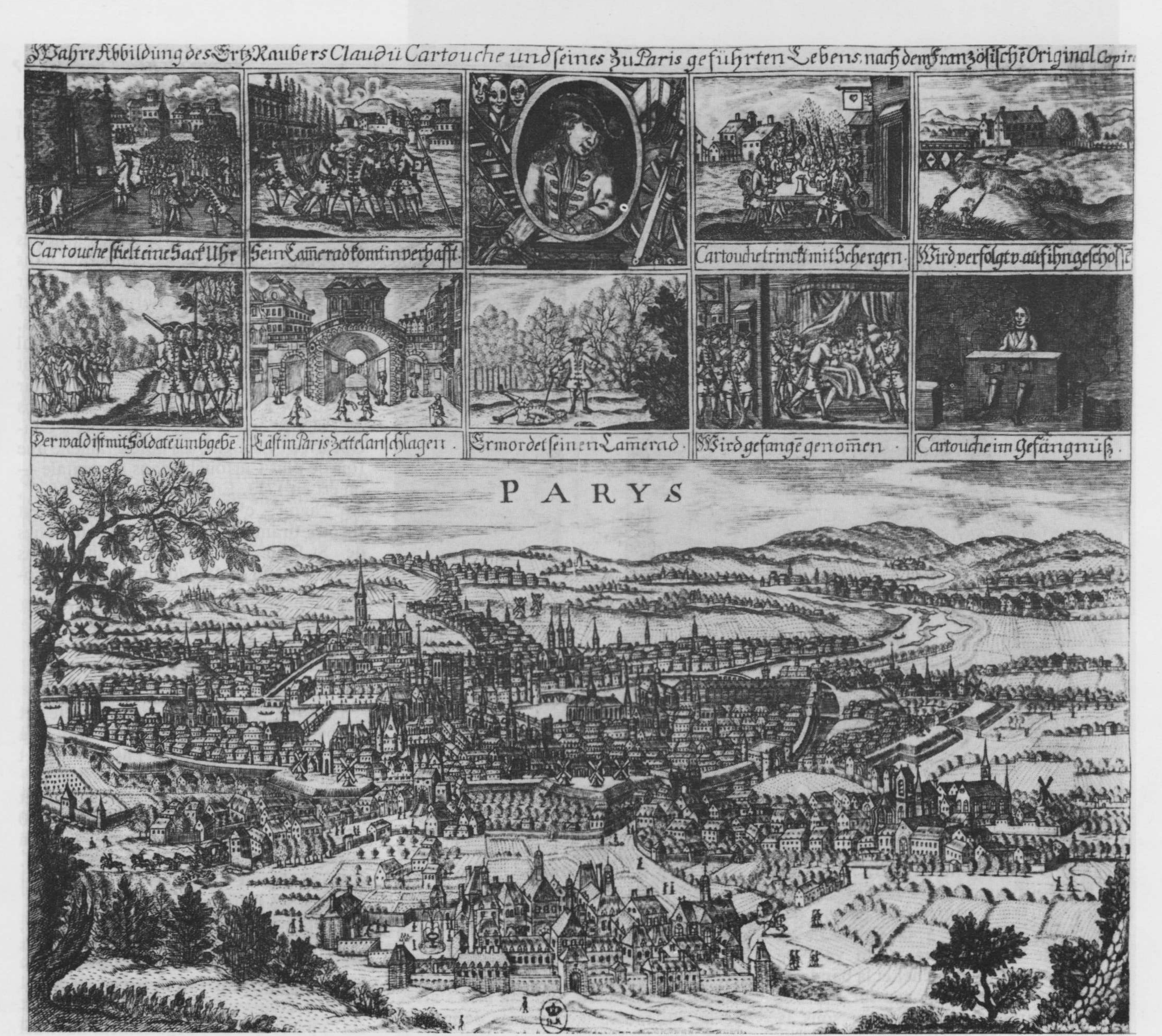
Pour l'instant, ce pari, nous l'avons tenu. Grâce à votre appui financier ou rédactionnel, nous avons pu poursuivre. Vous avez sans doute remarqué que la qualité de la présentation, la quantité de texte se sont progressivement améliorées au fil des 10 numéros bimestriels de Gavroche. Depuis le numéro 9 la pagination a été accrue de 8 pages. Nous avons en réserve bien des projets pour améliorer encore et rendre encore plus agréable et utile Gavroche.

Pour surmonter les hausses inévitables, menaçant notre budget dont l'équilibre reste précaire, nous ne souhaitons pas accueillir la publicité dans nos colonnes. Nous ne voulons pas non plus augmenter indéfiniment le prix du numéro ou de l'abonnement, au risque de dépasser votre budget loisirs/culture. C'est à vous cependant que nous ferons encore appel. Vous pouvez nous aider à trouver davantage de lecteurs.

Si chacun d'entre vous convainc un parent, un ami, son bibliothécaire, nous arriverons à doubler le nombre de nos abonnés. L'avenir de Gavroche sera alors assuré.

**A CHACUN SON ABONNE !**

P.S. : Gavroche vous souhaite les meilleures vacances estivales possibles.




Gravure allemande du 18e siècle (d'après un modèle français) retraçant les exploits de Cartouche, et montrant leur théâtre : "Parys".

# VOLEUR OU HEROS POPULAIRE ? CARTOUCHE

> *C'est la société qui a commencé le mal, parce qu'elle n'a pas assez travaillé pour la subsistance commune, que tous ont droit d'attendre ; et le malheureux qui monte sur l'échafaud me paraît toujours accuser un riche.*
>
> **S. MERCIER : "TABLEAU DE PARIS"** (1786)

Un soir de décembre 1720, à Paris, rue Guénégaud, Louis-Dominique Cartouche étourdit d'un coup de canne sur la tête M. de Traneuse, lui dérobe son épée à poignée d'argent et se dirige tranquillement vers le Pont-Neuf. Mais, aperçu par deux patrouilles du guet et encerclé, il est conduit au Fort l'Evêque, la prison la moins sévère de Paris. Le 9 janvier 1721, comme on l'interroge sur l'assassinat du nommé Mondelot, dont il est fortement soupçonné, il se précipite tout-à-coup sur le procès-verbal et le met en pièces, au grand ébahissement de son juge. Le 2 mars enfin, il s'évade sans difficulté notable. Cette fuite ayant interrompu l'instruction sur le meurtre, il fallait, aux termes d'une ordonnance d'août 1670, assigner Cartouche en justice par voie d'affiche pendant les 15 premiers jours, puis par un "cri public" porté en différents points de la ville. L'ordonnance précisait que "l'huissier qui fait le cri, doit, sous peine de nullité de son exploit, être accompagné de deux témoins au moins".

Vu l'importance du "gibier", enfin réalisée, mais un peu tard, c'est en fait un cortège de quelque 20 archers à cheval, 60 à pied, avec trompes et tambours, qui s'ébranle le 28 mars pour lancer le cri public. Au premier cri, dans la Cour du May, au deuxième, carrefour Buci, tout se passe bien. Vers midi, on atteint le carrefour de la Croix-Rouge ; un roulement de tambour sur la foule attentive, et l'huissier entonne solennellement la formule rituelle : "Au nom du Roy, de par nos seigneurs du Parlement, il est ordonné au nommé Louis-Dominique

**D'un dessin pris sur le vif, l'imagerie populaire a tiré plusieurs gravures dont les variantes ne sont pas sans saveur.**

Cartouche...''. Or Cartouche est là, dans la foule. ''Présent, crie-t-il, voilà Cartouche ! Qui demande Cartouche ?'' En un clin d'œil, telle une volée de moineaux, archers, huissiers, badauds se sont égayés dans les rues voisines, laissant, une fois de plus, au célèbre bandit, la maîtrise du terrain.

### L'apprentissage du vol en ''cagou''

Héros populaire citadin, comme Mandrin l'a été du monde paysan, Cartouche est né en octobre 1693, année de la ''Grande Famine'' et de la ''Grande Cherté'', à La Courtille (aujourd'hui Belleville), faubourg du nord-est de Paris connu pour la profusion de ses cabarets et tavernes, plus ou moins borgnes. Chaque année la populaire descente de La Courtille ramène dans Paris les masques du Mardi-Gras, qui ont festoyé trois jours durant dans le quartier. C'est là que son père, un tonnelier pauvre, tente d'assurer par son très modeste commerce la subsistance de cinq enfants, dont trois garçons, Louis-Dominique, l'aîné, Louison et François. D'une constitution frêle et de petite taille, au point qu'on le surnommera ''l'Enfant'', il ne fréquente pas l'école et ne saura jamais ni lire ni écrire, (témoin la croix qu'il apposera au bas de ses interrogatoires). Il est le représentant typique du petit peuple très pauvre des faubourgs, toujours à la limite de la misère, de la mendicité et du vol. De celui-ci sont sortis et le chef et la bande de voleurs qui règneront 4 ans sur Paris et sur une partie de la province, sous la ''Régence'' (1715-1723).

L'art de voler, Cartouche l'a appris très jeune. A errer dans les rues, à jouer sur le pavé, il se retrouve à 12 ans associé, de gré ou de force, nous l'ignorons, à des bohémiens partant pour Rouen. Pendant cinq ans, il s'initie avec eux au vol à la tire, aux




tours de cartes, jusqu'au jour où un arrêt du Parlement de Normandie impose à la troupe de quitter les lieux dans les 24h. Oublié à l'hôpital, où il est soigné pour une ''éruption'', il est ramené à Paris par son oncle Tanton, qui l'a rencontré par hasard. Il a 18 ans. Son père le prend comme aide à l'échoppe, et le jeune homme se range... Dix-huit mois. Mais pour les beaux yeux d'une lingère en boutique, et pour lui offrir de menues toilettes, il se remet à voler. Etonné de la prodigalité de son fils, l'honnête père Cartouche obtient une ''lettre de cachet'' pour le faire écrouer à Saint-Lazare, sorte de maison de redressement. Il tente de la lui faire intégrer au cours d'une discrète promenade vers la barrière St-Denis. Louis, sentant que sa liberté pourrait bien s'arrêter là, lui fausse compagnie, définitivement.

Sur le pavé, de 1712 à 1717, il vit d'expédients. D'abord laquais chez le marquis de St-Abre, semble-t-il, il fréquente les académies de jeux, d'où on l'expulse rapidement suite à des gains par trop importants ! Il tente alors sa chance comme agent sous-recruteur, enrôleur pour le compte d'un sergent qui lui octroie une prime par homme. On connait les méthodes de ces recruteurs, promenant ostensiblement pain blanc, tonneaux de bon vin, écus sonnants et trébuchants sous les yeux de miséreux affamés et pour lesquels l'armée apparaît dans l'heure le refuge idéal (1) ! Mais le jour où Cartouche ne peut fournir à son chef que quatre hères au lieu de cinq promis, celui-ci, grand seigneur, ne lui fait nul reproche, et se contente tout simplement de l'enrôler en complément, après l'avoir enivré. Or à peine a-t-il rejoint son corps en Flandre que la paix d'Utrecht est conclue avec l'Espagne. Le destin ramène une fois de plus Cartouche dans la capitale — on est en 1713. Entrant dans le ''métier'', en ''cagou'', c'est-à-dire en solitaire, il est surpris tirant au gousset sur les marches de St-Paul par Galichon dit ''Bras d'Acier'', un fieffé voleur, qui lui propose de s'allier à lui.

### Du gentilhomme au décrotteur

Lorsque ce complice est arrêté et envoyé aux galères, Louis a 24 ans, il a saisi tous les avantages de l'association et commence à former sa ''Compagnie''.

Il va remarquablement l'organiser et l'étendre : 366 membres seront jugés, 150 gardes françaises déserteront en 1721 à la nouvelle de l'arrestation de leur chef. Autour de Cartouche se groupent d'abord ses lieutenants :

Duchâtelet, dit le ''Lorrain'', soldat, d'une famille de gentilhommes, Duplessis d'Entraigues, soldat aux Gardes et gentilhomme également ; Rozy dit ''Le Chevalier Le Craqueur'', Balagny dit ''Capucin'', parce que son déguisement habituel est celui d'un moine, de tempérament très doux d'ailleurs et un des préférés de Cartouche. Ses parents sont de ''bons bourgeois'', des doreurs établis sur le pont Notre-Dame ; Pélissier, enfin, chirurgien

(1) *Peuple Français* n° 4, nouvelle série, oct.-déc. 78.






à Lyon, qui organisera des attaques de diligences.

Une étude rapide des procès-verbaux d'interrogatoires permet de tracer la physionomie sociale de la bande, au moins à grands traits. Les femmes en forment le tiers, 137 sur 366. Pour 238 membres étudiés, 126 appartiennent à la catégorie la plus pauvre. Un groupe important est constitué par 18 marchandes-fruitières, "Dames de la Halle", 11 marchandes à l'étalage, à l' "inventaire" ; viennent ensuite 14 apprentis et compagnons, 5 manœuvres, 13 ouvriers en soie, tapisserie, linge, 4 couturières, 4 blanchisseuses, 3 colporteurs, 8 gagne-deniers, des "crieurs d'oublies" (2), porte-balles, décrotteurs, servantes, frotteurs, et un joueur de violon. Ce sont eux qui, pour fuir la misère inhérente aux petits métiers de rue, forment le bataillon des voleurs proprement dit.

Une vingtaine d'entre eux accompagnent couramment Cartouche dans ses raids : Magdelaine, dit "Beaulieu" et Nicolas Ferrond sont cuisiniers. André Ferrand dit "Patapon", est porte-balle et sans domicile. "Le grand blond", de son vrai nom Bussy, a quitté la Savoie où ses parents font négoce, pour se retrouver frotteur (3). Pierre-Bernard Bernier, ancien garçon-limonadier, est maintenant sans emploi. Jean Riffault dit "La marmotte" est compagnon-menuisier. Un autre affidé important, Antoine Bécart, "Pérault", 24 ans, est un gagne-denier travaillant sur le port. Charles Leclerc, "Le gros Picard", violoneux logé par un aubergiste Faubourg Saint-Antoine "va jouer aux cabarets proches des Barrières et portes de Paris". Les voleuses patentées sont, entre autres : Marguerite Gravet, "Margot-Monsieur", marchande de beurre et d'œufs. La "Champagne", Françoise Genot, qui vend de la laine Faubourg St-Marceau, Marie-Accard, femme de Nicolas de la Rue, voleur, qui tient un "inventaire" près de St-Médard. Citons encore Marie-Anne Roland, 15 ans, et sa sœur Marie-Jeanne, 17 ans, maîtresse de Cartouche, qui sont étalières de fruits et de tisanes ; ou la "Dégueuleton", Marie-Anne Ferrand, vendeuse de salades. Quant à la "Grande Jeanneton", elle ne fait que porter du linge trois fois par semaine pour une blanchisseuse.

Toute la famille, bien souvent, participe aux vols, les liens de parenté entre les Cartouchiens sont nombreux ! Ainsi Mathurine de Louzières, "officiellement" épouse de Duplessis d'Entraigues, est vendeuse de harengs sur un éventaire, puis cabaretière aux *Quatre-Vents*. On lui demandera élégamment au procès "si elle n'a pas été à "La Grande Peinte" avec ledit Cartouche, Magdelaine, son mary, le nommé Boucher dit "le Maistre", Margot-Monsieur, Antoinette Néron, s'ils ne burent et ne firent pas la débauche tous ensemble, et si elle, répondante, et les autres femmes de sa compagnie, ne servaient pas de femmes et de concubines à tous les susnommés indifféremment". La prostitution est répandue : Catherine de La Vallée, dite "Brunet" ou



LE VÉRITABLE PORTRAIT DE CARTOUCHE
arresté le 6 Janvier 1721 il Sest Sauuée lanuit du Samedy au premie
dimanche de Caresme qui estoit le 2 feurier il aesté arresté depuis le 14 -
octobre et Sest voulut Sauué le 27 il aesté transferé ala Consiergeri
le 1 novembre -

**Autre "véritable" portrait de Cartouche.**

la "Leblanc", "travaillant en linge", 25 ans, habitant ordinairement rue St-Denis, à qui on demande "s'il n'est pas vrai qu'elle est fille débauchée et qu'elle se prostitue à tout venant" répond que "ouy et que c'est faute de pouvoir gagner autrement sa vie".

Un peu plus haut dans la hiérarchie sociale, 67 personnes font, plutôt que le métier de voleur, office de receleurs et revendeurs. Ou tiennent les points de ralliement et les refuges nécessaires à leurs complices : 28 cabaretiers et débiteurs de vin, à la Courtille, aux Porcherons, au Roule... 11 marchands-orfèvres, 10 marchands-joailliers, quincaillers, cotonniers, etc. 4 clercs et commis, 2 boulangers et pêle-mêle, des pâtissiers, marchands de chevaux, 1 perruquier, 1 chapelier, 1 maître à danser ; et un "garçon à la banque" de Law.

Enfin, au sommet, 2 chirurgiens, 1 huissier inspecteur de police, 1 ancien greffier, 2 négociants, 3 bourgeois, un fils de gentilhomme, un étudiant en droit, et même le fils du directeur d'une nouvelle manufacture de draps à Rennes, soit 12 personnes.

Un peu à part, 33 militaires, dont 7 officiers. A la fin de chaque guerre et souvent de chaque campagne, l'armée est congédiée pour soulager le Trésor, de sorte que quantité de soldats et d'officiers se retrouvent sans autre ressource que la mendicité ou le vol. C'est à l'armée, disent les soldats, qu'ils ont appris et l'argot et le vol. Ainsi le Régiment des Gardes-Françaises, corps d'élite, est un excellent pourvoyeur de Cartouchiens. On désigne aux soldats, à cette époque, un certain rayon dans lequel ils sont tenus d'habiter et qui constitue leur "quartier". Presque tous peuvent se marier et exercer quelque métier parallèle. Pierre de la Rue, soldat aux Gardes de la Compagnie de Vizé, est compagnon faiseur de lunettes au Faubourg St-Germain, où il a son "quartier" ; Joseph Bernaud, 17 ans, soldat aux Gardes, demeurant rue des Brodeurs, est décrotteur ; Fromenteau, soldat aux Gardes, Compagnie de Prinsé, tient boutique de limonadier, tandis que Mathieu Vrahamant, soldat aux Gardes, est cabaretier.

Cartouche cimentera cette société disparate, allant du gentilhomme au frotteur ! Vêtu d'un légendaire habit cannelle doublé de rouge, il est le plus agile pour grimper sur les toits, et se glisser par les cheminées. Habile à l'épée, au pistolet, au bâton, il est "entreprenant, hardi, robuste, alerte, adroit". Toutes les qualités, avec en plus celle d'être un joyeux drille, prompt à s'amuser et amateur de Bourgogne.

### De l'origine des pommeaux d'épée en acier

Dès la tombée de la nuit, les riches Parisiens verrouillent leurs solides demeu-

---

(2) Sorte de gaufrettes en cornets.
(3) Frotteur : qui frotte les parquets et carrelages.

res. Alors, des faubourgs du Nord et de l'Est, descendent sur la ville les "Cartouchiens". A cinq ou six, ils se grimpent sur les épaules pour s'introduire sans bruit par les fenêtres de l'entresol ou du premier étage. Simon l'Auvergnat "allait quelquefois avec eux et leur prêtait l'épaule pour monter à des fenêtres". Il remplit ce rôle de "base de colonne" pendant 4 ans, pensant, à ses dires, participer à des farces de jeunes galopins ! Il touche 50 sous par nuit ainsi occupée. Le butin est redescendu dans de grandes hottes par les femmes de la bande. Alors les fenêtres de Paris se couvrent de barreaux. Qu'à cela ne tienne ! Avec de longues perches surmontées d'un crochet, amoureusement fabriqué par le serrurier de la bande, Lancy, ils attirent vers les fenêtres tout ce qui traîne de bibelots délicats ou de dentelles sur les meubles. Les passants attardés dans la rue sont assommés à coups de canne plombée ou de fléau.

Les voleurs à la tire dérobent prestement montres, tabatières ou portefeuilles. Cartouche a subtilisé, pour sa part, 60 valises et 3 ou 400 épées, cassant net les pommeaux d'argent ciselé ; au point que le Régent, victime lui aussi, lance la mode des pommeaux... d'acier. Pour voler plus aisément, on provoque un incident de rue, on organise une "presse". Marie-Jeanne Roland excite sur le Pont-Neuf des "querelles dans le dessein d'attirer le peuple afin de voler plus aisément dans la presse" et "afin que par cette occasion les garçons quittant leurs boutiques", ses complices puissent s'introduire facilement. Dubourguet "passe dans les poches" au jardin des Tuileries, où se promènent les "gens de qualité".

Jean Pillet, est censé suivre à Paris le négoce de son père, le drapier de Rennes. En fait, actif Cartouchien, il enivre ses victimes ou les endort avec du laudanum, que lui donne un garçon-chirurgien. On s'infiltre dans les maisons de mille façons : par effraction, avec de fausses clefs, ou en les visitant sous prétexte d'y louer des appartements.

Les femmes, explique "La Grande Jeanneton", dont les aveux ont duré trente-deux heures, "volent plus que les hommes car elles prennent les hommes et toutes sortes de personnes à la gorge sous prétexte de les réjouir et les volent". Les trois sœurs St-Vigor, "par des putains envoyent ramasser des hommes et les hommes étant dans leurs chambres ou dans un cabaret elles les voslent". Rue St-Etienne-des-Grès, "il y a un cabaret où les putains se retirent dans des cabinets (particuliers), on y mène des hommes, on y souffle les chandelles en les conduisant dans une allée... Ils se trouvent ainsi de nuit dans la rue", délestés au passage. "Ce sont les malheureuses femmes de la halle qui commencent à débaucher les jeunes gens, garçons et filles en commençant à les mener de nuit au cabaret, de là les poussent à la débauche, et ensuite leur apprennent le vol de toute façon". Certaines sont "anquilleuses", dissimulant sous leurs amples jupes les objets volés, comme "Margot-Monsieur" qui escamote linons et toiles, dans les boutiques proches de l'hôpital des Quinze-Vingts.

**Voici le douteux héros populaire anobli avec cette gravure où l'imagination l'emporte sur la vérité.**




### Tout bon cabaret a deux issues

Tous se retrouvent au cabaret. C'est le lieu de ralliement et de repos. Autour des chopines, des pintes de Bourgogne ou des gobelets d'eau-de-vie, on prépare les coups à venir. Les cabarets dont les tenanciers sont affiliés à la bande sont légion : au *Chat Lié,* rue St-Denis, se retirent toutes les fouilleuses de gousset ; au *Chariot d'Or,* près le Temple, "Cartouche, Magdelaine, Loison et autres s'y retiraient dans une salle derrière... et buvaient très tard". Ils descendent le butin dans les caves du *Pistolet* ou de *La Pie,* Faubourg St-Laurent, du *Veau qui teste,* à Montmartre, ou des *Trois Entonnoirs.* Les tenanciers en achètent souvent une partie et font du recel. A *l'Epée de Bois,* rue des Tournelles, "ils couchaient dans leurs habits sur le plancher ou passaient la nuit à boire... à l'égard de Cartouche et de Magdelaine, lui Baudoin (le tenancier) avait bien plus de respect pour eux, et les faisait coucher dans la salle basse parce qu'ils étaient bien plus magnifiques et mieux mis que les autres".

Refuge précaire parfois quand on est tête brûlée comme Louis-Dominique ! Au carnaval de 1720, Cartouche et trois compères, déguisés en dominos, festoient tout la nuit à la Courtille et rentrent à l'aube à *l'Epée de Bois,* si éméchés qu'ils mettent le feu à leurs paillasses. Les voisins suivis du guet accourent, et ils se sauvent, à moitié nus, par la porte de derrière, car tout bon cabaret a deux issues !

Autour de la piquette frelatée, la bande partage le butin en fonction des dangers courus et des grades. Butin considérable, car Cartouche "était le maistre de tous les voleurs qu'il mettait à contribution". Des rixes éclatent facilement. Chez Liard, de grandes batteries opposent la bande à des laquais. Les choses s'enveniment parfois : le 29 septembre 1720, à *La Grande Peinte,* à Charenton, ils sont 12 ou 13 attablés, avec pour voisins des ouvriers et un garçon-tanneur, Mondelot. Entre un violoneux, qui après une bonne recette, veut se retirer. Mais les Cartouchiens, forts de leurs écus, s'y opposent. Mondelot veut intervenir, la bande tire pistolets et épées ; Mondelot est tué. Cartouche dira plus tard ingénuement qu' "il ne croit pas avoir tué Mondelot quoiqu'il lui aye porté plusieurs coups d'épée" !

Plus drôle est l'affaire du 14 août 1720, où le "bandit" recherché par toutes les polices, 5 classes d'archers, des exempts de robe longue et courte, des sergents de 7 ou 8 dénominations, et une armée de mouches, ridiculise la maréchaussée ; moultes chopes ayant fait monter le ton au café du Pont-Marie, où, devant Tanton, Duchâtelet et la "Marmotte", Louis se permet des plaisanteries grossières pour la tenancière, Tanton, pour le faire taire, le menace d'aller quérir le guet ; défi que l' "Enfant" gouailleur et sûr de lui à souhait ne saurait ignorer. Et bientôt, il sort du cabaret solidement encadré par cinq archers, et l'huissier Pierre de France. Chemin faisant, Cartouche révèle à celui-ci son identité et l'achète ; chez le commissaire Lajarry, il déclare s'appeler Grisel et demeurer chez son père, chocolatier. La plaignante ne venant pas, le "digne fils Grisel" est relâché... Lajarry sera bientôt invité à vendre sa charge, l'huissier condamné aux galères pour trois ans, avec confiscation de sa finance !

Si un Cartouchien est malade ou blessé, il se réfugie chez deux chirurgiens qui tiennent boutique : Cyr Cochois, un ex-archer du guet, habite Faubourg St-Marceau ; Hullain est "le chirurgien des voleurs et les a pansés presque tous de la maladie". Derrière sa boutique, Hullain a aménagé une pièce où les malades peuvent boire, jouer, jusqu'à leur rétablissement. Et dans ces cabarets, et chez les chirurgiens, on commente les succès, on s'enhardit, on prépare les futurs exploits.

### Il s'écoule "bien de la vaisselle d'argent armoriée des armes de Mgr le Régent".

Tout commence rue Quincampoix, célèbre par "le jeu effroyable que Law fit jouer à toute la France sous les auspices du Régent". Law a créé sa Banque en 1716, obtenu le privilège exclusif de l'exploitation de la Louisiane, et a fondé en 1719 la Nouvelle Compagnie des Indes. Cette année-là, le Système est à son apogée, les actions atteignent 20 fois leur taux d'émission ; de 500 livres, elles sont passées à 10 000 en octobre 1719. La foule se bouscule dans l'étroite rue Quin-

campoix pour convertir les espèces en papier. Il faut bientôt fermer les deux extrémités de la rue d'une grille avec corps de garde. Une cloche sonne à l'ouverture, à 6h du matin. Les fortunes se font et se défont à un rythme effréné, sur le dos d'un bossu qui loue sa bosse comme pupître aux agioteurs. L'argent s'étale au grand jour, et la Compagnie de Cartouche s'implante et participe aux transactions ! L'inspecteur de police, responsable de la sécurité des "places" de transaction n'est autre que François Leroux, acheté par la bande : préposé là "pour arrêter les filoux et coupeurs de bourses", on imagine son zèle ! Soupçonné, il est remplacé par Bourlon, affidé émérite de la bande ! Un de ses mouchards, Poulain, lieutenant de robe courte, vole sous sa protection. Dans la banque même, pour faciliter les choses, Cartouche dispose de Simon Dupont, garçon de caisse et de Joseph Bellenot, suisse de la banque, y vivant à demeure, qui introduit ses amis en leur indiquant les bons portefeuilles. Les sommes volées sont considérables : tandis qu'une femme amuse le laquais d'un anglais, 1 300 000 livres d'effets lui sont dérobés. Un voleur, Milton, s'empare de son côté de 300 000 livres. Cartouche est le maître incontesté d'une des affaires les plus rentables de l'époque et se paye le luxe d'être généreux aux dépens d'autrui. Croisant un soir de décembre 1719 un marchand-drapier, prêt à se jeter dans la Seine pour des dettes de 27 000 livres, il lui fait convoquer ses créanciers pour le lendemain. Les paye de ses deniers royalement, exige quittance et les fait ensuite dévaliser par ses amis, dans la rue.

On annonce l'arrivée de l'Ambassadeur de Turquie à Marseille en septembre, chargé de présents pour le Régent et le petit Louis XV. Cartouche donne mission à son lieutenant Dubourguet de faire un bout de chemin avec lui et de l'attendre aux relais ! C'est d'ailleurs une escouade qui suit l'ambassadeur : Guillain et Pélissier sont venus en renfort, et à Paris, Lebeau prend la relève et s'introduit dans l'ambassade pour y voler des tabatières. Un an plus tard, en septembre 1720, les Cartouchiens attaquent l'ambassade d'Espagne, rue de Tournon, et déménagent de la chambre de Mme l'ambassadrice sa "toilette" : "entre autres un petit coffre dans lequel il y avait une boucle de 27 diamants fins, un collier fin, deux bagues fines, une paire de boucles d'oreilles. Ils emportèrent un couvert composé de 6 assiettes, 6 cuillers, 6 fourchettes, 2 gobelets et un vase"...

Chez le Régent, au Palais-Royal, les portes sont gardées bien souvent par des comparses. Les Cartouchiens s'y promènent en toute liberté ! Louis Marcant l'étudiant, déclare "qu'il y rencontra une fois en passant" Baudroit, membre de la bande comme lui. De là disparaît "bien de la vaisselle d'argent... armoriée des armes de Mgr le Régent". Vadeboncœur, soldat aux Gardes, y dérobe deux flambeaux d'argent frappés au chiffre du Régent, qu'il vend à "la Blanche", receleuse. C'est à ce stade qu'interviennent les orfèvres, une trentaine, très dévoués à la bande de Cartouche parce qu'ils réalisent de substantiels bénéfices. Ils achètent l'argenterie, la fondent en lingots. Est dérobée chez le sieur Prieur, rue de Vaugirard, par Guillain, "une grande quantité de vaisselle d'argent", qu'il cache dans un cabaret de la rue St-Martin ; on court chercher l'orfèvre "lequel apporta des balances dans lesquelles il pesa ladite vaisselle... ils convinrent des prix à la somme de 1 300 livres". Le chandelier Tanton a acheté "des gros flacons au nombre d'une dizaine de chez le Roy", des couverts, "une écuelle, le tout d'argent aux armes du Régent".

Par contre à l'Hôtel du Prince de Conti, Cartouche et deux autres n'ont rien pu voler : "Il y est néanmoins monté pour voir s'il pouvait y faire quelque vol mais il n'a pu réussir" ! Il se rabat sur le carrosse de la princesse. La technique est bien rodée ; galopant aux côtés des voitures vides, il s'y jette, en attrape les coussins, les lance à un complice et ressaute aussi prestement sur son cheval. Le prince de Soubise se retrouve, en un tour de main, sans manchon ni épée dans les galeries du Louvre. S'attaquant aux "Grands" parce qu'ils sont riches, Cartouche précisera cependant qu'il "n'a jamais fait aucun vol dans une église quoique Duchâtelet l'ait souvent poussé à cela".

Autre titre de gloire pour la bande : la "visite" de la Manufacture des Gobelins, dont ils évacuent dans des hottes, des aunes de serge blanche et de drap écarlate destinés à l'ameublement des maisons princières, et dans lesquelles la "Grosse Poulaillère", la "Champagne" ou la "Petite Mion" tailleront des jupons !

La rue Quincampoix, au temps où un lieutenant de Cartouche en était... inspecteur de police !



**Des attaques de diligence à la "La chambre de Cartouche"**

Maître de Paris, Cartouche l'est aussi d'une partie de la province, au sud du pays. Il dispose de trois lieutenants de grande classe, spécialisés dans l'attaque des diligences ou le vol à cheval sur les grands chemins : Pélissier, Dupont et Dubourguet.

Le premier, est un chirurgien de Lyon, reçu dans les salons huppés et dans celui de l'intendante de Vieufville. Il organise l'attaque du "Courrier Paris-Lyon", le 28 avril 1721, un des plus importants de province pour les affaires traitées entre les deux villes ; ce jour-là, au départ de Lyon, la voiture transporte 400 000 livres en espèces. Trois lieues avant Châlon, Pélissier et quelques Gardes Françaises tendent une corde en travers de la route et se postent en embuscade. Vers 18h, la massive voiture traînée par six chevaux et conduite par trois postillons surgit. Les chevaux s'abattent. Les conducteurs ligotés en un tour de main, la coquette somme de 180 000 livres est à eux. Pélissier tentera de rééditer ce coup à Bordeaux, mais, vendu par un de ses hommes, il sera attendu par un détachement de Dragons, qui capturent sa monture tandis qu'il réussit à s'aplatir dans un fourré. Il sera pris car sa fidèle jument hennira avec entêtement devant son buisson.

Jean Dupont, ancien sculpteur, marchand de chevaux, dirige l'attaque de la diligence de Toulon. Il vole 472 000 livres en billets dans une banque à Bordeaux, 50 000 livres en or à l'Hôtel des Monnaies de Toulouse, et 18 000 livres à celui de Limoges. Louison, le jeune frère de Cartouche, le plus souvent basé à Paris, vient parfois les aider : Pélissier ou Dupont le prennent en croupe, s'approchent à cinq pas d'une diligence ou chaise de poste, sur laquelle Louison s'élance, pour y déboucler malles et valises, et les jeter sur la route à un endroit convenu. Des "hostelleries" offrent des refuges sûrs.

Mais, pour expliquer l'impunité de Cartouche et ses succès insolents, des bruits commencent à courir : le Régent chuchote-t-on, ne soutiendrait-il pas la bande ? Les attaques de diligences ne serviraient-elles pas à regarnir les coffres de l'Etat ? Leblanc, ministre de la Guerre, sur l'ordre du Régent inquiet de




Cartouche en prison... avec le tricorne !

ces rumeurs, décuple ses recherches au moment même où la bande se désunit.

Deux affaires inaugurent le déclin de Cartouche. Le 1er avril 1721, il est vendu par l'un des siens. Alors qu'il traverse le jardin du Luxembourg, les portes en sont fermées et des archers prennent position. Armé de deux pistolets, Cartouche réussit cependant à désarçonner un des archers, à lui prendre son cheval et à filer ventre à terre. Le 11 juin par contre, les choses finissent mal : un mouchard, "Ratichon" lui indique un bon coup à faire à l'Hôtel Desmarets. Mais à peine sont-ils entrés que les appartements s'illuminent et que surgit une multitude d'archers. Le combat s'engage, inégal. Le chef, protégé par ses lieutenants, se déguise en marmiton, grimpe par la cheminée du salon, redescend par celle de la cuisine et sort à la barbe de tous. Seulement, Rozy, dit "Le Craqueur" a été pris.

Désormais, Cartouche redoute les aveux de son lieutenant. Il a peur. Il ne dort plus deux nuits au même endroit, se terre dans des baraques de jardiniers, ou dans un égoût, (en 1823, lors de la réfection de l'égoût de la rue Amelot, on désigne dans les documents administratifs une cavité de 2 m sur 2 sous le nom de "Chambre de Cartouche"). Les risques d'une trahison l'obsèdent : sur un simple soupçon, il assassine son cousin Tanton, fils du chandelier, "parce qu'il voulait le faire prendre dans le dessein de faire sortir son père" de prison. Pour la même raison, il tue de deux coups de pistolet Ferrand, dit "Patapon", un de ses porte-balles. Le 4 octobre, il met à sac la maison du marchand de vin Bernard, qui refuse de l'héberger. Et le 12, il dirige avec cinq autres l'assassinat barbare de Jean Lefevre, Cartouchien de 21 ans dont il se méfie. A cette époque, Duplessis lui demande de l'aider à enlever le cadavre de "La Blanche", receleuse, qu'il vient de tuer dans sa chambre et de couper en morceaux. Cartouche consent à la porter de nuit dans la rivière. Traqué, affolé, il tue encore deux policiers qui le suivaient de trop près.

Dans le camp adverse, règne aussi l'affolement. Le signalement du bandit a été répandu, "habit cannelle à boutons d'argent", et dix Cartouchiens ont endossé le même pour égarer les recherches. On voit des Cartouche partout, le peuple le dit "sorcier" ! Les autorités se contredisent : on interdit le port des armes, particuliers et armuriers doivent livrer leurs pistolets et baïonnettes tandis que 90 soldats, sont lancés dans Paris. Le procureur exprime sa surprise à Leblanc : "cette troupe armée... non seulement n'arrestera jamais Cartouche, mais encore est capable de commettre des assassinats et vols très considérables !" 20 000 livres sont offertes à qui le capturera.

**"On a ordonné de le mener au Châtelet à pied afin que le peuple le vit".**

C'est Duchâtelet, repéré lors du sac de la maison Bernard et arrêté, qui va trahir. Il a dans la poche les lettres de grâce du Régent. Le 14 octobre 1721, un sergent et 40 soldats envahissent le cabaret le *Pistolet,* à la Courtille, où Cartouche, se repose. Il est ligoté sans résistance. La nouvelle éclate dans Paris comme un coup de tonnerre ! "On a ordonné, écrit un contemporain, Barbier, de le mener au Châtelet à pied, afin que le peuple le vit...". Jeté dans un cachot, entravé de chaînes, avec quatre gardes à sa porte, il réussit, aidé par un co-détenu maçon, à percer le sol de sa cellule et à gagner la cave voisine d'un fruitier ! Malheureusement pour lui, il est accueilli par un roquet qui donne l'alarme...

Le 26 novembre, l'arrêt de mort est rendu. Il est condamné à être rompu vif sur la roue, en place de Grève, après avoir été mis à la question. Le lendemain, il subit la torture des huit coins de brodequin sans broncher. Puis il est conduit à la Grève pour l'exécution. Le peuple est massé sur la Place ; "des fiacres ne cessent d'amener du monde". Toutes les chambres ont été louées par nobles et bourgeois, et le clergé s'est massé sur les tours de Notre-Dame ! Encadré de 200 archers, Cartouche s'avance, espérant le coup de force de ses amis, qui ne peuvent manquer de venir le délivrer. Mais rien ! Alors, face à la roue, dépité d'avoir été abandonné, il demande à monter à l'Hôtel de Ville faire des aveux. La foule attendra... dix-huit heures, que Cartouche parle "pour l'acquit de sa conscience", en dénonçant crimes et complices.

Le 28 novembre 1721, au matin, après avoir bu à la santé de ses juges, Cartouche, 28 ans, s'étend sur la roue. "Le peuple frémit consterné, contemple et se taît". Le bourreau officie. "Ainsi a fini Cartouche : son esprit et sa fermeté l'ont fait plaindre".

En juin 1722, 150 complices sont déjà arrêtés. "Plusieurs orfèvres, ayant boutique à Paris, ont été pris, et cela est d'une grande conséquence". En juillet, "on ne parle plus à Paris que de rompus et de pendus ; tous les jours il y en a de la suite de Cartouche. Louison est exécuté peu après, et des femmes de la Halle enlèvent de force son corps pour l'enterrer dignement.

La légende s'empara de Cartouche de son vivant. Dès le 20 octobre 1721, on affichait à la Comédie-Italienne le *Cartouche* de Ricoboni, et le 21 on jouait à la Comédie Française la pièce du comédien Legrand, qui rencontrait son héros dans son cachot. Par ordre du Régent en personne, un buste en cire, aujourd'hui à la Bibliothèque de St-Germain-en-Laye, fut moulé sur lui par un artiste florentin, peu de jours avant l'exécution. La maréchale de Boufflers le visita en prison. Aussitôt après sa mort parut une *Histoire de la vie et du procès du fameux Louis-Dominique Cartouche,* qui connut un succès prodigieux, et un poème de Grandval : *Cartouche ou le Vice Puni.* Son cadavre fut montré des jours durant pour un écu, et son masque mortuaire moulé ! Un morceau de son crâne, enfin, est exposé au Musée de l'Homme.

Issu du peuple faubourien le plus miséreux, Cartouche est devenu un "héros populaire" parce qu'il s'est attaqué aux puissants et les a fait trembler quatre années durant, parce qu'avec son caractère mutin, en faisant la nique aux représentants de l'ordre, il a donné une heure de gloire à ceux qui avaient les conditions les plus précaires et les plus méprisées. N'en faisons pas cependant un bienfaiteur du peuple. Il ne prenait pas aux riches pour donner aux pauvres, se contentant de s'enrichir, sans remettre fondamentalement en cause le système social.

Il reste que dès 1724, parce qu'on avait eu très peur, on prit un "édit royal", grâce auquel les vols furent désormais punis avec une extrême sévérité. Ne vit-on pas, quelques années plus tard, une servante pendue pour avoir volé un drap à sa maîtresse ?

**Michèle BELLE**

**Pour en savoir plus**

B. Maurice : *Cartouche,* Paris, 1859.
F. Funck-Brentano : *Les Brigands,* Paris, 1937.
Procès-verbaux d'interrogatoires des Cartouchiens, A.N.



**Fin de la métamorphose : sur cette gravure romantique, Cartouche, amer et pensif, n'a plus rien à voir avec le vrai voleur, mort à 28 ans.**



20 000 manifestants algériens silencieux face aux forces de police, un soir d'octobre 1961

# 17 OCTOBRE 1961 : Rafle sanglante d'Algériens à Paris

**Ce jour-là, le 17 octobre 1961 vers 20h, une pluie fine tombe avec insistance sur l'asphalte parisien. Aux quatre coins de la capitale, des cortèges se forment pour converger vers son centre. Des travailleurs algériens sont venus de toute la région parisienne parce qu'ils n'admettent pas les contrôles d'identité, la fermeture de leurs lieux de rencontre après 19 heures et le couvre-feu de 20h30 à 5h30 imposé, le 6 octobre, par le préfet de police Maurice Papon.**

### Une manifestation pacifique

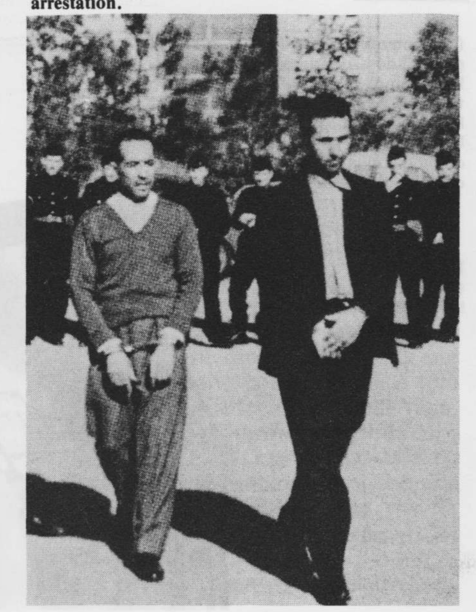
Certains ont mis leurs ''beaux habits'' : celui du dimanche, celui de la prière, celui d'après le travail des chaînes de Citroën, Kléber-Colombes, Renault, des chantiers de bâtiment et travaux publics, des usines chimiques, des entreprises de services.

D'autres sont franchement loqueteux : pauvres des bidonvilles de Nanterre, Clichy, Gennevilliers, à peine débarqués d'Algérie.

Les manifestants arborent des écharpes vertes et blanches aux couleurs du drapeau du F.L.N. (1). Des slogans sont scandés au rythme des claquements de mains : ''Algérie, Algérienne'', ''Indépendance immédiate de l'Algérie'', ''Libérez Ben Bella'' (2), ''Paix-Négociation''.

Les Algériens sont venus manifester sans armes : pas de couteaux, pas de bâtons, rien : ''c'est une manifestation à la main'', dira un Algérien. Cette volonté de manifester pacifiquement est destinée à combattre l'image de l'Algérien telle que la véhiculent alors les moyens d'information. Le Nord-Africain y est présenté comme un ''égorgeur'', un ''fanatique religieux'' un ''manieur de couteaux'', un ''terroriste sanguinaire'', un ''poseur de bombe''. La presse, unanime, souligne le caractère non violent de la manifestation : ''la police ne fait état d'aucune arme saisie'' (Le Figaro), ''Les musulmans respectent les consignes très stictes de calme''... (art. J. Ferniot, dans *France Soir*).

Ben Bella (à droite) à son arrivée à Alger, après son arrestation.



Combien sont-ils ? La préfecture de police dira : quelques milliers ; la presse : 20 à 30 000 ; les organisateurs : 50 000 ; d'autres observateurs français, proches des organisateurs, placés aux endroits des rassemblements, 30 à 50 000... Ce dont nous sommes certains c'est que tous les Algériens n'ont pu se trouver là en même temps. La police en a intercepté auparavant à la descente du métro ou du bus, sans compter qu'il existe plusieurs cortèges. Enfin tous les Algériens ne sont pas partisans d'une telle manifestation. Celle-ci surprend bon nombre de Français. Stupéfaits, dans les queues de cinéma, aux terrasses des cafés, sur les trottoirs, ils regardent ces hommes, ces femmes et ces enfants qui marchent dans les rues de Paris.

Avant cette manifestation, le F.L.N.

---

(1) Front de Libération nationale. Mouvement politique doté d'une structure militaire, l'Armée de Libération nationale. Ce mouvement a été crée en 1954 sur la base : ''Lutte pour l'Indépendance de l'Algérie''.

(2) Leader algérien détenu en France depuis l'interception en vol, le 22 octobre 1956, d'un avion marocain dans lequel il se trouvait en compagnie de 4 autres dirigeants du F.L.N.

## LA GUERRE D'ALGERIE en octobre 1961



Du 1er novembre 1954, date du déclenchement de la lutte armée par le F.L.N., au 3 juillet 1962, date de l'indépendance pour l'Algérie, la guerre connut plusieurs phases. Il en existe principalement deux :
• Novembre 1954 à juillet 1957 : lutte armée à l'intérieur du pays.
• Août 1957 à juillet 1962 : la direction F.L.N. s'installe à l'extérieur du pays ; création du gouvernement provisoire de la République algérienne (19 septembre 1958) ; discours du général de Gaulle sur l'autodétermination (16 septembre 1959) ; préparation des négociations avec le gouvernement français (elles deviendront officielles le 30 mars 1961 avec les pourparlers d'Evian). Ainsi, dans cette phase, l'action politique et diplomatique prend le pas sur la lutte armée. Militairement, le F.L.N. est en mauvaise posture.

Quelques épisodes importants de cette guerre :

**— Décembre 1956 à septembre 1957 : la "bataille d'Alger". Combats entre commandos du F.L.N. et paras du général Massu.**

**— Fin septembre 1957 : achèvement de la construction des 2 lignes Morice (lignes électrifiées parsemées de casemates armées) qui isolent le pays de l'extérieur et rendent l'acheminement des armes plus difficile pour le F.L.N.**

**— Année 1959 : offensive du général Challe, commandant en chef des forces armées en Algérie. Elle inflige de sérieuses pertes au F.L.N. et l'oblige à se replier en Tunisie. Néanmoins le F.L.N. (l'A.L.N.) mènera en juillet 1959 et en novembre 1960 de grandes offensives contre les lignes Morice. Son activité reste intense et il contrôle la nuit les douars (villages).**

**— 8 janvier 1961 : référendum sur l'auto-détermination du peuple algérien : 75,25 % de oui.**

**— 22 avril 1961 : à Alger, putsch des généraux refusant les résultats du référendum.**

**— 20 mai 1961 : toutes les opérations offensives de l'armée française ont cessé.**

**— 12 juillet 1961, déclaration de De Gaulle : "... en tout cas la France est bien décidée à ne plus engouffrer à fonds perdus en Algérie non plus qu'ailleurs, ses efforts, ses hommes, son argent...".**

**— 5 septembre 1961 : la France renonce au Sahara.**

**En octobre 1961, la phase ultime des négociations est ouverte et bien engagée. Le gouvernement français maintient jusqu'en septembre 1961, deux exigences que le F.L.N. repousse énergiquement : la garde du Sahara, "inventé et mis en valeur par la France", la conservation des privilèges à la minorité française dans une future Algérie indépendante. Après une campagne d'envergure du G.R.P.A. sur ces thèmes, la France cède sur ces deux points. La voie est alors ouverte pour l'accord du cessez-le-feu (19 mars 1962 à 12h).**



L'une des causes du climat passionnel de 1961, les attentats meurtriers du F.L.N. (ici, à Alger : 10 morts, 86 blessés, en juin 1957).

avait mené en France une lutte clandestine, concrétisée par des destructions de dépôts de carburant (Rouen, Marseille...) et des attaques armées de commissariats de police en 1957, 1958, puis en 1961, comme par exemple les 3 et 4 avril où il y eut des tués parmi les policiers. Le F.L.N. organisa aussi des attentats contre des hommes politiques farouches partisans de l'Algérie française, comme, le 15 septembre 1958, Jacques Soustelle (3), et contre des Algériens hostiles ou qui ne voulaient pas cotiser au F.L.N.

Ce type de lutte provoque une véritable psychose anti-algérienne dans la population française : "Le F.L.N. dresse l'opinion contre lui", "ces méthodes nuisent aux Algériens" et "de plus, elles permettent toutes les provocations contre nous" (Thorez, secrétaire du P.C.F., le 4 octobre 1958) (!)

Le gouvernement gaulliste de Michel Debré décide alors de renforcer considérablement le dispositif policier, en hommes, en matériel et en pouvoir. C'est ainsi que le préfet de police Papon visite régulièrement les commissariats où il remonte le moral de ses troupes : "... Réglez vos affaires avec les Algériens vous-mêmes. Quoiqu'il arrive vous êtes couverts" (4). Il augmente aussi les effectifs des "brigades spéciales de district" de 1 000 hommes et, le 18 mars 1961, il décide l'emploi de Harkis (Algériens favorables à la présence française en Algérie) dans la police parisienne.

Par ailleurs l'O.A.S. (Organisation de l'Armée Secrète créée en février 1961 et qui combat pour que l'Algérie reste française) pratique de nombreux attentats contre des musulmans mais aussi contre des Français. Du printemps à l'automne 1961, l'O.A.S. frappe en métropole (5). Ces conditions expliquent en partie pourquoi le F.L.N. appelle à la manifestation pacifique du 17 octobre : marquer sa "volonté de paix", lutter contre la psychose anti-algérienne, faire preuve de courage

---

(3) Jacques Soustelle fut nommé Gouverneur général de l'Algérie par Mendès France, en 1955. Il fut remplacé en 1956. Soustelle gaulliste, soutient le "Front de l'Algérie Française", puis, après la dissolution de celui-ci, le 15-12-1960, l'O.A.S. Universitaire spécialiste des civilisations précolombiennes, c'était un militant anti-fasciste d'avant-guerre et un Résistant.

(4) Texte envoyé à la presse par un groupe de "policiers républicains" le 31 octobre 1961. Cité dans "**Histoire de la guerre d'Algérie**", d'Henri Alleg, 366.

(5) 22 avril : Putsch à Alger des généraux Challe, Zeller, Jouhaud, Salan, qui refusent les résultats du referendum du 8 janvier 1961 accordant l'autodétermination à l'Algérie.



Le "quarteron" de généraux (de gauche à droite : Jouhaud, Salan, Challe, Zeller).

face au renforcement du quadrillage policier, se démarquer des ''activistes de l'O.A.S.''. Quant à Papon, pour justifier le couvre-feu, il invoque les menaces qui pèsent sur la sécurité du pays et sur la vie des Algériens ''à cause des actes du F.L.N.''. De plus, il fait comprendre aux Algériens de France qu'ils ne sont pas des citoyens à part entière. Ils viennent, certes, d'un ''département français'' : l'Algérie mais n'ont pas les droits des Français, même si la loi du 7 mai 1946 permet à quelques-uns d'obtenir le statut de ''français musulman'', les autres (la quasi totalité) restant ''algériens''.

Il n'est donc pas étonnant que le F.L.N. veuille faire de cette manifestation du 17 octobre 1961 un moment important de sa lutte. Elle doit signifier au gouvernement français que le F.L.N. est capable de montrer sa force en rassemblant des combattants jusque là dispersés ''politiquement'' sur le sol métropolitain.

**''Yeux tuméfiés, dos bleuis''...**
(Jean Cau. *L'Express*
du 26 octobre 1961)

Les organisateurs ont prévu 6 grands lieux de rassemblements : 1) Place de l'Etoile, avenue Wagram principalement ; 2) Rond-Point de la Défense, Pont de Neuilly, station Sablons, Boulevard de la Mission-Marchand (Courbevoie) ; 3) Quartier latin en 4 points : place St-Michel, place Maubert, Jardin du Luxembourg, Boulevard St-Germain ; 4) Les gares : Nord, Est, St-Lazare ; 6) Le quartier de Plaisance (14e).

C'est là que les Algériens se retrouvent ou tentent de se regrouper, c'est là que les heurts avec la police auront lieu. A chacun de ces endroits, la police veut empêcher la constitution de la manifestation. Malgré tous ses efforts (rafle aux descentes de métro, de bus, ramassage dans les cars de police...), elle n'y parvient pas. De 19h30 à 20h30, il n'y a aucune bagarre. La situation évolue vers 20h45, lorsque la police estime qu'il y a des endroits stratégiques qu'il convient de ne pas laisser franchir ou que le rassemblement a assez duré. A la station Sablons, certains Algériens veulent expliquer le sens de leur démarche aux forces de l'ordre. La réponse obtenue est on ne peut plus claire : ''On va-t'en foutre de la dignité, ordure !'' et c'est la charge immédiate, instantanée, brutale, sans sommations puisque les organisateurs sont ''hors la loi''. Partout le même scénario. Ainsi, des Algériens se rassemblent place Maubert, puis empruntent le boulevard St-Germain, traversent le carrefour de l'Odéon et là, la police intervient brusquement : accrochages, coups de feu, matraquages. De nombreuses lettres de lecteurs du journal *Le Monde,* notamment celle de l'éditeur Maspéro, confirment la gratuité, la violence, l'acharnement sauvage des brutalités policières. La police avait-elle des consignes particulières ? Nous ne le saurons sans doute jamais.

Dans certains endroits, il règne un climat de terreur. Boulevard Bonne-Nouvelle, près du cinéma Rex, on tire : ''... ce fut la tragédie, ... la police a tiré, ... 7 hommes restent sur le trottoir, grièvement blessés. L'un d'eux devait succomber'' *(France Soir* du 19 octobre 1961). Les harkis n'hésitent pas à se servir de la mitraillette, des enfants tombent, ils ont 15 ans ! (Eve Dessare dans *France Observateur* du 28 octobre 1961). D'autres enfants sont emmenés par la police, pistolet dans le dos. Au quartier latin, 6 ou 7 agents s'acharnent sur un musulman couché sur le trottoir.

Sur les quais longeant la Seine, Pont de Neuilly, des Algériens sont roués de coups et jetés dans le fleuve par des gardiens de la Paix et des C.R.S. Quelques-uns coulent. Les méthodes sont expéditives : ''... une quinzaine d'entre eux ont coulé. D'autres essayent de regagner le bord, mais les agents tiraient dessus''. (*France Soir,* 19-10-1961). Le 6 novembre 1961, lors d'une conférence de presse tenue à l'initiative des étudiants en médecine, le professeur Vidal-Naquet annonce que 40 corps d'Algériens ont été autopsiés à l'Institut médico-légal comme étant ceux de noyés.

Cour de la Cité, environ 50 corps seront dénombrés. Boulevard St-Michel, les pharmacies ne désemplissent pas : ''... après la charge, 12 hommes étaient étendus, hébétés par les coups, le sang coulant de leur tête sur leur visage mouillé et mal rasé, sur leurs vêtements déchirés...''. (*Témoignage Chrétien,* 16-10-1961). Quelques-uns sont dirigés vers l'hôpital dans un état comateux avancé.

Aujourd'hui encore les estimations divergent. Dans un premier temps, la presse prend les chiffres officiels (ceux de Papon) : ''2 morts, 64 blessés, 11 538 Nord-Africains arrêtés. La plupart vont être refoulés vers l'Algérie''. Puis, lorsque le silence se déchire, que les témoignages et les révélations contradictoires envahissent les rédactions, des nuances apparaissent.

Ainsi *Le Monde* du 21 octobre note ''... que le bilan officiel suscite des contestations, certains laissent entendre qu'ils (les morts et les blessés) pourraient être plus nombreux qu'il n'a été dit'' et *L'Humanité* du 7 novembre titre : ''60 cadavres d'Algériens, noyés ou assassinés, retrouvés en 1 mois à Paris. Une information judiciaire est ouverte''. (On n'en connaîtra jamais le résultat...).

Par ailleurs, l'Inspection générale de la police estime à 140 le nombre de tués et le F.L.N. cite les chiffres de 200 morts et de 400 disparus. Ces deux dernières évaluations ne seront jamais démenties par le gouvernement. Interpellé le 27 octobre 1961 au cours d'un débat houleux au conseil municipal de Paris, M. Papon dira, suivant en cela le ministre de l'Intérieur Kogerfrey : ''la police parisienne a fait son devoir, tout simplement''.



**O.A.S. : le terrorisme change de côté... (Musulmans abattus en pleine rue à Alger)**

**''Je m'en vais prêt à vomir''...**
(Témoignage d'un militaire
du Service de Santé, *Témoignage
Chrétien,* 28 octobre 1961).

''Les rescapés de ce triste sort'', ainsi appelés par un manifestant algérien, sont raflés et parqués. Cette rafle n'a pas d'équivalent à Paris depuis celle de juillet 1942 au Veld'hiv (où les Juifs furent arrêtés par la police française sur ordre de l'occupant nazi) 15 000 manifestants sont arrêtés.



**EXPULSES.** Dès le 19 octobre, on embarque à Orly les Algériens arrêtés le 17 et jugés indésirables.

De la cour de l'Opéra, des grands boulevards, de l'Etoile..., des cars, précédés de motards aux sirènes hurlantes, emmènent vers le Parc des Expositions et le Stade Coubertin des milliers de manifestants. Lorsque ceux de la police ne suffisent pas, les cars de la R.A.T.P. suppléent. Seuls quelques chauffeurs protestent contre cette réquisition... Cette pratique indignera bon nombre d'Algériens. L'un d'eux la dénoncera ouvertement dans *l'Express* du 16 novembre 1961 : "... Aux syndicats, aux partis, à la gauche politique française d'être mis le nez sur leur pourrissement. Voici leurs troupes : ces chauffeurs d'autobus en car de police... et des ouvriers de chez Renault qui voient retirer de la Seine un cadavre d'Algérien et qui regardent, et qui s'éloignent, indifférents".

La "procédure" est la suivante : arrivée du car, puis, entre deux haies de policiers, les Algériens sont frappés avec des nerfs de bœuf, des matraques en bois ou en caoutchouc. Après, c'est la fouille systématique : briquets, lunettes, ... sont jetés pêle-mêle. Aucun journaliste ne peut pénétrer dans ces lieux de détention. Les témoignages dont nous disposons sont ceux des détenus et de militaires du contingent employés ce jour-là.

L'hebdomadaire *Témoignage Chrétien* et la revue *Vérité-Liberté* s'en font l'écho : "... Les policiers effacent les traces de sang sur leurs "outils" et se dispersent. "Le calme revient...", "Tous débarquent comme le bétail à la Villette... du sang, partout...", "... des jeunes se font casser les doigts et les avant-bras en se protégeant la tête".

Dans ces lieux de détention, les conditions de vie sont précaires. La médecine est rudimentaire : "... pour soigner les fractures, les morceaux de bois que nous trouvons sur le sol nous servent d'attelles... Pour les agités..., ce sont souvent les policiers qui s'occupent d'eux... et souvent les endorment à coups de crosse...". Les repas sont pour le moins sommaires, et l'hygiène insuffisante.

Ces révélations seront confirmées par d'autres enquêtes, notamment celle de Jean Cau dans *l'Express* du 26 octobre 1961 : "Je n'ai entendu que des récits où revenaient en litanie les mêmes mots : rafles, coups, tortures, disparitions, assassinats". La presque totalité des journaux de l'époque retraceront tous ces événements : *Paris-Presse, l'Intransigeant, La Croix, Combat, Le Figaro, Le Monde,* etc. Seuls *Le Parisien Libéré* et *Paris-Match* ne s'indignent, ni protestent.

**La gauche s'indigne mais ne bouge pas**

Après de tels événements qui font toutes les "Unes" quelles vont être les réactions de l'opinion publique française ? Force est de constater qu'elles sont très limitées. Les partis politiques qui soutiennent le gouvernement ne disent rien : M.R.P. (Démocrates chrétiens), U.N.R. (Union pour la Nouvelle République : gaulliste), C.N.I. (Centre national des indépendants d'Antoine Pinay) restent muets.

Quant à la gauche parlementaire (Socialistes de la S.F.I.O., radicaux, P.C.F., U.D.S.R. de F. Mitterrand) le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle reste très discrète et très modérée. La brutalité policière est dénoncée, le régime gaulliste est fustigé : "Le pouvoir gaulliste semble tout faire pour que s'élargisse le fossé creusé entre Français et Algériens par 7 ans de guerre" (déclaration du bureau politique du P.C.F.). Papon est vivement critiqué lors du débat de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 1961, mais la protestation ne va pas beaucoup plus loin que le "ne recommencez pas" de la S.F.I.O.

Cet embarras et cette gêne de la gauche, nous la retrouvons clairement dans la une du journal *L'Humanité* du 18 octobre 1961 : "sur ce qu'a été cette tragique soirée, nous ne pouvons pas tout dire. La censure gaulliste est là. Et *l'Humanité* tient à éviter la saisie pour que ses lecteurs soient en tout état de cause, informés sur l'essentiel".

Il faut dire que depuis le début de la guerre, la gauche n'a jamais eu une attitude nette vis-à-vis du F.L.N. et de l'indépendance de l'Algérie. Elle fut longtemps défiante envers le F.L.N., qu'elle ne reconnaissait pas comme "représentatif". Elle dénonça les abus, les "bavures" et la torture commis par l'armée française, mais fut opposée à l'insoumission et à la désertion de la part des soldats français. La gauche ne fera donc que s'indigner.

Quant aux syndicats, leurs réactions ne furent guère différentes. C'est ainsi que la C.G.T. maintient son mot d'ordre de grève chez Renault pour 30 centimes d'augmentation le 18, et que le 30 octobre les Unions départementales C.G.T., C.F.T.C., F.O., et U.N.E.F. (étudiants) rédigent un communiqué qui se limite à une simple condamnation de la brutalité policière : "Nous tenons à faire savoir qu'une répression policière analogue déclencherait une réaction immédiate de l'ensemble des travailleurs et des étudiants de la région parisienne". Il n'y aura donc aucune manifestation de rue organisée par les partis de gauche ou les syndicats, pas de débrayages massifs dans les usines.

Parmi les Parisiens qui avaient assisté aux affrontements du 17 octobre, seuls des individus isolés protégèrent les manifestants pourchassés. Des ouvriers ont ainsi raccompagné leurs camarades algériens chez eux. Le personnel de l'hôpital Ste-Anne réussit à libérer 450 femmes emprisonnées dans

**1961 : PLUS DE 300 000 ALGERIENS EN FRANCE**

**Les Algériens sont indispensables à l'économie française, comme l'écrit dans les années 1960 un économiste : "La concurrence dans le Marché Commun ne sera supportable... que si notre pays dispose d'une main-d'œuvre lui permettant de freiner une inflation salariale dont l'année 1961 a indiqué l'ampleur possible... La main-d'œuvre algérienne a le mérite de pouvoir être utilisée dans les zones ou dans les branches où sa mobilité vient pallier les inconvénients de la rigidité des structures de la main-d'œuvre en France". Au recensement de 1962, les Algériens sont 334 940 (277 520 hommes et 57 420 femmes). Les concentrations importantes sont situées dans 4 régions : région parisienne, Nord, Lorraine, Rhône-Alpes et Bouches-du-Rhône. Les branches d'activités où ils dominent : bâtiment, métallurgie, mines.**

l'hôpital ; un jeune couple convoya un blessé dans sa 2 CV jusqu'au dispensaire le plus proche ; des gestes de ce genre permirent à quelques Algériens de ''s'en sortir''.

Un petit parti, le P.S.U. (Parti Socialiste Unifié créé en 1960, opposé à la politique pratiquée en Algérie) organise une manifestation. Il y a peu de présents. Ceux-ci, médecins, avocats, universitaires vont publiquement rompre le silence et s'élever contre la répression. Ainsi des universitaires renommés : Kastler, Dresch, Ricatte et Schwartz, lisent le 31 octobre une déclaration dans les amphithéâtres de la Sorbonne : ''Si les Français acceptent l'institution légale du racisme en France, ils porteront dans l'avenir, la même responsabilité que les Allemands qui n'ont pas réagi devant les atrocités du nazisme''.

Cet appel semble avoir eu un certain écho. De leur propre chef, dans certaines villes de province, comme par exemple à Charleville-Mézières et Reims le 20 octobre 1961, des femmes françaises et algériennes bravent la police, descendent dans la rue, et crient : ''A bas le racisme !'', ''Indépendance immédiate !'', ''Rendez-nous nos hommes !''. Quelques jours plus tard, le 1er novembre, deux rassemblements sont organisés, tous deux place Maubert à Paris. Le premier par les ''121'', le second par le ''Comité Audin'' (voir encadré). Qui sont ces personnes ? A vrai dire, le symbole d'une certaine fraction des Français, celle qui s'oppose résolument à la guerre d'Algérie. Ces deux rassemblements attirent aussi des jeunes qui, dès le début de l'année 1961, excédés par les attentats de l'O.A.S., ont fondé le F.U.A. (Front Uni Anti-fasciste).

Cette riposte, à laquelle il faut ajouter la grève de la faim des prisonniers algériens pour obtenir le statut de ''régime politique'' en novembre fut donc faible, mais réelle.

**Roland POTTIER**

**Pour en savoir plus**
- **Histoire de la Guerre d'Algérie**, de B. Droz et L. Lever (*Points*, Seuil)
- **La guerre d'Algérie**, d'Yves Courrières (Fayard).
- **Sources** : Journaux d'époque.

## LES 121

**Le 5 septembre 1960, jour du procès du Réseau Jeanson (Réseau de soutien du F.L.N. en France, constitué de Français) la presse signale très discrètement un manifeste signé par ''121 intellectuels''(1). Ainsi *''Le Monde''*, en dernière page, ne lui consacre qu'un mince entrefilet. Voici un extrait du manifeste : ''De plus en plus nombreux, des Français sont poursuivis, emprisonnés, condamnés, pour s'être refusés à participer à cette guerre ou pour être venus en aide aux combattants algériens. Dénaturées par leurs adversaires, mais aussi édulcorées par ceux-là même qui auraient le devoir de les défendre, leurs raisons restent généralement incomprises... Encore une fois, en dehors des cadres et des mots d'ordre préétablis, une Résistance est née par une prise de conscience spontanée...**

**Les soussignés... déclarent :**

**— Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français.**

**— Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien.**

**— la cause du peuple algérien qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres''**

**Suivent 121 signatures, dont celles de Simone de Beauvoir, Blanchot, Jean-Louis Bory, Pierre Boulez, Marguerite Duras, Daniel Guérin, Mannoni, Pignon, Alain Resnais, Alain Robbe-Grillet, Françoise Sagan, Simone Signoret, Jean-Paul Sartre, François Truffaut, Pierre Vidal-Naquet.**

**Ce manifeste est très important dans la mesure où il porte sur la place publique le débat sur l'insoumission et la désertion. C'est aussi l'affirmation ouverte d'une possible solidarité avec le peuple algérien. Le Général de Gaulle déclara : ''Tant qu'on donne la parole au couteau, on ne peut pas parler de politique''.**

**Ceux qui signèrent la pétition furent l'objet de tracasseries professionnelles. Par exemple, Danièle Delorme est rayée du programme de la représentation de Pirandello le 29 septembre 1960. Une ordonnance prise en Conseil des ministres prévoit ''la suspension provisoire de tout fonctionnaire coupable d'apologie de la désertion'' (28 septembre 1960). Le plus connu des fonctionnaires suspendus par le ministre des Armées, Pierre Messmer, sera Laurent Schwartz, professeur à l'Ecole polytechnique.**

**D'autres intellectuels publient un contre manifeste où il est question de ''rebelles fanatiques, terroristes et racistes...'', ''de professeurs de trahison''. Roland Dorgelès, Jules Romains, le maréchal Juin, Henri de Monfreid ont signé ce contre-manifeste.**

(1) Le réseau voit son origine dès le début de l'année 57. Autour de Jeanson, il y a des intellectuels sartriens, des chrétiens de la Mission de France, des oppositionnels communistes, et des membres de l'organisation trotskiste P.C.I. (Franck). Il s'étend dans toutes les grandes villes.

## LE COMITE AUDIN

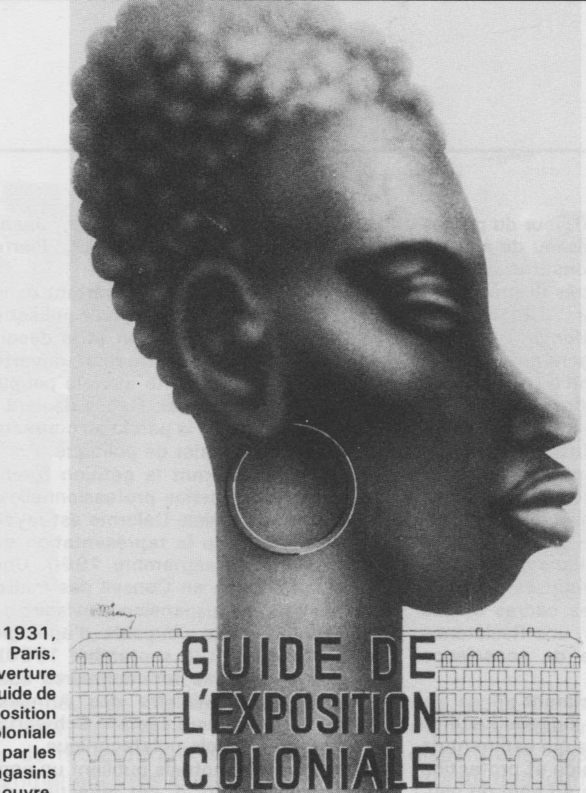
**Le 11 juin 1957, Maurice Audin, Assistant de la Faculté des sciences d'Alger, militant communiste, est arrêté. Il est accusé d'avoir hébergé et soigné des militants du F.L.N. et du P.C.A. (Parti Communiste Algérien). Questionné par les lieutenants Erulin et Charbonnier, on ne le reverra jamais plus. Le 21 juin, les autorités militaires soutiennent la thèse de l'évasion lors d'un transfert en jeep.**

**Cette ''disparition'' provoque l'indignation et bientôt une pétition circule, exigeant la ''vérité''. De nombreux universitaires utilisent les colonnes du journal *Le Monde* pour se joindre à cette protestation (Bruhat, Vidal-Naquet, Crouzet...). C'est ainsi que va naître le Comité Audin, en novembre 1957. Son but essentiel : examiner le dossier, établir la vérité, faire des publications. La première réunion de ce comité aura lieu le 2 décembre 1957, où est lue la thèse que Maurice Audin devait soutenir. Grâce à son action tenace, il sera établi que la torture fut utilisée dans l'interrogatoire d'Audin (*Le Monde* du 14 décembre 1957) et que ce dernier fut bel et bien ''assassiné'' par ses tortionnaires (*L'affaire Audin*, de Vidal-Naquet, 12 mai 1958).**

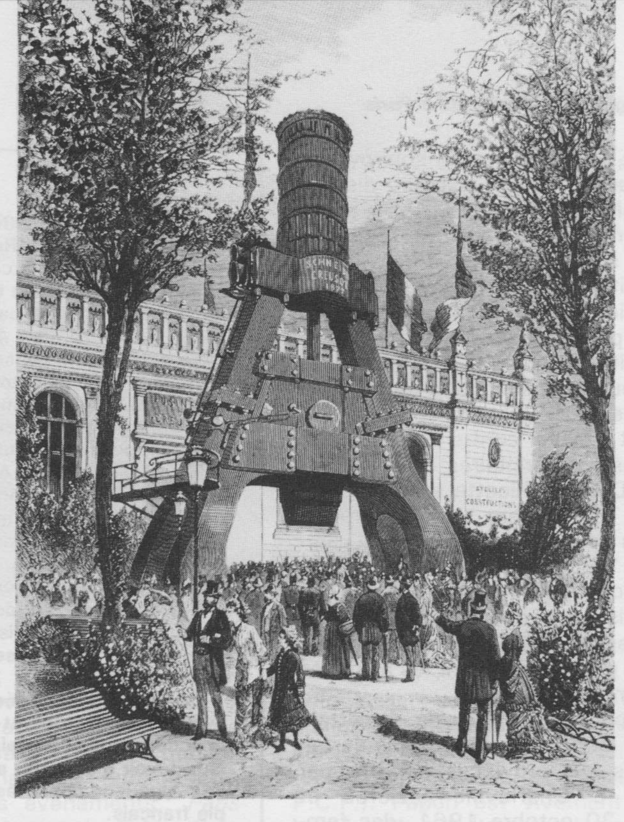
**Par la suite ce comité sera à l'origine de nombreuses mobilisations contre la torture et la répression''. Ce comité regroupe avant tout des intellectuels des enseignants, des journalistes, quelques rappelés et membres de leurs familles. Laurent Schwartz sera son président à partir du 30 juin 1960. Les vice-présidents sont Jean Dresch (communiste) et H. Iréné-Marrou (catholique).**

**Le sang versé après mai 1961 l'était en vain, à cette date commençaient à Melun les pourparlers de paix et d'indépendance qui s'achèveront à Evian en 1962. (Ici, les délégations algériennes conduite par Krin Belkacem — et française — conduite par Louis Joxe.**






1931, Paris. Couverture du Guide de l'Exposition Coloniale édité par les Magasins du Louvre.



1878, Paris, Exposition Universelle. Le marteau-pilon du Creusot dans le jardin du Trocadéro. Tiré du ''Monde Illustré''.

# *''L'expo des expos''*

## Rétrospective des expositions universelles et internationales

Avant que ne se réalise l'exposition universelle de 1989, le musée des Arts Décoratifs passe en revue ces ''énormes foires et fêtes'', ces ''véritables cités éphémères'' que furent les expositions universelles et internationales.

Ayant, à l'origine, l'ambition de traiter de toutes les activités humaines, de démontrer la capacité économique et culturelle d'une nation, ces ''expos'' iront vers la recherche d'un thème central. Au-delà de la manière dont se fait une ''expo U'', chaque manifestation révèle sa teinte particulière d'où émergent des préoccupations sociales, humanitaires*, ethnologiques, artistiques, conséquences d'une toile de fond commune : la poussée industrielle.

Les expositions parisiennes sont bien évidemment privilégiées :

• 1855 : ... la Reine Victoria visite, à cette occasion, la France — première venue d'un souverain britannique sur notre sol depuis Henri VIII !

... Les Beaux-Arts culminent avec Ingres et Delacroix... Berlioz dirige 900 musiciens et choristes dans le Palais de l'Industrie...

• 1867... puis. • 1878... apothéose de l'industrie, illustrée avec l'exposition du marteau-pilon de la firme Schneider du Creusot...

• 1889... qui laissera 8 000 000 de F. de rapport et la Tour Eiffel...

• 1900... autant de dates qui jalonnent notre histoire.

Mais depuis 1933, à Chicago, les thèmes choisis parlent d'eux-mêmes :

• 1958 Bruxelles : ''Vers un nouvel humanisme'',

• 1967 Montréal : ''Terre des hommes''

• 1970 Osaka : ''Progrès humain dans l'harmonie''.

Les lieux sont révélateurs des aires de domination économique et de leur déplacement dans le temps.

A la fois bilan et perspective, ''L'Expo des Expos'' se double d'un livre-catalogue-coédité par Les Arts Décoratifs et Herscher : Le livre des expositions universelles (500 illustrations, 368 pages, relié : 270 F, broché : 210 F).

* *
*

... et derechef, couvre-chef et chapeau bas, saluons l'ouverture du musée de la chapellerie à Chazelles-sur-Lyon (Loire).

## Musardez dans les écomusées

**Ensembles représentatifs d'habitats traditionnels, villages restaurés, ateliers artisanaux ou anciens quartiers industriels forment l'éventail de ces musées vivants. Voir la vie des hommes en leur pays, participer à celle de votre région, découvrir l'histoire et l'économie rurale ou industrielle, les arts et traditions populaires...**

**Ecomusée d'Ouessant**
Maison des techniques et traditions ouessantines (Parc naturel régional d'Armorique). Balaneg-Nuella, 29224 Saint-Eloy. Tél. (98) 20-10-69.

**Ecomusée des Monts d'Arrée**
Maison des techniques et traditions rurales à Saint-Rivoal, moulin de Kerouat à Commana. Balaneg-Nuella 29224 Saint-Eloy.

**Ecomusée d'Inzinzac Lochrist**
Musée ouvrier des forges d'Hennebont (Morbihan). 10, cité des Ajoncs à Lochrist-Inzinzac. Tél. 36-05-04.

**Ecomusée de Saint-Degan**
Nature et traditions du pays d'Auray (Morbihan). 12, rue de Fenhoet, 56400 Brec'h. Tél. 24-22-24.

**Ecomusée de Vendée**
Préfecture de Vendée, 85000 La Roche-sur-Yon. Tél. (51) 05-10-82.
Château du Puy du Fou, 85590 Les Epesses : Musée Milcendeau-Jean Yole, 85300 Soullans ; Centre de découverte du marais breton-vendéen, 85560 La Barre-des-Monts.

**Ecomusée de la communauté Le Creusot-Montceau les Mines (Saône et Loire)**
Château de la Verrerie, 71202 Le Creusot. Tél. (85) 55-01-11.

**Ecomusée du Roannais**
18, rue Cadore, 42300 Roanne.

**Ecomusée du Nord-Dauphiné (Isère)**
Maison Levrat, rue du Lac, 38290 Villefontaine. Tél. (74) 94-17-00. (Exposition : ''informations permanentes sur un pays : le Nord-Dauphiné'' du 6 juillet au 5 septembre).

**Ecomusée de la Bresse Bourguignonne**
Château de la Pierre de Bresse, 71270. Tél. (85) 76-27-16. (Exposition : ''Papiers peints et fers forgés du Château de Pierre de Bresse'' jusqu'au 28 août).

**Ecomusée du Mont-Lozère** (Parc national des Cévennes).
48220 Le Pont du Mont Vert. Tél. (66) 45-01-75.

**Ecomusée de La Grande Lande** (Parc naturel régional des Landes et de Gascogne)
40630 Sabres. Tél. (58) 07-52-70.
— Ancien quartier de Marqueze à Sabres ; ateliers de produits résineux à Luxey : ateliers de tissage de Claudy à Pissos ; parc ornithologique du Teich.

**Ecomusée de la région de Fourmies-Trelon (Nord)**
17-19, rue des Rouets, 59610 Fourmies. Tél. 60-66-11.

**Ecomusée de la Basse-Seine** (Parc régional de Brotonne)
2, rond-point Marbec, 76580 Le Trait. Tél. (35) 91-83-16.
Maison des métiers à Bourneville ; Maison de la pomme à Sainte-Opportune.

**Ecomusée de Beauvaisis** (Oise)
3, rue du Franc-Marché, 60 000 Beauvais. Tél. 445-88-10.

**Ecomusée de Saint-Quentin en Yvelines et du Hurepoix.** Ville nouvelle de Saint-Quentin en Yvelines. Chapelle de la Villedieu, C.D. 58, 78310 Elancourt. Tél. 050-82-21.

**Ecomusée de la forêt des Loges et du Gâtinais-Orléanais.**
Mairie de Nibelle, 45 340 Beaune-la-Rolande.

**L'ECOMUSEE ?**

**C'est un musée écologique, ''un ''miroir'' où la population se regarde pour s'y reconnaître, où elle cherche l'explication du territoire auquel elle est attachée, jointe à celle des populations qui l'ont précédée''...**

**A la fois musée, conservatoire, école et laboratoire, l'écomusée se consacre à l'étude de l'ensemble des relations humaines et naturelles, à leurs interactions dans une région donnée.**

**ECOLOGIE**
*Etude des milieux où vivent et se reproduisent les êtres vivants ainsi que des rapports de ces êtres avec le milieu.* (Déf. du ''Robert'')

# METIERS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

# LES PALUDIERS DE GUERANDE

''En achetant le sel gris de Guérande, non seulement vous prenez soin de votre santé, mais vous contribuez à sauver les marais salants, vous apportez votre soutien à ceux qui défendent leur outil de travail''. Cette inscription sur l'affiche du Comité d'Action des Paludiers illustre une volonté farouche de préserver un territoire et un métier menacés. Acharnement aussi à perpétuer l'existence des ''artisans du sel''.

**Bondres, cui, cobier et adernes...**

Depuis le port sardinier de La Turballe et des bourgs de Saint-Molf, de Mesquer et d'Assérac, jusqu'à la baie de la Baule, les routes étroites coupent des étendues de marais salants scintillant au soleil sur 1 800 hectares. ''Gwen Ran'', Guérande, ''le Pays Blanc'', autant de noms portés par ce saisissant damier. Près de 20 000 œillets chaque ''case'' mesurant 80 m² environ. La moitié est abandonnée : on évalue à 10 000 le nombre des œillets entretenus et à moins de 8 000 ceux effectivement exploités. Mais sur la presqu'île de Guérande les recensements restent approximatifs. Toutes les composantes de la saline ne sont pas dessinées dans les cadastres, d'une année à l'autre certaines s'assèchent. Sans compter les propriétaires qui ne connaissent pas toujours le détail de leurs biens. La salicorne, herbe folle des espaces salés envahit des territoires entiers, craquelés, brûlés par les vents d'ouest. D'occultes menaces planent sur ce paysage désolé...

L'homme a domestiqué le marais. Le principe est simple : conduire l'eau de mer à travers un long circuit de réservoirs à faible niveau. Sous l'action conjuguée du soleil et du vent, elle s'évapore, gagnant en salinité jusqu'à saturation en arrivant sur la table salante, l'œillet. Le tracé élaboré au long des siècles est orienté en fonction des vents, de l'ensoleillement et de la proximité de la mer. La pente amenant l'eau doit être très douce, calculée au centimètre près.

A l'époque des grandes marées, surtout au printemps, l'eau arrive du traict (la baie) par un canal appelé ''étier''. Il se subdivise en voies plus étroites, les ''bondres'' et va se décanter dans la ''vasière'', le réservoir jusqu'à la prochaine grande marée. On en compte des dizaines sur le marais, parfois couvertes d'une algue couleur or-vert, le ''limu''. Deux demi-troncs d'arbres évidés et assemblés par des chevilles constituent traditionnellement la liaison mer-vasière, le ''cui''. Puis l'eau s'achemine vers un second réservoir, le ''cobier'', de taille plus modeste. A travers ces chicanes, la teneur en sel passe de 5 à 9° Baumé (B) (50 à 90g par litre).

Tout le secret est là : prise à 3,5° B, l'eau sera conduite sur la table salante où, à 27-28° B, soit 270 à 280 g par litre, elle dépose alors le chlorure de sodium (sel marin). Entre-temps, elle aura fait un périple autour des ''fares'' et des ''adernes'' (vestibules de l'œillet plus larges et plus profonds), sur le pourtour de la saline proprement dite où, à 10-11° B, elle livre son carbonate de calcium et son oxyde de fer. D'aderne en aderne, elle abandonne le sulfate de calcium à 25° B, mais garde la plus grande partie du magnésium bénéfique à l'organisme humain. Chaque jour, à raison de 100 litres d'eau par œillet, le paludier ''donne à boire'' au marais à travers un canal, la ''délivre''.

Les œillets sont les bassins de fin de parcours où l'on récolte le sel. Leur fond, garni d'une glaise bien lisse et imperméable, est bombé au centre avec une épaisseur d'eau minime (0,5 à 1 cm). Le niveau atteint 1 à 1,5 cm à la périphérie appelée ''tour du marais'' qui facilite le lavage du sel. Parfois nommé ''mère du marais'', ce fond est en parfait état, débarrassé de sa vase molle et sans fissures. L'eau rougeoie en été quand apparaît une algue microscopique ''Dunaliella'' et elle prospère dans les bassins sursalés et meurt à l'automne.

**Technique + climat + art = sel**

Des petites levées de vase, les ''ponts'', avec au milieu une plate-forme, la ''ladure'', séparent les œillets. L'art du paludier consiste à ''prendre'' le sel en entraînant le moins possible de vase argileuse qui teinte les cristaux de gris. Il crée la vague qui lave et pousse le sel, puis d'un geste élégant, il le rassemble sur la ladure à l'aide d'un très long râteau de bois, le ''las''. Le sel s'égoutte sur les bords, puis rejoint le ''tremet'', aire bien plate proche de la saline et qui accueille les ''mulons'' blancs.

Avant l'hiver, ces tas de sel iront aux salorges, énormes hangars en bois goudronné ou en maçonnerie : ''Le sol est légèrement en pente'' explique le paludier Daniel ''pour favoriser l'égouttage et mieux supporter la poussée latérale''. Car

**Paludiers et Sauniers de Batz (19e siècle)**






**LE COSTUME DU PALUDIER**

**Le costume est le même que celui porté pour le travail des marais salants. Il comprend, pour l'homme, une souquenille de toile blanche munie sur la poitrine d'une large poche fendue dans laquelle il tient ses mains comme dans un manchon.**

**La culotte est de la même étoffe et de la même couleur, attachée au-dessus des genoux avec des guêtres boutonnées sur les côtés, les "gamaches". Le paludier est coiffé d'un feutre dont les bords sont relevés seulement d'un côté, le chapeau à pic. Son orientation indique tout de suite si celui qui le porte est garçon ou marié : la corne est cavalièrement posée sur l'oreille ou se porte en arrière. Le jour du mariage, le bord large est tourné à gauche. L'hiver et les jours de grand vent, un long bonnet de toile brune ou rouge remplace le chapeau par trop encombrant. Un fouet est porté en bandoulière.**

**L'été, les paludiers ont le plus souvent les pieds déchaux (déchaussés) ou ils portent des espadrilles : le sel détériore les clous et le cuir des souliers et les lourds brodequins abîment les ponts du marais.**

**Quand elles portent le sel, les femmes retroussent leurs jupes à l'aide d'une longue ceinture d'étoffe enroulée autour de leurs reins.**

**Les jours de grande cérémonie, le paludier enfile la culotte bouffante de toile blanche serrée aux genoux par des rubans. Il revêt trois gilets : deux de flanelle blanche, un troisième bleu à franges vertes. Enfin, recouvrant les trois gilets, une veste plus courte, rouge à Saillé, brune à Batz, bordée de rubans de soie noire. Des bas blancs et des souliers en peau de daim complètent cette tenue. Le paludier porte également son original chapeau de feutre.**

**Les femmes portent un costume plus riche, de coupe archaïque. Corsage et jupe sont d'une seule pièce. De flanelle blanche chez les jeunes filles, la robe est violette et les manches de drap rouge, ornées de broderies de soie et d'or. La poitrine est couverte d'une sorte de plastron carré, la piécette, faite de rubans à fleurs. Un tablier de soie moirée, jaune à Batz, violet à Saillé, recouvre la jupe. La paludière porte la coiffe de fine baptiste ou de tulle, légère et brodée, qui diffère d'une commune à l'autre. La plus élégante est celle de Batz.**

après un bon saunage, les magasins sont pleins "jusqu'à la gueule". Quelques centaines ou plusieurs milliers de tonnes engrangées. Pas d'accidents : des étais extérieurs renforcent les parois inclinées.

Par certains vents, la "fleur de sel" de Guérande se cristallise à la surface. Ce "sel blanc", appelé aussi "sel fin" ou "sel menu" appartenait jadis à la femme du paludier. Sur le produit de sa vente, celle-ci achetait les objets nécessaires au ménage, de même que ses coiffes, tabliers, rubans ou broderies. Aujourd'hui la femme a encore le privilège de récolter cette "neige" que l'océan apporte sur ses rivages. Elle le "cueille" délicatement par dessous avec une "lousse à sel blanc". Fort d'une science ancestrale alliant connaissance et observation des marées et du ciel, le paludier dose judicieusement l'apport d'eau. Il règle une série de vannes et de trappes en bois ou en ardoise et pèse le liquide : "La manière de flotter d'une pomme de terre remplace souvent le densimètre".

En 1972, face à la mévente du sel, les paludiers ont formé un front uni pour éviter les manipulations sur les stocks et s'entendre avec les négociants. Le groupement des producteurs est né. On espérait qu'il revitaliserait la profession. Déception en 1974-75 : avec les nombreux départs des anciens, l'activité tombe de moitié. Près de 1 000 œillets par an sont perdus entre 1975 et 1978.

Des jeunes reprennent en main le marais depuis cinq ans. "Au dessous de 200 paludiers, ce système hydraulique n'est ni entretenu ni viable souligne le paludier Charlie. En 1981, les 180 exploitants intégrés au groupement faisaient 6 800 œillets". En ajoutant les indépendants avec leurs 1 000 œillets, on arrive à 220 paludiers, dont 90 seulement à temps complet. Les autres sont des double-actifs employés l'hiver dans le commerce, l'été dans le tourisme, sur les chantiers. Certains gardent une activité agricole. Leur âge moyen est de quarante-sept ans.

La saline réunit un nombre variable d'œillets : 20 ici, 40 là. Daniel "happé" par le métier en 1980 dispose de 70 œillets. Le minimum pour pouvoir vivre du sel. A Guérande, l'exploitation grossit et maigrit selon la taille de la famille : 80 à 90 œillets quand le couple travaille, 100 à 120 quand les enfants sont en âge de mettre "la main au sel".

### Les caprices de la production

Le saunage est toujours imprévisible. Tout dépend des conditions météorologiques, de la marée et de l'entretien. Dans une saison normale, un œillet peut fournir 1,5 tonne pendant l'été. Les Guérandais ne sont pas près d'oublier la sécheresse de 1976 où les œillets ont rendu jusqu'à 4,5 t. Mais ils ont connu le creux de la vague en 1980 et 1981 avec respectivement 100 et 400 kg ! En 1976, la récolte de 25 000 tonnes posa des problèmes de stockage et la moitié du sel dut séjourner sur le marais. En raison des stocks préexistants, il aurait fallu emmagasiner 42 000 tonnes. Chute spectaculaire en 1977 et 1978 : 3 800 et 4 400 tonnes.


Un bonne vieille du bourg de Batz.

**LA CONDITION DES PALUDIERS**

**Le paludier est un métayer dépendant du bon vouloir de son maître qui peut le congédier comme il l'entend. Seuls les "sauniers lettriers" ont la certitude de pouvoir travailler toute leur vie sur le marais et de transmettre ce privilège à leurs enfants, en principe grâce à un écrit : ils ne sont pas légion.**

**Le gain des sauniers, distribué par les propriétaires après la vente, est incertain et soumis aux aléas du temps, de la demande : "quand le propriétaire veut attendre que les prix s'élèvent, le saunier est obligé d'attendre aussi", indiquent les enquêtes au XVIIe siècle.**

**Les trassonneurs étaient encore plus misérables que les sauniers : ils transportaient le sel vers les barques de chargement avancées à l'intérieur des terres par les canaux, chargeaient et déchargeaient les chevaux de trait. Ils étaient rémunérés, le plus souvent à la tâche.**

**Certains sauniers habitent sur le marais "comme des sauvages", dans des cabanes de branchage couvertes de roseau. Ils sont quelquefois obligés d'aller chercher l'eau à boire à plus de deux lieues. Ils cultivent les bosses en y faisant pousser froment, pois, fèves et autres légumes, luzerne, en rapport avec le besoin de nourrir les chevaux. La culture des bosses a une importance capitale, surtout pendant les périodes de mévente.**

**Au XVIIIe comme au XIXe siècle, le saunier pêche et élève des moules et des huîtres. Il vit très souvent des avances du propriétaire : tous les comptes d'exploitation comportent une colonne : "avances aux sauniers", cela parfois pendant plusieurs années consécutives. Le saunier est ainsi longtemps tenu au service du même maître.**

Dégringolade qui s'accentue en 1980 : 500 tonnes… La pente est un peu remontée en 1981 avec 3 000 tonnes.

En fin de saison, le groupement prend livraison du sel et le revend. Les plus gros clients : Codisel (Salins du Midi), Clément et Ollivier. A ses débuts, le groupement avait passé un accord verbal avec les Salins du Midi, s'engageant à leur fournir 8 000 tonnes par an. S'il gère un stock de sécurité et un système d'avances sur récoltes, il a dû restreindre ses ventes pour garder d'autres preneurs.

"Le kilo de sel est acheté de 90 centimes à 1 F selon qu'il est livré directement ou non au négociant. Il est vendu 1,30 F". Jean-François Le Huédé s'est toujours démené pour défendre la corporation : "En 1970-72, le kilo était acheté 18 centimes, cela pourrait inciter davantage de jeunes à venir grossir nos rangs".

Le sel de l'Atlantique ne peut être directement broyé. Préalablement séché, dissous afin d'obtenir du sel fin par évaporation, son prix de revient dépasse de beaucoup celui du Midi : compte tenu des frais de stockage, 24 centimes contre 6 centimes.

La "fleur de sel", ou "sel de surface", n'est pas soumise à partage et demeure la propriété entière de celui qui la récolte. La femme en ramasse quelques kilos par jour. Vente à l'estivant : 6 F le kilo.

Dix pour cent de la récolte écoulés sur la route en sacs de 5 kg (9 à 10 F), telle est la marge tolérée. Un contrôle sévère pèse sur la distribution des "pochons".

Les salicornes parent la presqu'île de reflets verts, rouges et ocrés. Elles poussent uniquement sur les terrains salés et prolifèrent sur les bassins abandonnés ou mal entretenus, sur les "ponts" argileux. L'ennemi numéro un du paludier ! Autrefois nourriture pour animaux, elles sont consommées depuis quelques années comme légumes et condiments. On cuit les jeunes pousses comme des haricots verts. Mais crues, elles sont meilleures. "On les ramasse, on les prépare, comme des cornichons et on les met en bocaux avec du vinaigre, de l'ail, des oignons et des fines herbes". La recette est donnée sur le marché de Batz-sur-Mer par une femme qui vend une centaine de bocaux l'an. L'été, les jeunes arrangent la lavande de mer cueillie dans les vases salées en beaux bouquets mauves. Tout n'est pas rose. La paludier reste un métayer. Entre un quart et un tiers de la vente revient au propriétaire en fin de saison pour l'entretien des ouvrages. Les nouveaux ont connu des débuts catastrophiques et les loyers s'échelonnent souvent sur plusieurs années. "En 1979, on payait encore la récolte de 1976. Fin mai 1982, nous avons touché le dernier acompte de 1979. Pour juin et juillet, rien à espérer car, en 1980, le saunage a été nul. La manne 1981 devrait tomber en août et novembre 1982". Optimisme pour cette saison ? "Nous vivons dans le présent". Les indemnités versées par le Fonds des calamités du ministère de l'Agriculture pour 1980 équivalaient à 7 % des pertes.

A force de labeur et de fermeté, les artisans du sel font entendre leur voix. Quand il le faut, on se serre les coudes. Les associations ont fleuri ces dernières années : Syndicat des paludiers, Association de propriétaires, Groupement foncier agricole (pour le fermage des œillets), Association dite "du Pays Blanc" (salicorne), Association guérandaise de cultures marines, Syndicat des digues...

L'Etat a accordé 45 000 F sur huit ans pour la réfection de 23 kilomètres de digues et de talus dans le traict du Croisic. Le Syndicat intercommunal à vocation multiple de la région bauloise a débloqué en 1982 500 000 F pour la remise en état



*12. - Du POULIGUEN à BATZ (L.-I.). — L'Enlèvement du sel pour la mise en mulon.*

des ouvrages (90 %) et la formation des paludiers (10 %). "Dès 1975, le financement s'opère sur la base des budgets communaux". Le responsable de la Section "Marais salants" du Sivom détaille le crédit : "Pornichet, Le Pouliguen, Batz-sur-Mer, Le Croisic, Guérande, La Turballe et La Baule garantissent 200 000 F. La Baule participe pour 23 %, les autres communes apportent 11,5 %. En 1979, la Section a été étendue aux bassins de Mesquer, d'Assérac (3 % chacune) et St Molf (2 %). Songez que seules Batz, Guérande et La Turballe sont concernées par le marais !".

**Les palourdes au secours du sel ?**

Dès 1976-77, les paludiers se lancent sur la presqu'île dans l'élevage marin, entrevoyant là un complément de revenu. Traditionnellement, ils ont toujours su tirer profit des richesses du marais en "poissonnant". N'y aurait-il pas là de nouvelles voies à défricher ? Pourquoi ne pas tenter une culture marine de printemps et d'automne (périodes de "repos salicole" dans les vasières) ?

Le coup d'essai porté sur l'aquaculture de l'anguille se solde par un échec : rentabilité nulle. On préconise alors la truite, mais il aurait fallu creuser les bassins et les canaux, modifier la circulation des eaux et installer une régulation de la température car l'eau atteint des degrés élevés en été. Le programme est trop onéreux. Un impératif : ne pas toucher à la structure du marais et au sel. Le prégrossissement des palourdes semblait une bonne formule. Une première expérience, sur 40 000 mollusques s'amorça au printemps 1978. Dix paludiers déposèrent chacun dans leur vasière 4 000 palourdes de 3 mm enfermées par du grillage plastique dans des casiers sur tables ostréicoles. L'année suivante, 15 paludiers récidivent avec 300 000 jeunes coquillages. En 1981, l'expérience a porté sur 4 millions de petites palourdes. Une famille livre sans réticence son secret : "On achète le naissain 47 F le mille à des écloseries anglaises ou japonaises. Les larves de 2 à 3 mm "prégrossissent" et atteignent 10 à 15 mm en quatre mois. Elles sont revendues aux mareyeurs 120 F". Conséquence d'une forte mortalité : il faudrait disposer de



*35 BOURG de BATZ — Un jour de Fête*




plus grandes quantités pour que l'opération soit valable.

Une biologiste vient d'être recrutée par l'Association des cultures marines. Chargée de produire du naissain elle effectuera ses travaux sur l'île d'Houat au large de Quiberon. L'aquaculture sème la zizanie entre les paludiers. Les "purs" lui tournent le dos pendant que d'autres s'y intéressent. "L'an dernier", dit-on au Sivom "un bulldozer a sauté parce qu'un gars creusait le marais pour élever des palourdes". Les jeunes paludiers affirment : "Nous ne transformerons pas le bassin, mais nous voulons obtenir un à-côté capable d'atténuer la mauvaise récolte du sel".

Gains irréguliers, conflits latents, menaces d'assèchement : les paludiers vivent dans la peur du lendemain. Le bruit a couru que les deux traicts du Croisic seraient creusés de 2,5 m pour combler 1 000 hectares de salines et ouvrir un lac de plaisance sur 800 hectares. De la fumée sans feu ?

Les Salins du Midi associés depuis 1970 aux Sels Miniers de l'Est sont bien implantés ici : ils disposent de 1 500 œillets dont 500 exploités et commercialisent 70 % du sel produit sur la presqu'île. La petite usine de Batz traite de grosses quantités de sel gris qu'elle livre, soit en l'état, soit lavé, séché ou raffiné, en sacs ou paquetages. Le kilo conditionné coûte 4,15 F dans une épicerie du centre-ville.

La Compagnie a toujours été le "croque-mitaine" des anciens paludiers redoutant par dessus tout l'arrêt de la vente. Les plus jeunes ont d'autres craintes. Le marais pourrait être utilisé à d'autres fins : "Le remembrement a toujours été la marotte des Salins du Midi, pour que l'exploitation se fasse dans un même secteur". Combien de paludiers seraient alors dépossédés de leur bien ? On aspire parfois à une totale liberté : "Le groupement pourrait mettre sur pied sa propre usine et vendre lui-même par paquets-kilo, sans intermédiaire". Utopie ? Avec 20 000 tonnes, l'Ouest ne produit que 10 % du sel alimentaire en France, contre 90 % pour l'Est et le Midi.

Le rapport de forces incite à un plus grand réalisme. Autre sujet de préoccupation : la station d'épuration de Livery au cœur des marais salants. Elle épure depuis juillet 1975 les eaux usées de onze communes. 15 000 m³ arrivent chaque jour en été, soit l'équivalent d'une population de 100 000 personnes. Un dégagement d'odeurs d'hydrogène sulfuré (œufs pourris) a suivi la mise en exploitation. Les plaintes du voisinage ont cessé avec l'installation de désodorisation. La station effraie par son gigantisme et, au dire des paludiers, elle multiplie les risques de

**LE SEL DE L'OUEST AVANT 1972**

**Le déclin du "sel breton" commence au siècle dernier. Le Midi, Bayonne et la Lorraine se révèlent de redoutables concurrents, la nature du sol du marais guérandais empêchant toute mécanisation. De 1840 à 1934, le nombre de paludiers chute de 2 353 à 370. Il continue de baisser après la Seconde Guerre Mondiale.**

**Jusqu'en 1960 existe en France une entente réservant un marché aux producteurs de l'Ouest pour le sel gris. A la fusion des Salins du Midi et des Salines de l'Ouest, elle disparaît.**

**Les circuits de distribution sont organisés et regroupent divers négociants. Ainsi la Société Salinière de l'Ouest absorbe Cobrasel, industrie privée établie à Batz, et devient Codisel. En 1970, la firme s'appelle encore "Agence locale des Salins du Midi et des Salines de l'Ouest".**

**En 1972, après un mauvais écoulement du sel, les pouvoirs publics appellent à l'alliance au sein d'un Groupement. Il s'engage à livrer la totalité de sa production aux négociants qui se chargeront du stockage et de la commercialisation. Fini le temps où les exploitants étaient individuellement à la merci des acheteurs : ils bénéficieront désormais des hausses de cours. Une quarantaine de paludiers sont restés "indépendants". Ils travaillent leurs œillets en dehors du Groupement, se chargent eux-mêmes d'écouler leur production.**

pannes d'électricité et d'accidents : "La solution aurait été 3 ou 4 petites unités avec des tuyaux qui n'encombrent pas le marais". Le mot "pollution" n'est pas prononcé, mais des "rejets" auraient été observés cette année au large du Croisic.

La plus grosse menace planant au-dessus de 500 têtes est incontestablement pour M. Jean Le Huédé, Président du Groupement, l'ouverture d'une nouvelle saline en Alsace.

En 1976, la France a signé une convention sur les rejets de sel dans le Rhin. Le parlement devait la ratifier lors de la session d'automne 1982. Le fleuve est malade de pollution et les Hollandais sont en colère. La France devrait réduire de 20 kg par seconde les rejets salins des mines de potasse d'Alsace, actuellement de 130 kg par seconde. Comment y parvenir ? Par l'injection de saumure dans des couches géologiques à 1 800 mètres de profondeur, environ 6 millions de tonnes par an. Les Hollandais et les Allemands ont consenti une aide de 90 millions pour ce faire. Il y a beau temps que la méthode est appliquée en R.F.A.

Mais les parlementaires alsaciens pensaient tirer meilleur parti de leurs ressources. La solution retenue est la suivante : les Mines de Potasse d'Alsace (M.D.P.A.) enterreront leurs résidus à raison de 14 kg par seconde. Les 6 autres kilos seront transformés par une saline. Capacité de production : 300 000 tonnes par an. Début d'activité : 1987 ou 1988. Comment faire face à ce nouvel afflux alors que le marché européen du sel est saturé ? 100 000 tonnes seraient commercialisées sur le marché français pour usages agricoles, l'Alsace exporterait 95 000 tonnes, principalement vers une usine chimique belge, à Tessenderloo. Cela supposerait que cette firme renonce à une partie de ses achats effectués en ce moment aux Pays-Bas. 500 000 tonnes seraient vendues aux autres pays européens, Allemagne surtout, comme sel de déneigement. Les experts pensent que ce sel à vocation industrielle pourrait ultérieurement être traité pour l'alimentation.

Le scepticisme règne dans le Groupe-

ment : "S'il est possible de réinjecter 6 millions de tonnes, pourquoi les 300 000 autres tonnes ne suivraient pas le même chemin ?". On tire déjà les conséquences : "Les Hollandais et les Allemands vont intensifier leurs ventes et nous serions voués à disparaître les premiers. Car 30 à 40 % de baisse des prix signe notre arrêt de mort. En outre, l'usine de Dax et les Salines du Canet et de Sète sur la Méditerranée vont fermer. Bilan : 2 000 emplois perdus pour 25 créations en Alsace". L'issue pour certains paludiers "nous devons convaincre les élus alsaciens de renoncer au projet". La terreur des paludiers est de voir leur travail relégué au musée. Il en va du gagne-pain de 200 familles, de la survie d'un paysage dont l'utilité écologique est importante. Limu, phytoplancton et algues font des marais de véritables sites de nourrissage pour les poissons et les crevettes à marée haute, pour les oiseaux à basse mer. Leur suppression porterait un coup terrible à la pêche du Morbihan à Noirmoutier. La flore guérandaise s'est dégradée. En trente ans, une vingtaine d'espèces a disparu. Mais le scirpe maritime élancé sur ses tiges vertes fleurit encore de juin à août, de même que l'œillet mauve et blanc et le raisin de mer aux agressives grappes cuivrées.

La presqu'île jouit de micro-climats liés aux bassins. Il pleut moins à La Baule qu'à 20 kilomètres dans les terres. Il en va également de l'existence d'une faune riche et unique. Avec les paludiers verra-t-on également disparaître cormorans, hérons, gravelots et gorgebleues ? Pour combien de temps encore le faucon crécelle, le busard des roseaux et autres rapaces nicheront-ils dans les marais salants de Guérande ?

**Martine BESCOND**

**LE CALENDRIER DU PALUDIER**

*Tirons, portons*
*Le joli sel*
*Au Tesselier**
*C'est la chanson*
*Du Paludier,*
*Sur le trémet,*
*Tirons, portons,*
*Depuis l'œillet*
*Jusqu'au mulon,*
*C'est la chanson*
*Du paludier !*

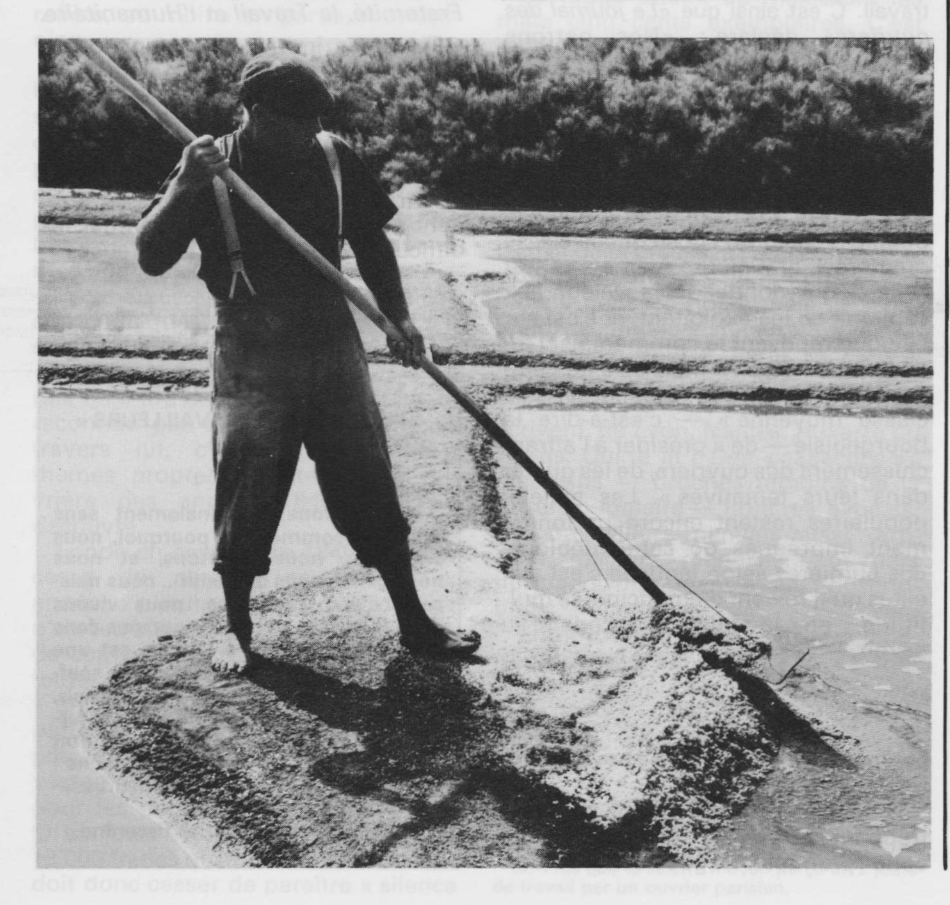
*(C'est nous les rudes paludiers,*
*Chanson des salines)*

**Dans une année moyenne, le paludier travaille du 15 juin au 15 septembre, mais l'époque de la récolte diffère d'une année à l'autre. "En 1981, on a attaqué le sel en août". A l'automne, on noie la saline afin de la protéger du froid et on "poissonne" les vasières, véritables viviers à mulets, plies, soles et anguilles. Au printemps, le paludier évacue cette eau devenue douce.**

**Puis six mois de préparation pour deux ou trois mois de saunage : on "habille" le marais, on réaménage le terrain, relève les ponts, nettoie fares et œillets. Autant de noms pour ces travaux : bénage, réage, bêchage, lissage effectués au boutoué (petit rateau sans dents) et à la lousse à ponter (reconstruction des diguettes de vase). Le paludier, dans la boue jusqu'au ventre, est chaussé de hautes "cuissardes".**

**Il faut réparer les écluses, les trappes et les conduits. Tous les deux ans, on "raie" les vasières, on les recreuse. Le "petit chaussage" intervient tous les dix à vingt ans ; le "grand chaussage", ou réfection totale de la saline, tous les cinquante ans. Ceux qui savent l'exécuter se raréfient !**

*** Tesselier : tas de sel récolté en bordure du marais salant (id. "mulon")**



# TABLE
## des principaux articles parus dans Gavroche



*Tous ces numéros sont disponibles*

# UNE PAROLE OUVRIERE

# L'ATELIER (1840-1850)

« Nous avons eu des journaux à l'usage des ouvriers, mais ils nous parlaient une langue étrangère, étaient faits par des hommes qui ne connaissaient aucunement nos besoins ». Voilà ce que proclame, le 22 septembre 1830, *l'Artisan*.

Nous sommes au lendemain des « trois glorieuses journées » des 27, 28 et 29 juillet 1830. La monarchie réactionnaire de Charles X vient d'être balayée par une insurrection où les ouvriers parisiens ont pris une part décisive. La présence « d'hommes en blouse » au premier plan du tableau de Delacroix *La liberté guidant le peuple* le souligne : 1830 marque l'entrée en scène d'une force politique nouvelle, le prolétariat industriel. Deux mois après l'événement, une floraison de petits journaux témoigne de l'émergence d'une « parole ouvrière ». A *l'Artisan*, déjà mentionné, *le Peuple* fait écho : « Le peuple veut élever lui-même la voix, car qui mieux que lui connaît ses besoins ? »

Dans la France de Louis-Philippe, demeurée encore majoritairement rurale, l'accélération du processus d'industrialisation fait mûrir une « conscience ouvrière » qui va s'exprimer de mille façons. Chansons, brochures, poèmes, affiches, lettres — celles du tisserand rouennais, Charles Noiret, sont les plus connues. Autant d'aspects de cette prise de parole. Mais c'est le journal qui, sans conteste, en constitue la forme la plus complète.

Les premiers journaux ouvriers apparaissent vers 1820, aux États-Unis et en Grande-Bretagne (à Manchester, haut lieu de l'industrie de pointe de l'époque, celle du coton). Paris suit cet exemple dès 1830. Puis vient le tour de Lyon, où est fondé, un peu plus tard, *l'Écho de la Fabrique*.

Mais tous ces titres n'eurent qu'une vie éphémère. Composés de quatre ou six pages, de format in-quarto, ils disparaissent après quelques numéros (quatre pour *l'Artisan*, douze pour *le Peuple*). Faute d'un public — leur tirage n'a jamais dépassé les quelques centaines d'exemplaires ; faute, surtout d'argent (1). Ces feuilles ont aussi pour caractéristique commune d'être assez imprécises quant à la définition des intérêts du monde du travail. C'est ainsi que *«Le journal des ouvriers»* déclare : «Nos patrons sont ouvriers comme nous : leur intérêt particulier est un sûr garant du nôtre » ; *l'Écho de la Fabrique*, fondé par des chefs d'ateliers de la soierie lyonnaise, défend avant tout leur point de vue. Il reste un journal corporatif. Certes, *l'Artisan* estime que « le peuple n'est autre chose que la classe ouvrière », et il ajoute même : « C'est celle-ci qui donne de la valeur aux capitaux en les exploitant, et c'est sur elle que reposent le commerce et l'industrie des États. » Mais cela ne l'empêche pourtant pas de charger « la classe moyenne » — c'est-à-dire la bourgeoisie — de « présider à l'affranchissement des ouvriers, de les guider dans leurs tentatives ». Les milieux populaires restent encore profondément imprégnés de cette idéologie des Lumières selon laquelle c'est aux élites qu'il revient d'émanciper la multitude, en la faisant accéder au savoir.

## La voix de « ceux d'en bas »

L'évolution, dix ans plus tard, est frappante. Après le reflux rapide de cette première vague de journaux ouvriers, une autre génération s'impose, en l'espace de quelques années. À *la ruche Populaire*, journal des ouvriers rédigé et publié par eux-mêmes (décembre 1839) (2), s'ajoute *l'Atelier*, organe spécial de la classe laborieuse. En 1841, naissent quatre journaux « communistes » : *le Populaire* de 1841, dirigé par Cabet, *la Fraternité, le Travail* et *l'Humanitaire*.

Tous ces journaux ont un double objectif. Organes de propagande de telle ou telle école du « socialisme », ils en exposent largement les grandes idées. Mais, s'efforçant d'atteindre un public ouvrier et rédigés en partie par des travailleurs manuels, ils se donnent aussi pour tâche d'exprimer les difficultés des « classes laborieuses »,

---

(1) Les attaques du pouvoir ne leur sont pas non plus épargnées : perquisitions de la police dans les locaux du journal, procès de tous ordres, amendes.

(2) Par rapport aux autres journaux ouvriers, où les articles restent anonymes, *la Ruche* présente l'originalité d'offrir des articles signés.

---

**LES PREMIERS JOURNAUX OUVRIERS**

**Paris**

- *l'Artisan,* journal de la classe ouvrière
  Format in-quarto ; hebdomadaire
  Rédacteurs : un groupe de typographes
  Parution : 26 septembre-17 octobre 1830
- *le Peuple,* journal des ouvriers rédigé par eux-mêmes
  Bi-hebdomadaire
  Parution : 30 septembre-10 novembre 1830
- *le Journal des ouvriers*
  Format in-quarto ; bi-hebdomadaire
  Parution : 19 septembre-12 décembre 1830.

**Lyon**

- *l'Écho de la Fabrique,* journal des chefs d'ateliers et des ouvriers en soie
  Hebdomadaire
  Prix : abonnement annuel : 11 francs
  Rédacteur en chef : Antoine Vidal, instituteur puis Marius Chastaing, un légiste
  Parution : 30 octobre 1831-1834

---

**1830-1850**

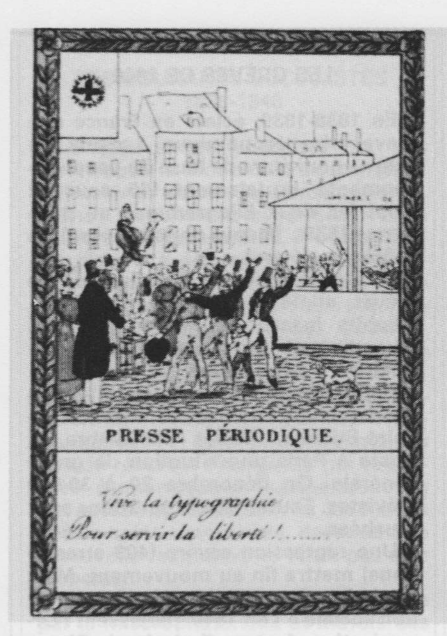
**1830** 27-28-29 juillet, les Trois Glorieuses.
**1831** Novembre, révolte des canuts à Lyon.
**1832** Printemps, épidémie de choléra. 5-6 juin, émeutes républicaines à Paris.
**1834** Avril, émeutes républicaines à Lyon et à Paris.
**1840** important mouvement gréviste.
**1847** émeute agraire de Buzançais.
**1848** 24 février, chute de Louis-Philippe et proclamation de la République.
2-3-6 juin, insurrection ouvrière à Paris.
10 décembre, Louis-Napoléon-Bonaparte élu président de la République.
**1850** 16 juillet, vote d'une loi répressive sur la presse.

---

**« LETTRES AUX TRAVAILLEURS » (1840)**

**« Ouvriers,**
**Nous vivons machinalement sans savoir ni comment ni pourquoi, nous pâtissons, nous végétons, et nous nous contentons de gémir... nous naissons dans l'indigence, nous vivons dans la misère, et nous mourrons dans la pauvreté : notre existence est une longue suite non interrompue de souffrances, de privations, qu'aucun plaisir, qu'aucune satisfaction ne vient interrompre ! Et nous croyons que cet état de choses est dans la nature humaine ! C'est nous tromper bien malheureusement ! »**

**Charles Noiret, ouvrier tisserand.**







de refléter leur point de vue. Deux exemples : *la Ruche* est fondé par un groupe de typographes saint-simoniens. Jules Vinçard, leur chef — à la fois ouvrier d'imprimerie et chansonnier — explique sans détours dans ses *Mémoires* qu'il a été créé pour « faire de la propagande saint-simonienne ». Pourtant, ce journal parle « au nom du peuple, de la classe roturière, des plébéiens, des prolétaires, des ouvriers ». De même, *le Populaire* est-il avant tout le porte-parole de Cabet. Il n'empêche que, « soucieux d'unir l'ensemble des classes ouvrières », et très lu effectivement parmi elles (trente mille lecteurs environ), il expose leurs conditions de vie, et reflète, au moins en partie, leur opinion.

*L'Atelier*, même s'il est lui aussi l'organe d'une école, est le journal qui symbolise le mieux les caractéristiques de cette seconde vague de la presse ouvrière. Dès son époque, il est considéré comme le meilleur interprète des besoins de « ceux d'en bas », comme on disait alors. Hommes politiques — républicains surtout — journaux à grand tirage, ou feuilles démocratiques, tous le citent lorsqu'il s'agit d'évoquer la situation des « classes laborieuses ». L'autorité morale qu'il tire de cette représentativité reconnue par tous est très forte. À travers lui, c'est l'ensemble des thèmes propres à cette presse ouvrière des années 1840 que l'on découvre.

Fondé en septembre 1840, *l'Atelier* cesse de paraître en 1850. Dix années : aucun autre journal ouvrier n'a vécu aussi longtemps. Dix années de combats contre des difficultés de toutes sortes.

En juillet 1850, le vote d'une loi particulièrement défavorable à la presse populaire — elle impose le versement d'une caution très élevée pour les publications périodiques — lui est fatal. *L'Atelier* ne peut verser les 18 000 francs qui lui sont demandés. Il doit donc cesser de paraître « silence aux pauvres » (3). Au long de ces dix années, *l'Atelier* a paru au rythme d'un numéro par mois, sauf au printemps 1848, où il est devenu, pour un temps, hebdomadaire.

D'aspect austère — typographie très serrée —, chaque numéro du journal, composé de quatre à seize pages, fait se succéder un éditorial relatif à l'actualité politique, quelques informations brèves (sur les grèves, ou la situation à l'étranger) et, surtout, des articles de fond, économiques ou sociaux. « Organisation du travail », « association », « problèmes de l'industrie », voilà quelques-uns des thèmes les plus courants.

Le tirage atteint au maximum les mille cinq cents exemplaires. C'est peu, sans doute. Mais, pour évaluer l'audience véritable de *l'Atelier*, il faut tenir compte de ses conditions de lecture. Or, à l'époque, du fait de la cherté de la presse (en 1847, l'abonnement annuel à *l'Atelier* coûte 4 francs (4), du fait aussi du taux élevé d'analphabétisme, l'usage de la lecture collective de la presse, à l'atelier, au café, est fort répandu. Le nombre des « lecteurs » dépasse donc (mais de combien ?) celui des acheteurs.

Vendu surtout à Paris, le journal touche tout de même aussi quelques villes de province. Des abonnés lui écrivent, de Lyon, Nantes, Auxerre ou Reims. Qui le lit ? Des « capacités » : médecins — proches témoins de la misère populaire —, libraires, avocats. Des travailleurs manuels aussi : artisans, maçons, menuisiers, ouvriers horlogers répondent à ses souscriptions.

Entre *l'Atelier* et les « classes laborieuses » des liens multiples se sont tissés.

**« Un ouvrier révolutionnaire... conspire au grand jour »**

La rédaction de *l'Atelier* est assurée par un collectif de « gens vivant de leur travail ». Il faut être salarié pour en faire partie. Les représentants des « vieux métiers parisiens » dominent très largement : typographes (fort nombreux), ouvriers bijoutiers, charpentiers, quelques tailleurs ou mécaniciens. Une sorte d'« aristocratie ouvrière », en somme, formée de travailleurs très qualifiés et instruits. « Tenant l'outil pendant le jour et la plume le soir », ils sont souvent des « leaders » dans leur profession.

Anthime Corbon est le plus connu. Il résume bien les qualités des « ateliéristes » et, plus largement, des militants ouvriers de la première révolution industrielle.

A son image, bien des « ateliéristes » ont joué un rôle de premier plan dans les luttes populaires de leur temps. Ainsi Henri-Charles Leneveux, président de la Société typographique, une des premières « sociétés de résistance » (ancêtre des syndicats modernes, ce type d'organisation a pour vocation de soutenir les grèves), puis rédacteur en chef d'une feuille populaire à Saint-Étienne. Philippe Bérard, futur gérant de l'Association des Tailleurs de Clichy qui inspira le projet d'associations ouvrières de Louis Blanc ; Agricol Perdiguier, qui tenta de rénover les structures archaïques du compagnonnage ; Eugène Pottier, le futur auteur de *l'Internationale* ; Savinien Lapointe, un cordonnier poète qui eut son heure de gloire : autant de collaborateurs de *l'Atelier*.

C'est d'abord en tant que militants que ces derniers sont connus de leurs compagnons de travail. Le lien entre *l'Atelier* et les luttes ouvrières est, par là-même, direct. Ces luttes, Corbon et ses amis se sont, du reste, attachés à les promouvoir et à les faire connaître. *L'Atelier* joua en particulier un rôle

**Un journal communiste,**
**« l'Humanitaire,**
**organe de la science sociale »**

**1) Nous devons dire toute la vérité.**
**2) Il a été adopté que le journal serait en principe matérialiste.**
**3) Nous demandons l'abolition de la famille.**
**4) Nous demandons l'abolition du mariage.**
**5) Nous admettons les arts non comme délassement mais comme fonction.**
**6) Nous proscrivons le luxe.**
**7) Nous voulons l'abolition des capitales ou centres de direction.**
**8) Nous voulons la distribution des corps d'état dans les communautés d'après les localités et les besoins.**
**9) Nous voulons le développement des voyages.**

**(Prospectus de lancement, 1841)**

(3) C'était le mot lancé en 1848, lors du rétablissement du cautionnement, par Félicité Lamennais.

(4) Plus que le salaire moyen perçu en 2 jours de travail par un ouvrier parisien.

**UNE VIE HORS DU COMMUN : ANTHIME CORBON**

**Né en Champagne en 1808, il est l'un des nombreux enfants d'un artisan ruiné par l'invasion de 1814. Dès l'âge de sept ans, il doit travailler chez un tisserand : accroupi sous le métier, il fait fonction de rattacheur de fils. À force de volonté, il parvient, seul, à apprendre à lire et à écrire. En 1833, il réussit à se faire embaucher comme typographe, à Paris, avant de devenir sculpteur sur bois, puis sur marbre.**

**Sa popularité auprès du peuple de Paris lui vaut d'être élu député de la Seine à l'Assemblée Constituante, en 1848. Sous l'Empire, auquel il est fermement opposé, il devient journaliste et écrivain : on lui doit un opuscule sur *l'Enseignement professionnel* (qui devra être polytechnique pour « ne pas mutiler l'homme dans l'ouvrier »), et une description très vivante du Paris populaire, *le Secret du peuple de Paris.* Élu maire du quinzième arrondissement en 1870, il cherche sous la Commune à réconcilier Paris et Versailles. Sénateur en 1875, il combat le projet de loi contre l'Association Internationale des Travailleurs avant de mourir à Paris en 1891.**

moteur dans l'organisation d'une vaste campagne de pétitions contre le livret ouvrier (5). Une chronique « mouvements revendicatifs » paraît régulièrement dans le journal, ainsi que des annonces de souscription en faveur de grévistes emprisonnés (rappelons que grèves et syndicats sont alors illégaux). Au reste, la naissance de *l'Atelier*, au cœur du puissant mouvement de grèves de 1840, est à elle seule un symbole : l'une des principales fonctions de ce journal consiste à se faire l'écho des luttes populaires. C'est cela qui permet de penser que son influence auprès des couches laborieuses, ou à tout le moins d'une partie d'entre elles, a été plus grande que ne pourrait le laisser penser son seul tirage. Cette remarque est valable du reste pour l'ensemble de la presse ouvrière.

On peut donc estimer qu'à travers celle-ci on a un écho à peu près fidèle des mentalités populaires de l'époque. Écho de l'image que se faisaient « les prolétaires » de la société française au temps de Louis-Philippe. Une société d'inégalités. Les « ateliéristes » nous décrivent un monde divisé en deux groupes ennemis. « Aux riches », aux « beaux messieurs », s'opposent sans cesse, en une lutte multiforme, « ceux d'en bas ». Les « classes prétendues supérieures... consomment sans rien produire ». Elles sont « perdues d'égoïsme, de cupidité, de satiété», à l'image de ces «ventrus» caricaturés par Daumier. Au luxe dont s'entoure une « femme qui n'a jamais travaillé, n'a jamais été utile à personne », s'oppose le dénuement de « la femme du peuple, à peine vêtue, peinant dans une manufacture de coton ». Entre cette « aristocratie bourgeoise » et les « classes travailleuses », se déroule une « lutte sourde et permanente : l'antagonisme ne cesse pas un moment ».

### « Les barbares qui vivent dans nos villes »

Pourquoi cette lutte ? Elle a, aux yeux des ateliéristes, deux raisons. Une raison économique, « les maîtres ne produisent rien par eux-mêmes et vivent aux dépens de leurs salariés ». Dès 1840, *l'Atelier* explique : « Tous les instruments du travail étant la propriété exclusive d'une certaine classe, elle acquiert par là le moyen de vivre dans l'oisiveté, tandis que la classe ouvrière doit louer ses bras aux possesseurs et doit, pour vivre très mal, travailler beaucoup et toujours. » Cette critique du « privilège industriel » — à laquelle les analyses de Marx, feront écho — on la trouve, dès 1831, dans cette apostrophe lancée aux financiers par Auguste Colin, un typographe : « Ce peuple que vous traitez avec tant de mépris, n'est-il pas l'artisan de vos fortunes, de vos dignités, de vos grades ? Que seriez-vous sans lui ? »

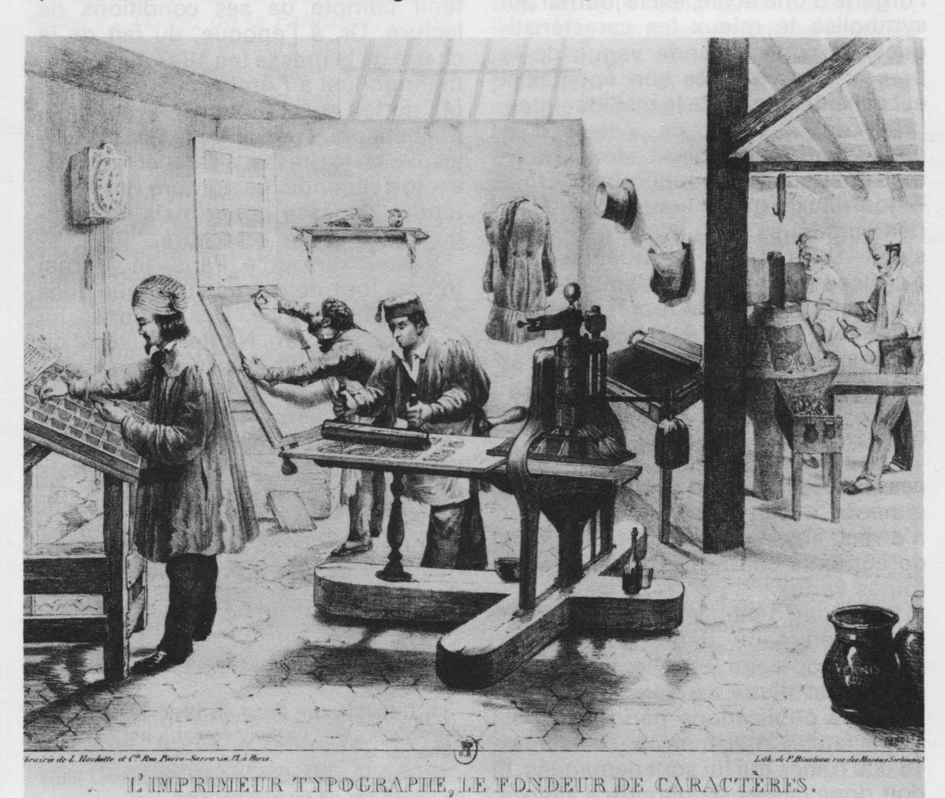
À cette raison économique de la lutte entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas », les ateliéristes ajoutent un second motif, d'ordre psychologique. « Le maître, assoiffé d'autorité, tient ses employés dans une dépendance qui les humilie. » Ils s'indignent contre ces « beaux qui, non contents de vivre sans travailler, méprisent ceux à qui ils doivent tout ». La sensibilité aux mille et une marques de ce mépris est très vive. Pour bien marquer que ce vocabulaire n'est pas le sien, *l'Atelier* mentionne toujours en italiques les expressions injurieuses — « *classes inférieures* », « *basses classes* » — qui servaient alors couramment à désigner le peuple. Ce « peuple horrible à voir, hâve, jaune, tanné... insouciant de l'avenir, avide de jouissance » qui horrifie un Balzac (6). « Nomades », « barbares », « sauvages », voilà les mots dont usent les

**LES GRÈVES DE 1840**

**En 1838-1839, éclate en France une grave crise économique. Le prix du pain — nourriture de base du peuple — augmente brutalement (15 sous et demi les deux kilogrammes au printemps 1839 ; 18 sous en septembre). Le chômage s'étend.**

**Cela débouche sur une flambée de grèves, en 1840. Les garçons tailleurs d'habits lancent le mouvement : ils revendiquent une augmentation de salaires. À l'été, les grèves s'étendent, à l'industrie du bâtiment, aux filatures de coton, aux mines de charbon de Saint-Étienne. Début septembre, il existe à Paris une situation de grève générale. On dénombre 20 à 30 000 grévistes. Toutes les corporations sont touchées.**

**Une répression sévère (409 arrestations) mettra fin au mouvement. Mais celui-ci a mis au premier plan la « question sociale » : en 1840, paraissent *l'Organisation du travail,* de Louis Blanc, *Qu'est-ce que la propriété,* de Proudhon, le *Voyage en Icarie,* de Cabet.**



L'IMPRIMEUR TYPOGRAPHE, LE FONDEUR DE CARACTÈRES.

(5) « Odieux moyen de surveillance des ouvriers par l'employeur », ce livret consignait toutes les dettes contractées par ceux-là envers ce dernier. Comme il était impossible à un salarié de s'engager chez un nouvel employeur sans avoir fait viser son livret par le précédent, celui-ci avait mille moyens d'empêcher ses ouvriers de partir.

(6) Balzac, *La fille aux yeux d'or* (1835) ; premières pages et p. 167 et sq. (Livre de poche).

**LES COURANTS SOCIALISTES 1830-1848**

**Le mouvement socialiste est très divers sous la Monarchie de Juillet.**

**Fourier avait, dès le premier Empire, prôné « la recherche du bonheur » dans le cadre de Phalanstères, à la fois cellules d'activité économique et association des passions humaines. Ses idées sont développées, après 1830, par l'ancien polytechnicien, Victor Considérant, dans son journal, *la Démocratie Pacifique*.**

**Les conceptions de Saint-Simon — union du Travail, du Talent (les « gestionnaires ») et du Capital industriel, en vue de résorber l'indigence par le progrès économique — connaissent un net succès au lendemain de 1830. Mais l'école saint-simonienne, devenue une « nouvelle religion », ne tarde pas à se disperser.**

**La sensibilité chrétienne, touchée par la misère matérielle et morale des ouvriers s'exprime dans deux courants. Celui de Philippe Buchez, et de *l'Atelier*, se caractérise par l'idée centrale « d'association ouvrière ».**

**Le catholique Lamennais présente un cas à part : « apôtre du peuple », il ne cesse de dénoncer sa misère et se dit favorable au « principe d'association ». Mais il est farouchement hostile aux autres écoles socialistes.**

**Louis Blanc est un républicain soucieux de résoudre la « question sociale ». Sa brochure *l'Organisation du Travail* connaît un grand succès : il y préconise la création d'ateliers sociaux, fondés grâce à l'aide de l'État. Le « premier Proudhon », qui dénonce, « l'injustice de la propriété », connaît une certaine audience auprès des milieux de petits artisans, hostiles à la concentration industrielle.**

**Les courants « communistes » mettent plus nettement que les précédents l'accent sur l'idée de lutte des classes. S'inspirant de Babeuf, ils insistent sur deux points : la communauté des biens et la nécessité d'un pouvoir dictatorial temporaire pour y parvenir.**

**Parmi eux, c'est l'ancien avocat Étienne Cabet qui conquiert la plus grande influence, grâce à son roman, *Voyage en Icarie*, tableau d'une communauté communiste idéale, et grâce à ses journaux.**

**À tous ceux-là s'ajoute Auguste Blanqui, théoricien de la nécessité du coup d'État comme prélude à la réforme sociale. Ses nombreuses tentatives lui vaudront de passer le plus clair de son existence en prison.**

notables pour évoquer « ceux d'en bas ». La réaction d'un journaliste conservateur à la révolte des canuts lyonnais, en 1831, est tout à fait révélatrice : « Les barbares qui menacent la société ne sont point dans le Caucase... ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières. Il faut que la classe moyenne connaisse bien sa position. Elle a au-dessus d'elle une population de prolétaires qui s'agite et qui frémit sans savoir ce qu'elle veut, sans savoir où elle ira, que lui importe ? Elle est mal. Elle veut changer. C'est là le danger de la société moderne. C'est de là que peuvent partir les Barbares qui la détruiront (7). » Dénonçant avec vigueur ce mépris, la presse ouvrière s'attache à montrer que c'est la classe prétendument inférieure qui est en vérité la base de l'édifice social ». Elle pourchasse sans relâche tous les signes de la servitude des prolétaires.

Tel est le sens profond des campagnes lancées par *l'Atelier* contre la généralisation du livret ouvrier, ou contre l'absence de représentants des salariés dans les tribunaux de prud'hommes — ces juridictions, chargées d'arbitrer les différends entre employeurs et salariés, n'étaient alors composées que de maîtres, artisans et contremaîtres. Révoltés par ces iniquités, les ateliéristes soulignent que l'ouvrier a droit à une place à part entière dans la nation. Une place à laquelle lui donnent droit et son rôle économique — « c'est l'ouvrier qui produit tout » — et son rôle politique — en tant que soldat, « il défend la patrie en danger ».

L'ouvrier aurait donc tous les devoirs et aucun droit ? Voilà le grand cri d'indignation que répercute la presse ouvrière.

Une anecdote le montre mieux que tout discours. En 1846, des industriels fondent un « jury pour la moralisation des ouvriers ». Ils s'attribuent donc le droit de juger moralement leurs propres employés. En réponse, trois feuilles populaires, *l'Atelier*, *la Fraternité* et *l'Union*, décident de créer un « jury d'encouragement en faveur des chefs d'industrie ». Et ils précisent : « Les ouvriers se croient exactement vis-à-vis des chefs d'industrie dans une situation semblable où sont les membres du jury pour la moralisation des ouvriers vis-à-vis de leurs employés. »

Aux mots qui traduisent le mépris s'ajoute l'épreuve des faits. La discipline des ateliers et manufactures, extrêmement rigoureuse (les règlements sont faits par le maître seul) ; la grande fréquence des maladies professionnelles, liées à l'absence d'hygiène dans les ateliers : autant de faits qui montrent crûment que « l'ouvrier est traité comme une machine par ses maîtres ».

Des ouvriers qui sont, pour beaucoup, constamment plongés dans la misère. La presse a multiplié les enquêtes sur les salaires des diverses professions.Toutes en révèlent la faiblesse : à Paris, 2 francs 50 par jour, en moyenne, pour un ouvrier ébéniste ; 3 francs 75, pour un mécanicien ; mais moins en province : 1 franc à 1 franc 75 pour un tisserand rémois. La situation est d'autant plus grave que planent toujours les menaces de la maladie, de l'accident de travail (professions très exposées : les mécaniciens, les mineurs). Celle, aussi, du chômage : dans la chapellerie, pendant « sept mois de l'année au moins... on ne travaille que trois ou quatre jours par semaine » ; pour les cordonniers ou les tailleurs, « l'ouvrage est pressé un jour et ils chôment le lendemain ». Contre ces dangers, rien n'est prévu : malade, invalide ou privé d'emploi, l'ouvrier se retrouve à la rue sans ressource, réduit à aller s'inscrire sur « les listes des pauvres des bureaux de bienfaisance ».

Ce travail mal payé, précaire, est également pénible. Longues journées de travail : douze heures par jour pour les mineurs d'Anzin ; « seize heures par jour, pendant cinq mois de l'année » pour les ouvriers chapeliers ; quatorze à dix-sept heures par jour pour les ébénistes qui travaillent à façon, chez eux.

À tout cela, s'ajoutent des conditions de vie épouvantables. Le budget moyen, calculé sur un an, d'une ouvrière du textile bordelaise en donne une idée : travaillant dix heures par jour pour un gain de soixante-quinze centimes, elle doit consacrer 50 centimes à se nourrir, et 20 à se loger. Les logements sont exigus : on s'y entasse à plusieurs personnes par pièce. « À Mulhouse, à Lyon, à Lille, à Rouen, il faut voir dans quels taudis logent pêle-mêle les familles ouvrières. » La vie de famille est rendue

(7) Saint-Marc Girardin, *Journal des Débats*, 8 décembre 1831.

**DEUX VISITES À L'ATELIER**

**— Un poète populaire, l'ouvrier margeur Claude Genoux, raconte dans ses *Mémoires* sa visite aux bureaux de *l'Atelier*, rue Pavée-Saint-André-des-Arts (actuelle rue Séguier) : « Dans une assez belle pièce du rez-de-chaussée, on voit, discutant et travaillant autour d'une grande table de forme oblongue, recouverte de l'éternel tapis vert, vingt ouvriers, les uns en blouse, les autres en frac, rédigeant le numéro mensuel. »**

**— Frédéric Engels, qui rendit visite à plusieurs reprises aux ateliéristes, les décrit lui aussi comme des ouvriers, non sans ironiser sur leurs « tendances idéalistes ». Ces contacts sont évoqués dans sa correspondance avec Marx (19 août 1846 ; 25-26 octobre 1847).**

**« LA RUCHE POPULAIRE S'ADRESSE AUX BOURGEOIS » (1839)**

**« Messieurs les gens distingués, mes belles dames de haut ton, vous qui ne connaissez l'ouvrier que par des ouï-dire, sur de mensongers écrits empruntés à certains écrivassiers, corbeaux impurs, vous ne croyez point que nous soyons capables d'entendement et de sentiment... Eh bien, nous entrons dans l'arène, non comme l'athlète qui cherche à vaincre son adversaire par la force de son bras, mais comme Daniel dans la fosse aux lions, avec la foi pour ange gardien. Oui ! Nous avons foi que nos bonnes intentions, nous tenant lieu de savoir faire, nous vaudront le triomphe. »**

Signé : **Émile VARIN, de PARIS, Chef d'atelier** (produits chimiques).

impossible par le travail de la femme et des enfants, moins payé que celui des hommes (à Paris, un fondeur en caractères d'imprimerie gagne 2 francs 50 par jour ; pour le même emploi, une femme ne reçoit que de 1,25 à 1,50 franc). Mais ils travaillent souvent aussi longtemps : « On reçoit dans les filatures des enfants dès l'âge de 8 ans... leur journée commence à 5 heures du matin jusqu'à la nuit en été, et de 7 heures du matin à 10 heures ou 10 heures et demi en hiver. »

« Exploité comme travailleur, méprisé comme homme, l'ouvrier est donc tenu en tutelle. » Comment lui restituer sa dignité ? À cette question, les journaux ouvriers répondent d'un mot : « association de production ». On imagine diverses formules. *L'Atelier* a pour sa part proposé un statut d'association : capital social partagé entre les associés, répartition des bénéfices au prorata du travail effectué ; élection régulière des responsables de l'entreprise. Le but est de « faire arriver la propriété des instruments du travail dans les mains du producteur ». Ainsi, on pourra « se passer du maître ».

## La classe ouvrière : la grande muette de l'Histoire

Ces projets n'ont guère été suivis d'effets. On a beaucoup débattu, dans la rue, à la Chambre des députés, au printemps 1848, de l'association ouvrière ; mais peu ont été fondées — faute de volonté, d'initiatives ou de moyens.

Les ateliéristes, très liés aux premiers gouvernants de la seconde République (8), s'efforcèrent pourtant de favoriser ces associations. Sans grand succès. Hostiles à la suppression des Ateliers Nationaux que l'on avait créés pour employer les chômeurs, ils désapprouvèrent pourtant, par légalisme, l'insurrection qui éclata le 23 juin 1848, à Paris, à l'annonce de leur dissolution (9). Cela ne les empêcha pas de protester ensuite sans relâche contre les excès de la répression. Ils menèrent une vigoureuse campagne contre la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence. La réussite de ce dernier fut fatale à *L'Atelier* : vexations, procès, reprennent, en attendant la loi sur la presse, en 1850. Avec *L'Atelier*, c'est alors le dernier organe de la presse ouvrière qui disparaît.

Célestin Bouglé, un sociologue, a pu écrire : « La classe ouvrière est vraiment la grande muette de l'Histoire. On parle beaucoup d'elle. On parle beaucoup pour elle. Rarement, elle parle elle-même. » Elle l'a pourtant fait, entre 1830 et 1848, à travers le poème, la brochure ou le journal. Ce qu'elle a dit alors reste trop souvent méconnu. Pourtant, bien des choses restent vivantes dans cette « parole ouvrière » née voici un siècle et demi.

**C. BARDOT**

(8) Buchez, l'inspirateur de *l'Atelier*, fut nommé président de l'Assemblée constituante élue le 23 avril 1848 ; Corbon en fut vice-président.

(9) Ils côtoient, dans cette hostilité, la majorité des « leaders » socialistes : Victor Considérant, Proudhon, entre autres, sont fort critiques.

### *L'ATELIER* EN BUTTE AUX ATTAQUES DU POUVOIR

**_L'Atelier_ inquiétait le gouvernement de Louis-Philippe. Des ouvriers défendant leurs camarades condamnés pour « coalition » (fait de grève), demandant le suffrage universel et l'affranchissement du travailleur : comment ne seraient-ils pas suspects ? Les vexations à son encontre se multiplient : amendes, à propos du droit de timbre alors imposé à la presse, surveillance de la police (le préfet de police Delessert signale _l'Atelier_ au ministre de l'Intérieur dans son _Rapport sur les publications anarchiques de l'année 1846_), détournement par la poste des exemplaires envoyés en province, pressions sur les abonnés pour qu'ils renoncent à recevoir le journal.**

**En octobre 1844, _l'Atelier_ fait paraître un article avertissant : « L'ouvrier révolutionnaire a renoncé maintenant aux sociétés secrètes, aux conspirations et aux émeutes, pour faire, par la presse populaire, l'éducation de l'opinion publique... mais que les puissants ne s'obstinent pas à fermer l'oreille à ses revendications ! Car alors, après avoir bien établi aux yeux de l'opinion la justice de sa cause, l'ouvrier révolutionnaire ne verrait plus d'autre ressource que d'aller, une dernière fois peut-être, chercher en son secret réduit le fusil qu'il y a déposé... » Le procureur du roi ordonne la saisie du numéro et porte plainte contre Pascal, gérant du journal. Celui-ci est inculpé de « provocation à la désobéissance aux lois » et de « provocation à la haine entre les diverses classes de la société ». Il comparaît le 9 décembre 1844 devant la cour d'assises. Habilement défendu par son avocat, Eugène Bethmont, il est acquitté : le verdict est accueilli par « un sentiment de satisfaction générale », note la presse contemporaine.**

**Pour en savoir plus**

Alain FAURE et Jacques RANCIÈRE, *La Parole ouvrière*, collection 10/18, 1976. Intéressant, parce qu'il présente nombre de textes originaux des années 1830-1848.






Gravure d'Israël pour "Le métier de soldat"

## AVRIL-JUILLET 1760

# LES PAYSANS DU VIVARAIS CONTRE LOUIS XIV : LA REVOLTE "DU ROURE"

**L'hiver 1669 "extrêmement rude, long et froid" fit "périr entièrement" tous les oliviers du Vivarais. A cette calamité s'ajoutèrent au printemps "des orages qui, par la grêle qu'ils vomirent, causèrent des ravages infinis". Or en 1670, Louis XIV, à peine sorti de la guerre de Flandre (1), pense déjà ouvrir de nouvelles hostilités contre la première puissance économique de l'Europe : les Provinces unies. Mais il lui faut de l'argent, beaucoup d'argent. Les seules recettes susceptibles d'être accrues aisément sont les impôts indirects : "aides" sur les boissons, gabelle sur le sel, "traites" sur la circulation intérieure, taxes diverses... Des "traitants", appelés "partisans" ou "élus", sont chargés de les lever avec l'appui d'une armée de commis. En échange, l'Etat royal leur laisse en sous-traitance de solides bénéfices. "On se plaignait partout de la multiplicité des impôts et des taxes extraordinaires qui suspendaient tous les plaisirs ; de plus, les peuples du Bas-Vivarais étaient opprimés par divers seigneurs, ruinés par les malversations des gens d'affaires". Tout d'abord, les paysans "toujours susceptibles de mourir de faim" gémirent et se plaignirent. Enfin, des murmures, on passa aux "menaces sourdes puis publiques".**

### Une imposition sur la naissance des enfants

Le feu s'embrase lorsque se répand le bruit de la publication d'un nouvel édit. L'intendant ne doit-il pas faire lever "dix livres pour la naissance de chaque enfant mâle, cinq pour celle des filles ?". Insatiable, il demanderait encore "un écu par habit neuf, cinq sols par chapeau, trois pour les souliers, cinq pour les chemises et un sol pour chaque journée des travailleurs de la terre" (2). Ces rumeurs, imaginaires, n'en révèlent pas moins les craintes populaires envers tout nouveau tour de vis fiscal.

Le 30 avril, un "commis des fermes" pénètre dans Aubenas. Son arrivée signalée par des affiches met en émoi les quartiers populaires car il doit lever deux écus pour chaque cheval de louage et "huit livres sur chaque cabaretier". Plusieurs femmes de la rue St-Antoine assistées de "quelques manœuvres" pour renfort assaillent "L'auberge des trois pigeons" où le commis se repose. Ce dernier parvient, sous une grêle de pierres, à se réfugier dans une tuilerie. Des officiers du prince d'Harcourt qui passaient par là "écartent cette populace" et arrêtent "l'un des plus mutins, le nommé Bancatte" du village de Mercuer. Le lendemain, "les mêmes femmes tambour battant" enfoncent les portes de la prison et délivrent leur infortuné compagnon. Puis, elles décident de retrouver l'auteur de tous ces maux et de le "jeter dans la rivière". Cette effervescence inquiète "les plus opulents". Le 2 mai, les Consuls de la ville sermonnent le peuple qui doit "obéissance aux Edits du Prince (le roi) quelqu'onéreux qu'ils puissent être" (!). La phrase achevée, des huées jaillissent de la foule assemblée qui crie "qu'on ne voulait rien de nouveau". Dans les villages des alentours, dans les classes populaires de Joyeux et Largentière, l'excitation est à son comble. Au son du tambour, les premières levées paysannes se rassemblent au mot d'ordre d' "Haro sur les élus ! Mort aux sangsues du peuple !".

Les communautés rurales, regroupées par lieu d'habitat, sans ordre précis, parcourent le pays à la recherche des élus. Il leur apparaît bientôt qu'ils se terrent dans les villes. Le 12 mai, trois à quatre mille paysans "armés de toutes sortes d'instruments meurtriers" pénètrent à Joyeux et pillent les marchands. Deux jours plus tard, "huit à neuf cents séditieux" sous prétexte de bien public" s'emparent de Largentière. Des habitants courent aux

(1) Dite guerre de dévolution (1667-1668) contre l'Espagne. Louvois et Turenne prennent Charleroi, Tournon, Cambrai, Lille, Douai.

(2) Monnaie d'argent ayant valeur de 3 livres. A l'époque un ouvrier agricole gagnait en moyenne 10 sols (1 livre = 20 sols) par jour.

armes. Des coups de fusil partent. Un noble, venu prêter main forte aux notables, tombe raide mort, deux bourgeois et le seigneur de Chazeaux sont grièvement blessés. Dans les campagnes, "les émeutiers" mettent à sac les demeures et les granges des fermiers, des juges et des notaires responsables de l'endettement paysan. Les livres de compte brûlent. Nul doute que les paysans révoltés reprochent amèrement à tous les petits tyrans locaux, nobles compris, d'avoir dévoré leurs terres et usurpé les terrains communaux. Ainsi en est-il des environs de Valgorge et des villages de Vinezac, Labouresse, Ailhon et La Chapelle. C'est dans ce dernier lieu que des communes assemblées proposent à Antoine Roure, riche laboureur, de les commander. "Cet heureux temps (un monde sans impôts) n'est pas encore venu" répond-il aux capitaines des paroisses qui insistent pour le mettre à la tête de la révolte. C'est alors qu'un "de ses voisins", Pierre Larose, "échauffé par le vin" se lève et lui donne un soufflet. La réaction de Roure révèle les liens étroits de voisinage et les pressions communautaires. "Pierre Larose, déclare-t-il, je te remercie, tu as commis à mon égard une action que les seigneurs et les élus ne savent que laver dans le sang... Je sais ce que vous voulez tous... Que cette nuit chacun se retire en sa paroisse respective et que dans trois jours tout le monde soit prêt à partir pour aller camper dans la plaine d'Aubenas". Le 14 mai, trois à quatre mille paysans, en bon ordre, bannières déployées, marchent comme prévu sur Aubenas "où demeuraient, à ce qu'ils prétendaient, les principaux élus". Les autorités municipales font fermer les portes en toute hâte mais "les gens" du quartier St Antoine viennent "assurer à grands cris qu'il faut recevoir Roure". La porte des Sœurs ouverte, les troupes de Roure s'engouffrent dans les rues de la cité. Premier acte du mécontentement paysan : les maisons du Premier Consul et de l'agent du comte d'Harcourt sont pillées. Les consuls n'osent prendre aucune initiative. De même, le "bayle de Vals", commandant du château d'Aubenas, ne fait pas tirer de crainte d'être assiégé... Cependant, une trentaine de "citoyens" plus courageux appellent "aux armes" et fondent sur les paysans. En garde à la porte des Sœurs, trois à quatre "gens du Roure" sont tués, deux autres maîtrisés et écroués. Dans les rangs populaires, c'est la débandade. Tandis qu'une "garde bourgeoise" est chargée de surveiller les entrées, un émissaire part demander du secours au Marquis de Castries, lieutenant du Roi pour le Languedoc. Ayant eu connaissance "des attroupements du Bas Vivarais", le marquis s'était avancé jusqu'à Nîmes accompagné des compagnies des Gardes du Gouverneur de la province, du prévôt général et de "plusieurs gentilhommes". Cependant, l'armée paysanne est revenue de ses premières frayeurs.

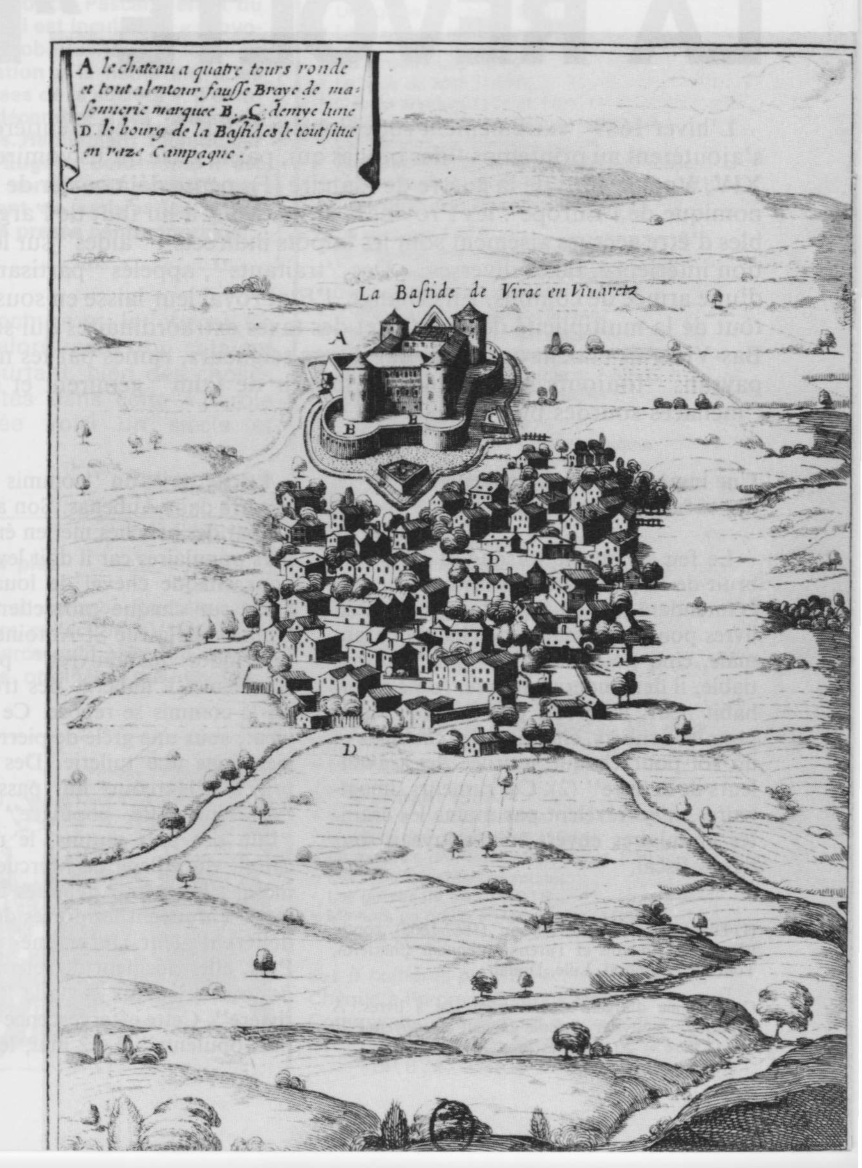
### "Les pots de terre casseront les pots de fer"

L'air des champs vibre du son du tocsin. Les villages dont le zèle est tiède sont mis en demeure de se joindre au soulèvement sous peine de "dévastation des blés". Le Consul et le curé de Prades, représentant les insurgés et une vingtaine de paroisses se présentent devant Aubanas. Ils menacent de réduire en cendres les métairies des bourgeois si les prisonniers faits la veille ne sont pas relâchés. Leur avertissement est entendu...

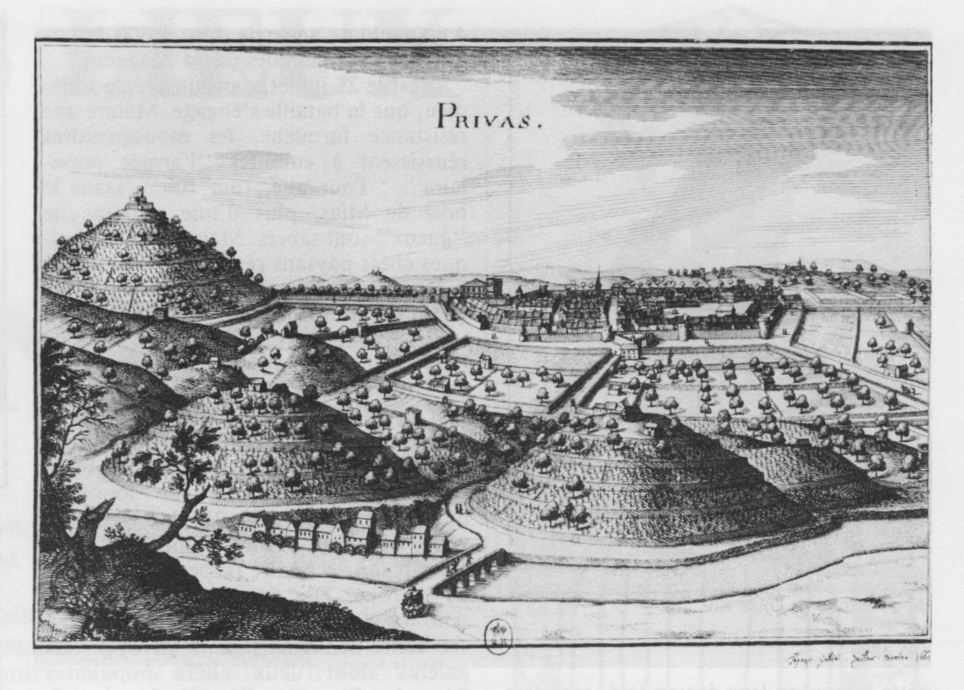
> **PROCLAMATION**
> **AUX COMMUNAUTES DU VIVARAIS**
>
> **"Nous, Jacques Roure, laboureur de La Chapelle, général en chef des braves qui ont pris les armes pour exterminer les élus, à tous mes amis, quelque pays qu'ils habitent, et à tous les habitans du Vivarais, salut.**
>
> **Les incorrigibles élus et les nobles, leurs fauteurs, abusant de notre longanimité, viennent de lever le masque : il leur faut des victimes et du sang.**
>
> **Le règne de la bonté, de la générosité est fini : celui de la vengeance et de la punition commence.**
>
> **Nos tyrans nous offrent pour toute alternative l'esclavage ou la mort.**
>
> **Accourez de vos montagnes chenues, vaillans enfans du Coiron, du Tanargues et du Mezene.**
>
> **Accourez, et bientôt nos ennemis expirans sous nos coups sentiront que, si nous avons pris le parti de la résistance, c'était pour courir à la victoire".**
>
> **ROURE**

Néanmoins réconforté par l'annonce de l'arrivée prochaine de militaires, le Conseil d'Aubenas veut rassurer les autorités royales de son entière soumission. C'est alors qu'un tondeur de draps, Fumat, s'esclaffe : "Nous n'avons que faire ni de M. de Castries ni de lui faire des députations". Les "principaux habitants" craignant une fois de plus d'être débordés par "le camp populaire" établissent un "Conseil politique secret de six membres". Le "parti de l'ordre" allait-il juguler l'insurrection ? En fait, si "les plus aisés" se découvrent plus que jamais "fidèles au service de sa Majesté", c'est qu'à la fin du mois de mai, le torrent campagnard se fait plus pressant. Roure vient, à cette date, d'envoyer partout des émissaires avec des mandements impératifs. De St-Etienne de Fontbellon, Jaujac, Vogué, St-Julien, St-Privat, Vesseaux, Vals... les paysans convergent vers la plaine d'Aubenas. Là, plus de six mille hommes élisent Roure général. L'ordre est alors donné de marcher sur Villeneuve-sur-Berg pour empêcher le "grand prévôt" de juger des "séditieux" et "exterminer les élus". A leur vue, le prévôt préfère s'enfuir... Roure s'apprête à faire le siège de la ville qui a refusé de lui fournir des vivres lorsqu'une ordonnance du marquis de Castries révoquant l'édit (imaginaire) et promettant "l'oubli du passé" interrompt les hostilités. A la fin de sa lecture, on entend de tous côtés : "Vive le roi ! Fi des élus !" : et chaque communauté de repartir.

Quelques jours plus tard, une partie des possédants, avides de vengeance, font




La Bastide de Virac : un village du Vivarais.




**Privas, qui, malgré les remparts, fut un temps aux mains des révoltés. "Libérée", la ville sera occupée trois mois par la troupe.**

savoir par le prince d'Harcourt que "le Roi pardonne tout sauf les meurtres, les sacrilèges et les placards" affichés. Contrairement à leur attente, la mesure provoque une nouvelle flambée de violence et approfondit le fossé avec les "élites". Pour le peuple, "le temps était venu d'accomplir cette prophétie que les pots de terre casseront les pots de fer et qu'il n'était pas juste qu'ils soient toujours aveuglés". Non seulement le marquis de Castries n'est qu'un "homme sans foi ni d'honneur" mais nobles et bourgeois ne sont "qu'objets de mépris et d'indignation". La plupart des ecclésiastiques sont considérés comme des "ennemis et l'évêque de Viviers comme leur chef". Dans les cures de plusieurs bourgs et villages, les surplis, "les vases sacrés", les ornements sont volés, les tabernacles renversés... Dans le débordement des fureurs paysannes, les prieurés de Lachamp et Nezilhac sont dévastés pour avoir soutenu "que la soumission aux ordres du roi était de droit divin".

La renommée des révoltés du Roure atteint le Languedoc. Le marquis de Castries échoue à vouloir lever des "troupes bourgeoises" dans les villes de Montpellier, Nîmes et Uzès car le peuple urbain "considérait (les insurgés) comme les uniques zélateurs du bien public". A Alès, une "sédition" éclate.

Au milieu du mois de juin, à Mercuer, une assemblée des délégués de plus de cinquante communes se tient pour décider de la tactique à adopter. La partie la plus modérée, des "coqs de village" sans doute, propose d'envoyer une députation au Roi, d'autres parlent d'aller jusqu'à Toulouse "au nombre de 20 000 demander raison au parlement (3) des édits préjudiciables à la province". Enfin, un "manifeste où les griefs du peuple sont détaillés" est rédigé. Cependant, les armées paysannes ne tentent rien car des négociations sont en cours entre "le général Roure" et le "bailli de Vogué". Une trêve est acceptée jusqu'au 25 juin. A la mi-juin, lors d'un charivari (4), le peuple d'Aubenas en profite pour affirmer son désir de renverser l'ordre des choses même si la majorité pense que le roi est juste ; aussi crie-t-on "mille fois fi des élus ! Vive le Roi !". Il semble même que la manifestation contestataire aït été préparée à l'avance car Fumat, un des chefs populaires qui s'était illustré en s'opposant aux décisions conservatrices des Consuls, en profite pour se faire remettre les clefs de la ville ! Selon certains bourgeois "tout menaçait Aubenas de quelque étrange révolution". Aux environs du 20 juin, une fraction de la bourgeoisie temporise. Deschame propose d'élire de nouvelles personnalités "qui ne soient pas suspectes au peuple" ! L'entente ne dure guère. Dans la nuit du 24 juin, des gardes du lieutenant général du Roi — le marquis de Castries — avertissent la ville de l'arrivée d'un renfort de garnison de 200 hommes. Le 25, à la lecture de l'ordre militaire, "le public se mutine étrangèrement sur la seule proposition qu'on lui fait d'y obéir". Au bruit des détachements pénétrant par la porte de Belvèze, artisans et journaliers "se ramassent de toutes parts" et s'emparent de la porte de St-Antoine. Ils édifient quelques barricades pour faciliter l'arrivée des secours paysans. Une soixantaine de gardes suisses et des bourgeois "portant un papier blanc sur le chapeau" les expulsent. Sentant que "l'orage menace", des bourgeois envoient des mandataires "supplier" la Comtesse d'Harcourt d'envoyer de nouveaux renforts.

A l'annonce des revers du peuple d'Aubenas et de l'approche des troupes royales, Roure renonce à attaquer Largentière et fait fermer les écluses des moulins pour affamer Aubenas. Pour précipiter la chute de la ville, il invente un stratagème. Des paysans de Mages et de Mercuer portant la cocarde blanche, la couleur du Roi, se présentent à la porte des frères Mineurs aux cris de "Vive le Roi !". Abusés, les gardes laissent entrer quatre-vingts hommes armés. La supercherie découverte, un combat s'engage. Aux premières détonations, une trentaine de paysans attendant à quelque distance des murailles accourent : "Tue ! Tue !". Un assaillant parvient jusqu'au clocher et sonne le tocsin à toute volée. Les soldats, attaqués de tous côtés, se replient sur la cour du château. Les 1 200 hommes du Roure peuvent alors occuper la ville. A l'image de tant de révoltes, on va savourer le triomphe en allant "visiter" les caves des riches demeures. Au passage, on saccage la maison du second Consul. Le lendemain, 100 paysans assouvissent leur haine antiseigneuriale. La demeure d'un gentilhomme est investie. Celui-ci offre de se mettre à leur tête. Au refus des paysans, "il décharge ses pistolets contre les "rustres". Il est aussitôt massacré et son corps dénudé est jeté sur la place de l'Eglise. Deux autres gentilhommes à qui on reproche des violences et malversations sont exécutés. Là encore, leurs cadavres sont exposés en guise de châtiment. Au matin du 27 juin, il n'y a pas moins de 9 000 paysans à l'intérieur des enceintes. Roure, pour répondre à la situation, renouvelle son état-major. Constant de Marconnaves, un ancien officier (?) est nommé "major général", Balazuc de La Chapelle, lieutenant, et le notaire, Martin d'Antraigues, secrétaire. Après avoir fait barricader toutes les rues et placé des groupes armés aux endroits stratégiques. Roure lance une attaque contre la porte des Ecuries où se sont retranchés des gardes suisses. Pendant ce temps, des détachements vont incendier plusieurs métairies et granges de municipaux et de juges. Dans la ville, tous les parents des suspects, domestiques, femmes, enfants, vieillards sont englobés dans une même animosité et impitoyablement exécutés ou exilés.

**De louanges en caresses, de promesses en menaces, de trahison aux mousquetaires de d'Artagnan...**

Le 28 juin, "les troupes en sabots" enlèvent aux Suisses la porte des Ecuries. Tandis qu'affluent encore les derniers renforts paysans, Roure ordonne aux paroisses d'apporter des subsistances. Laissant à un nommé La Tourette le commandement du siège du château et à Constant la charge de "la police", il part à la tête de 2 000 hommes porter la guerre au dehors. En l'apprenant, les bourgeois et les nobles, fort inquiets poussent à la fin des hostilités. Des discussions s'engagent au château d'Aps entre le Comte de Brancas, négociateur de Louis XIV et Chambonnas député par Roure. Ce dernier ayant accepté de se tenir "dans toute sorte de soumission" contre la promesse d'une amnistie générale, fait accepter une trêve de quinze jours. Mais les capitaines de paroisse et l'état-major "murmurent" quand Roure, en gage de bonne volonté, fait arrêter ceux qui "ont pillé les églises et pris des calices". Leur opposition est

(3) Cour régionale de justice composée d'officiers ayant acheté leur charge et qui sont des privilégiés. Elle est chargée d'enregistrer les édits pour les rendre exécutoires.

(4) Mascarade qui sert d'exutoire aux tensions sociales.


Un gendarme de Louis XIV.

nette lorsqu'on leur demande de remettre "du blé et du vin" à la garnison du château et qu'on livre trois ou quatre otages". "Cherchant à gagner du temps", le Comte accepte à condition que la trève soit prolongée jusqu'au 19 juillet, époque à laquelle les troupes de l'Intendant du Languedoc devraient rallier Bourg-St-Andéol...

A peine Roure a-t-il rejoint Aubenas qu'il rassemble un "conseil de guerre" puis envoie chercher le Comte de Vogüé afin de l'élire "général des insurgés". Il est probable que, désireux de conclure les interminables négociations, Roure ait voulu se servir des nobles montrant ainsi qu'il n'est pas opposé à la monarchie car "le but unique des attroupements est d'exterminer les élus qui nous ont fait mourir de faim" (Roure). Cette décision impromptue a-t-elle fait l'unanimité ? Ne représente-t-elle pas l'opinion de "l'aristocratie villageoise" ? Toujours est-il que le Comte de La Roche, pressenti pour devenir un second "général", fait tirer sur le groupe paysan venu le chercher. Son château est alors assiégé...

Le 21 juillet, le nouveau "général" des insurgés, le Comte de Vogüé, et Talhand, un paysan, escortés par cinquante hommes, se rendent à Bourg St-Andéol parlementer avec le lieutenant-général du Languedoc. Alors qu'ils font une halte dans le faubourg de Villeneuve-sur-Berg, des Dragons "taillent en pièce" l'escorte. Talhand, qui a pu s'enfuir, apprend à Roure que les troupes royales viennent de passer le Rhône et que le comte de Vogüé a trahi. Sur le champ, l'armée paysanne est rassemblée. Par une proclamation les communautés sont sommées "sous peine de destruction" d'envoyer hommes, "casques, cuirasses et lances". Le 23 juillet, laissant huit cents hommes dans Aubenas, Roure se porte avec "1 300 de ses gens" sur Villedieu. En face de lui, 4 600 soldats aguerris dont 1 500 mousquetaires commandés par d'Artagnan.

C'est le 25 juillet, dans un pré de Villedieu, que la bataille s'engage. Malgré une résistance farouche, les mousquetaires réussissent à culbuter "l'armée populaire". "Tout plie, tout fuit". Dans le bois de Mias, plus d'une centaine de "gueux" sont sabrés. Mais Roure et quelques chefs paysans réussissent à s'enfuir.

Deux jours après, la répression de l'Etat se fait méthodique. "Tout ce qu'on rencontre de paysans et d'artisans" est emprisonné. Les jugements du "Grand Prévôt" et des "juges-mages" du Présidial de Nîmes sont expéditifs (5). Le 27, à Aubenas, "un cordonnier, un chapelier, un cabaretier, un chaudronnier, un brasseur d'eau de vie et un cardeur" sont pendus haut et court.., Le 28, l'un des "sergents" de Roure, Vincent Simonet et Jean Martin son secrétaire passent au supplice de la roue. Des femmes de la rue St-Antoine sont fouettées en public. "Cinq à six cents séditieux" sont envoyés aux galères dont deux chefs populaires Rigaud et Bancatte. Ça et là, dans les villages occupés par l'armée royale, les exécutions sommaires se succèdent. Les fourrageurs de l'armée "font des maux infinis" ; les bestiaux, les foins, les grains, les meubles... tout est enlevé. Des hameaux brûlent, des villages entiers sont dévastés ; à la Chapelle, la maison et la grange de Roure sont abattues. Tout suspect est passé au fil de l'épée sans autre forme de procès. A Largentière, deux paysans de Chassiers et St-Fortunat sont rompus vifs pendant qu'une dizaine d'autres sont "branchés" (pendus). "Et des cruautés énormes sont faites sur les corps des meurtris"... Le régime de terreur fait déserter bourgs et hameaux. Le 10 août, l'armée doit même abandonner la campagne car tout manque !..." et s'en vont sans payer leurs hôtes qu'ils avaient rongés". Le 20 août, l'intendant se voit contraint de publier une ordonnance enjoignant les habitants à rejoindre leur demeure "sous peine d'être déchus de la grâce" royale. Par représailles, les clochers d'Aubenas, la Villedieu, La Chapelle, Vogüe et Ailhon sont écimés et leurs cloches descendues le 12 septembre 1670. Pendant trois mois, deux régiments occupent Monestier et Privas (dont les paysans s'était emparé) et une compagnie de Suisses loge à Villeneuve sur Berg, Largentière et Bourg St-Andéol... aux frais des habitants. "Enfin tout fut soumis"...

Courant septembre, deux dirigeants paysans sont arrêtés à Suze en Dauphiné. A la fin du même mois, Roure, trahi par un cabaretier, est pris à St-Jean-Pied-de-Port alors qu'il s'apprête à franchir la frontière espagnole. Le 29 octobre, il est supplicié à Montpellier.

Pour s'être soulevé "contre les concussions", des puissants et avoir défié l'autorité du roi, son corps fut exposé "sur le chemin qui conduit à Montpellier" et sa tête, portée à Aubenas, resta quelques jours pendue sur la porte St-Antoine. Malgré ce régime de terreur, deux fermes du Comte de Vogüe général d'un jour et qui avait abandonné l'armée de Roure furent incendiées par des partisans de Roure. Quant à celui qui avait livré Roure, il fut retrouvé éventré dans une rue de Toulouse avec entre ses dents un papier sur lequel était écrit : "puissent ainsi périr tous les traîtres".

Sur le poteau qui avait remplacé la maison rasée de Roure le peuple prit l'habitude de porter "des fleurs et des guirlandes". "La foule qui s'était disputé après son exécution les lambeaux de ses vêtements le considéra comme un martyr. Il fallut des ordonnances de l'évêque et de l'intendant pour empêcher la propagation de ces nouvelles reliques".

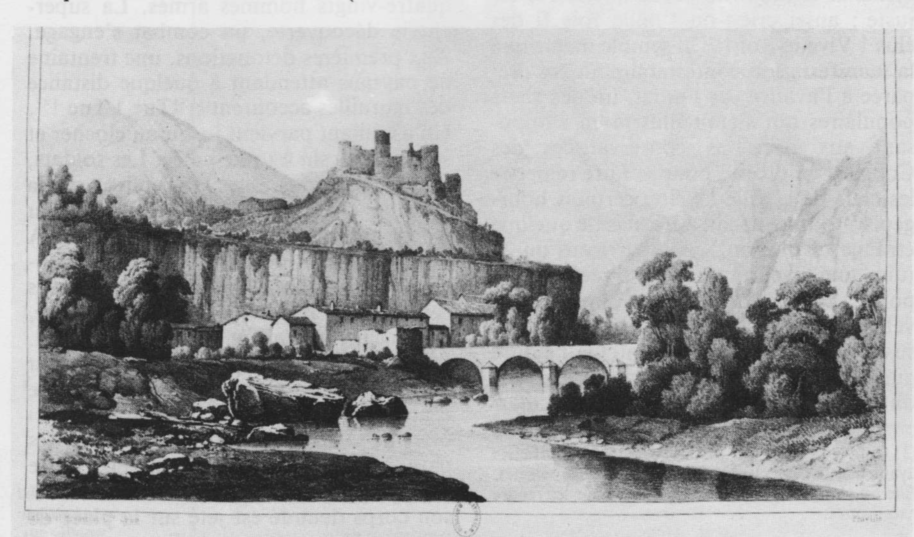
Hervé LUXARDO

**NOUS AVONS DÉJÀ PUBLIÉ...**

**Sur les luttes paysannes dans l'Ancienne France**

- Les Républiques villageoises (10e-19e siècles) par Hervé Luxardo *(Éd. AUBIER)* 250 p., illustré - 50 F
- Les derniers croquants du Périgord (17e siècle) *(L.P.F. n° 2)* - 5 F.
- Le Marais Vernier *(L.P.F. n° 5)* - 6 F.
- La Vendée (1793) *(L.P.F. n° 5-6-7)* - 6 F chaque.
- Les corvées royales au 18e siècle *(L.P.F. n° 9)* 8 F.
- Révoltes et vie des Camisards *(Gavroche n° 2)* 16 F.

(Encore disponibles).




(5) **Grand prévôt** : officine d'épée exerçant une juridiction concernant l'ordre et la sûreté publics.

**Présidial** : tribunal créé en 1551 composé de 9 magistrats. Ne juge qu'en dernier ressort. Leurs condamnations à mort ou aux galères à perpétuité sont portées en appel devant les parlements.

# HAUTS LIEUX DE LA FECONDITE



**Déesse-mère.** De nombreuses statuettes de terre cuite, fabriquées par les potiers gallo-romains des bords de l'Allier, exaltent ainsi la Maternité. Protégeant les foyers et les tombeaux, on les trouve également associées aux sanctuaires consacrés aux eaux guérisseuses.

Autrefois, la hantise de la stérilité se traduisait par une variété de pratiques destinées à la combattre et par une multitude de lieux fécondateurs.

Dernier recours des femmes stériles, l'invocation des pierres, des eaux ou des saints ne pouvait que prolonger l'espoir d'enfanter et, en conséquence, multiplier les chances d'obtenir le miracle attendu. L'irrémédiable ne pouvait provenir que du découragement du couple. En attendant cette échéance, les diverses pratiques magico-religieuses présentaient également l'avantage d'amoindrir la responsabilité des époux, lesquels remettaient leur destinée dans le bon vouloir d'une divinité.

Il est possible aussi que, de manière empirique, les dates choisies pour les pèlerinages, liées à la lune et au cycle menstruel féminin, aient correspondu à des moments durant lesquels les épouses avaient le maximum de chances de devenir fécondes.

Ces hauts lieux de la maternité devaient également dispenser une lactation abondante et guérir les maladies infantiles. Que seule la stérilité féminine soit prise en considération ne saurait nous étonner. Dans l'opinion commune, longtemps partagée par les médecins, seule l'impuissance peut empêcher le mâle de se révéler fécond.

L'espoir d'un miracle faisait accomplir aux pèlerins des voyages de plusieurs jours. Il en était ainsi en Auvergne et Bourbonnais.

**Ne pas « casser son sabot » au Rocher de la baleine...**

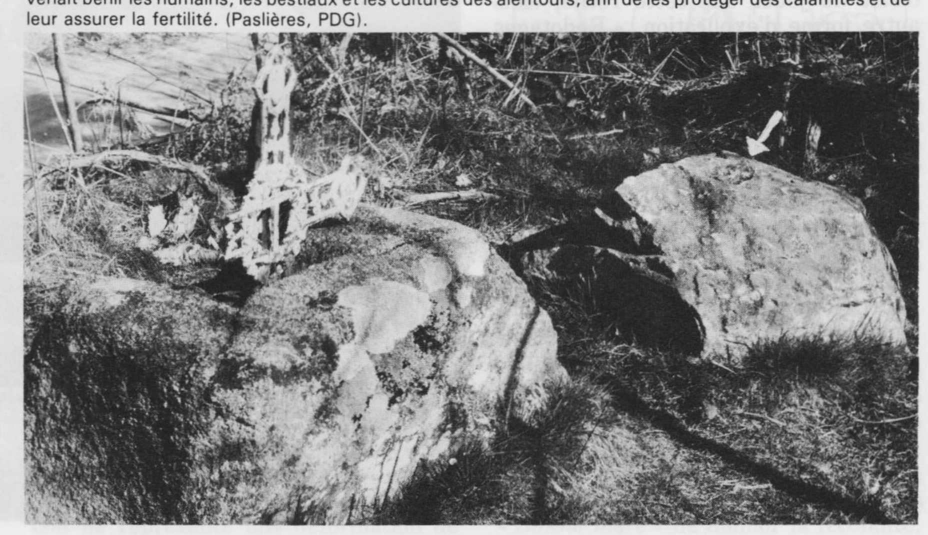
Disséminées un peu partout dans ces régions, se dressent des pierres en forme de phallus géants que des *brehaignes* (femmes stériles ou réputées telles) allaient étreindre lors de périodes favorables, déterminées notamment par des signes astrologiques, jusqu'à ce qu'elles soient exaucées ou que s'envole tout espoir d'enfanter. Ainsi le Vit du Chal et le Bon Saint Couilleu, à Saint-Germain-Lembron et Gerzat (Puy-de-Dôme) conservent-ils une dénomination significative. Le voisinage du menhir de Frèdefond et du dolmen de Pin Neit, au Vernet-Sainte-Marguerite, faisait dire : « La pierre se dresse pour son petit *cafagnon* (cavité, abri) d'à côté. » Ce symbolisme sexuel élémentaire passait pour exercer sa contagion sur les couples humains. Il en allait de même de la Pierre du Joug, à Bresnay, près de Moulins (Allier), de la Roche de Chaudefour de Saint-Nectaire et des Pierres Folles de Fournol (Puy-de-Dôme).

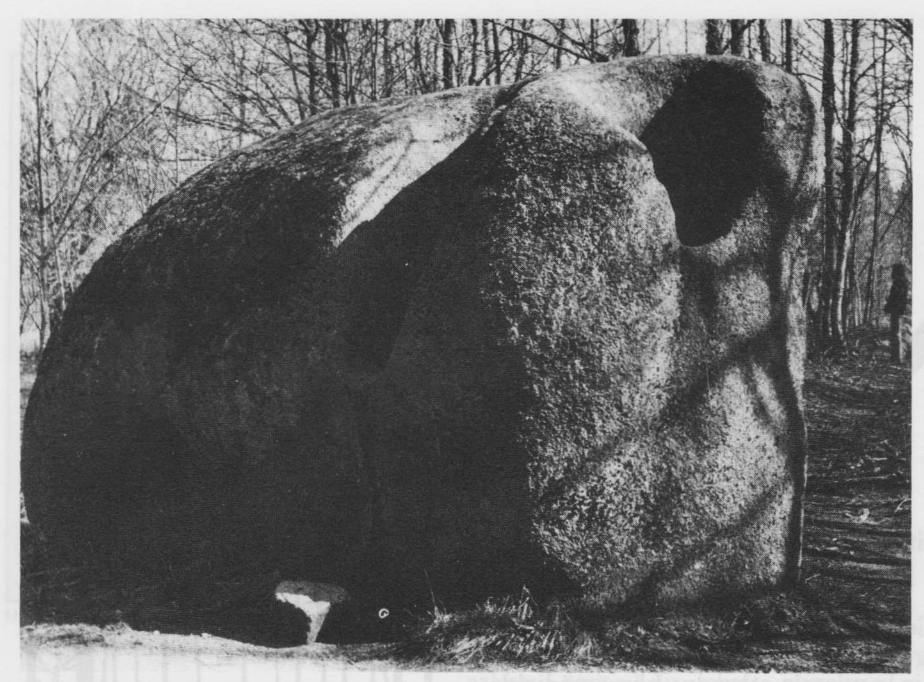
Avant qu'une statue géante de la Vierge ne le remplace, le Rocher de Marmant, dominant Veyre-Monton (Puy-de-Dôme), voyait encore au milieu du siècle dernier les cortèges nuptiaux des environs l'entourer d'une ronde afin que la mariée soit féconde et bonne nourrice. Tout proche, le village des Martres conserve dans son nom le souvenir d'un culte aux Déesses-Mères.

Près du hameau de Tracros (commune de Gelles), la Pierre de San Fouti dresse ses *« formes phalliques énergiquement prononcées »*. Au début du 19e siècle, on cite encore l'exemple d'une *« femme de grande vertu »* qui, après l'avoir *« embrassée selon l'usage »* (?), engendra une fille neuf mois plus tard. Mais l'informateur juge utile de préciser que la miraculée avait auparavant prié dans l'église voisine.

D'origine mystérieuse, un pilier de la crypte de l'église d'Orcival (Puy-de-Dôme), usé à portée de ventre à force de frottements, possèderait les mêmes pou-

**Une Roche christianisée : le Pas-du-Loup.** Signalée ci-dessus par une flèche, une empreinte assimilée à celle d'un loup investit cette roche de magiques pouvoirs fécondateurs et protecteurs. Une croix dressée sur une pierre voisine annexera le lieu miraculeux au catholicisme. Au début de ce siècle, un prêtre y venait bénir les humains, les bestiaux et les cultures des alentours, afin de les protéger des calamités et de leur assurer la fertilité. (Paslières, PDG).





**La Pierre du Sang.** Dans les étranges formes de ce bloc granitique isolé dans la nature, on a pu voir des figurations sexuelles aux propriétés magiquement contagieuses. Mais de sinistres légendes s'efforceront d'en détourner les croyances populaires. (Lachaux, PDG)

voirs. Pour plus d'efficacité, aucun vêtement ne devait s'interposer entre la pierre et la chair. Près de Nadaillat (Puy-de-Dôme), un des rochers à « cupules » se trouve doublement associé à la fécondité. Par son appellation d'abord : *Brezou* signifiant petit berceau ; par sa légende ensuite, selon laquelle les oiseaux y viendraient célébrer leurs noces pour la Saint-Joseph (mars). Version sans doute édulcorée d'une pratique procréatrice.

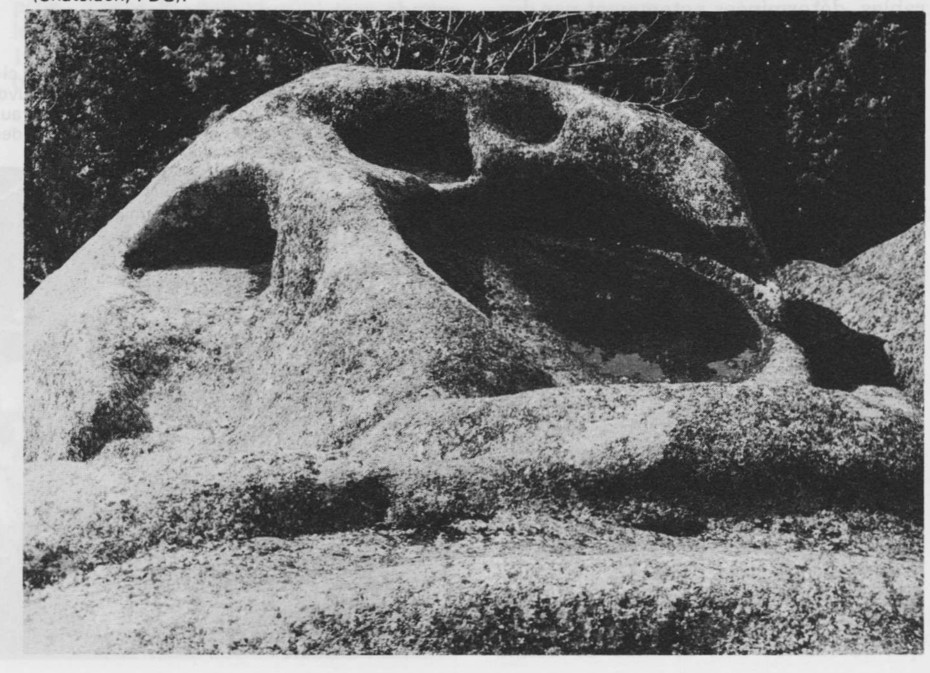
Près de Lachaux (Puy-de-Dôme), sur les sauvages contreforts des Bois Noirs, certains blocs rocheux d'étrange apparence gardent aujourd'hui encore une part de mystère. La Pierre du Sang, dans laquelle certains ont voulu voir un autel sacrificiel, dresse sa sombre masse trapue, ouverte en son sommet de larges échancrures. Emplacement pour loger les victimes, supposent quelques érudits. Pourtant, si une certaine crainte entoure la Pierre du Sang, elle paraît d'une autre nature. En effet, il y a quelques décennies, de vieilles paysannes des environs se souvenaient encore que, lors de leur jeunesse, on leur interdisait de jouer sur cette roche, sans autre forme d'explication. « Radotages d'ancêtres », se moquaient-elles. À l'hypothèse du sacrifice, ne pouvons-nous substituer celle de la fécondité ? Le noir pénis rocheux, creusé de féminines cavités, ne risquait-il pas de communiquer son pouvoir fécondateur aux fillettes trop hardies ? À une portée de sabots de cet énigmatique menhir, une énorme masse de granit — le Rocher du Combeau, anciennement appelé Bénitier de Saint Roch — reçoit les eaux de pluie dans deux vastes bassins circulaires : le Grand et le Petit Vagnons. Avant la guerre de 1914-1918, un prêtre en faisait l'ascension, afin de bénir de son sommet bêtes et gens à la ronde. Ainsi voulait-il les garantir des épidémies et leur assurer une nombreuse progéniture. Pendant une génération encore, des jeunes gens garderont l'habitude d'y venir danser à l'occasion des noces *« pour que la novie* (mariée) *ait des enfants costauds »*. Croyant seulement plaisanter, des témoins de cette époque ajoutent qu'un bain de siège dans l'eau des Vagnons garantit la conception !

Plus pudiquement, il suffit de tremper seulement un doigt dans une cuvette de la Pierre Druidique de la Forêt de l'Assise (près d'Isserpent en Bourbonnais) pour concevoir dans l'année. Longtemps perpétuée, une autre coutume bourbonnaise permet, par analogie, de mieux pénétrer les pratiques de ce culte fécondateur. La nuit du 1er mai, si importante dans le calendrier traditionnel (1), la jeunesse des environs escaladait le Rocher de la Baleine, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Montluçon. De cette hauteur, seuls ou par couples, chacun se laissait glisser sur les flancs rocheux. Les filles nubiles qui touchaient terre sans incident se marieraient bientôt, surtout si elles avaient pris la précaution d'uriner dans un bassin creusé au sommet avant de s'élancer. Il suffisait d'observer la glissade des couples, assis sur des fagots de bois, pour connaître leur avenir matrimonial disait-on : noces proches, incertaines ou compromises, accord ou désaccord conjugal futur. À l'issue de son mariage, la *novie* (mariée), se prêtait également à ce jeu des pronostics, son sabot calé sous les fesses en guise de luge... Les accidents de parcours représentaient autant de présages heureux ou malheureux, que les spectateurs interprétaient gaillardement. Qu'en fin de course, sa chaussure demeure intacte témoignait de sa virginité. Chacun sait en effet ce que signifie, pour une fille, *casser son sabot*. Mais sans doute sait-on moins que le Rocher de la Baleine ne doit rien à quelque cétacé perdu en ce lieu qui avoisine le centre théorique de la France. Cette pierre des amours commémore en réalité le dieu Belen, une espèce d'Apollon gaulois. Le souvenir de celui-ci se perpétue également dans le nom d'un village voisin, Beaune d'Allier, près duquel fut découverte une déesse féminine des eaux.

Renforçant le pouvoir des pierres viriles lorsqu'elles en emplissent les excava-

(1) Au siècle dernier, les villageois bourbonnais allumaient de grands feux, tiraient des coups de fusil ou faisaient cliqueter un bâton sur les rayons d'une roue de char piquée sur son moyeu afin d'éloigner les esprits malins qui, croyait-on, se réunissaient au cours de cette grande nuit magique. Recueillie avant le lever du soleil, la rosée du 1er mai possédait de multiples vertus, assurant notamment l'amour aux jeunes gens, une lactation abondante aux vaches et aux chèvres.

**Le rocher du Combeau, ou Bénitier de Saint-Roch.** Majestueux belvédère dominante Auvergne et Bourbonnais, cette masse granitique curieusement creusée de bassins (vagnons) fut l'objet de divers cultes dont il ne reste que de très imprécis souvenirs. Avant la guerre de 1914/18, un prêtre en faisait l'ascension lors des grandes fêtes rurales afin de bénir sa paroisse et ses paroissiens, comme au Pas-du-Loup. (Chateldon, PDG).





Cet ex-voto fut offert à la Déesse des Sources voilà près de deux millénaires.

tions, les eaux se trouvent symboliquement associées à la fertilité. Association évidente pour les populations paysannes dont les récoltes dépendent de la pluie et la reproduction humaine ou animale de la liqueur séminale.

Au Saint Foutin — rocher en érection des montagnes auvergnates — correspond le Saint Foutin spermatique des bords de l'Allier, à Veurdre-en-Bourbonnais (Allier). Au début du 20e siècle, longtemps après la disparition de sa représentation sculptée, des femmes venaient encore l'implorer pendant la nuit. Sans doute ressemblait-il à son homologue du Puy, encore honoré à la fin de l'Ancien Régime : *une énorme branche phallique* dont les raclures, infusées dans une boisson, passaient pour favoriser la maternité...

Pour mettre fin à dix ans de stérilité, la reine Catherine de Médicis se rendra en 1558 aux bains de Bourbon-Lancy (Allier), lesquels jouissaient d'une réputation fort ancienne. Comme des vestiges l'attestent, les populations gallo-romaines y venaient invoquer le Dieu des Sources *(Borvo* d'où dérive le nom du village) et la Déesse lunaire *Damona* ou *Mona*, régente des cycles menstruels féminins. Les eaux passaient encore pour *« endurcir les tétins et resserrer la nature aux femmes qui s'y baignent après leur gésine »* (grossesse), précise un géographe de cette époque. Cure efficace puisque le futur et éphémère François II naîtra dix mois après ce « stage fécondateur ». Mais, vingt ans plus tard, le miracle ne se renouvellera pas pour Louise de Vaudémont, désireuse d'assurer la lignée de son royal époux Henri III. Ni *Borvo* ni *Démona*, pas plus que le régime ordonné par les médecins, ne sauront donner à la reine la maternité souhaitée. Il est vrai qu'à son épouse, le roi préfère ses « mignons ».

Un guide des eaux procréatrices ne saurait ignorer la vallée de la Sioule qui, de Châteauneuf à Ebreuil (Allier), garde les traces de nombreux sanctuaires voués à la fertilité. Aux environs du Puy (Haute-Loire), les épouses stériles jetaient des sous dans la Fontaine Parlante de la Forêt de Meygale. Elles procréeraient autant de fois que la pièce laisserait échapper de bulles d'air en s'enfonçant dans l'eau. À Saint-Amant-Tallende (Puyde-Dôme), on ne serait pleinement marié si on ne faisait le tour de la fontaine, dont la nouvelle épouse devait enjamber le cours pour avoir une fécondité et un allaitement assurés.

## « Grelicher » saint Grelichon...

Symbolisme élémentaire encore, mais cautionné en quelque sorte par la religion, que de donner le branle à un battant de cloche ou de manœuvrer le verrou de l'église, en murmurant quelques incantations adéquates. Pour accroître les chances de réussite, certaines femmes stériles n'hésitent pas à accomplir un long pèlerinage pour se rendre à Notre-Dame d'Orcival. Ce haut lieu de la fécondité, outre son verrou et son pilier, reçoit l'influence magique de l'animal qui fut longtemps associé à la procréation lors de fêtes en son honneur : l'ours. En effet, ce village auvergnat lui doit son nom. La peau du fauve recouvrait traditionnellement la porte de l'église. Récemment, une dame peu suspecte de crédulité me confiait avoir visité le saint lieu en compagnie de deux de ses amies. Mariées toutes les trois, l'une accouchait régulièrement tous les quatre ans, l'autre avait un enfant unique d'une dizaine d'années et la troisième demeurait inféconde. Dans l'année qui suivit, les trois visiteuses se retrouvèrent également enceintes ! « Certes, ajoutait malicieusement mon informatrice, nous n'avons pas fait que caresser le fameux pilier... »

Récupération chrétienne encore que de coiffer un sanctuaire fécondateur d'un saint plus ou moins approprié à sa fonction. Sans doute Rabelais ne désavouerait-il pas plus le *saint Foutin* déjà nommé, que le *saint Grelichon* de Bourbon-l'Archambault. Jusqu'en 1880, les femmes inféconde venaient sans la moindre vergogne gratter au couteau les parties génitales de la statuette représentant ce dernier, logé dans la façade d'une maison du village. Les rognures ainsi obtenues, délayées dans un verre de vin blanc, constitueraient une puissante potion contre la stérilité. Cette utilisation fournirait une des étymologies possibles du saint de fantaisie, *grelicher* signifiant gratter, chatouiller, en patois bourbonnais. D'autres voient dans ce nom un dérivé de *grelots*, ou bien encore un jumeau de *greluchon*, nom donné autrefois aux proxénètes. A moins que *Grelichon*, dit encore *Guerlicon* ne représente une déformation de guérit con... Avatar significatif, le saint de bois, qui a retrouvé sa place après un demi-siècle d'exil, ne passe plus aujourd'hui que pour garantir *«de beaux nichons »*. C'est du moins ce qu'assurent les vers de mirliton des cartes postales le représentant.

Moins pittoresques, une cohorte de saints et de saintes annexent les pouvoirs fécondateurs d'une multitude de lieux, réclamant, outre les prières habituelles, de singuliers rites pour exaucer les vœux. Bénéficiant de la protection de l'Église, ces invocations se perpétuèrent jusqu'à une époque relativement récente. À la chapelle d'Aubeterre (près de Brout-Vernet, Allier), les femmes stériles devaient ramper sous les arcades surmontant le tombeau de *Pétronille* et de sa fille *Porcie* en implorant les deux saintes. À l'église de Neufontaines de Saint-Didier-la-Forêt (Allier), les dévotes venaient s'allonger pendant neuf jours de suite, sur la dalle du tombeau de *saint Gilbert*, recouvertes d'une espèce de linceul. Ainsi obtiendraient-elles un enfant ou un lait abondant. La robe du manteau de *saint Mayeul*, de l'église de Souvigny (Allier) connaît la même réputation. Ce vêtement miraculeux protège de surcroît les enfants morts sans baptême. Près de Theneuille (Allier), *sainte Hermite* passait pour protéger les couples. Entre les deux guerres, l'oratoire consacré à la sainte conservait encore de touchants vœux, inscrits sur des rubans ou des images de piété : retour d'un époux, fin de la guerre, *« joie d'avoir un bébé »*.



**Saint Grelichon.** Bien qu'il ne fût pas plus Saint qu'Evêque (comme son accoutrement le laisserait croire) Saint Grelichon resta pendant des siècles la providence des femmes stériles. De plusieurs lieues à la ronde ces dernières venaient racler une cheville de bois ajustée sous la ceinture de la statue. Cet appendice, périodiquement renouvelé autrefois, n'orne plus le Saint aujourd'hui. Mais l'index disproportionné de ce dernier conserve cependant une signification ambiguë. (Bourbon l'Archambault, Allier)

## Des vierges fécondatrices

Aux environs de Gannat, la chapelle du Pas de sainte Procule fut construite à l'endroit où, selon la légende, la sainte se réfugia. Les lundi et mardi de Pâques, des pèlerinages confluaient vers ce modeste édifice, afin de demander à la « *Bonne mère* » de donner la fécondité,

mais aussi de favoriser les voyages. Passe encore pour cette dernière attribution : de Rodez à Gannat, *Procule* parcourut un long chemin, qu'elle termina miraculeusement, portant sa tête tranchée entre ses mains !... Mais faire d'une farouche vierge — préférant la mort au mariage — la patronne de la Maternité laisse perplexe.

Le populaire *saint Martin*, souvent attaché aux fontaines guérisseuses, a prodigué sans compter ses pouvoirs miraculeux pour supplanter les anciennes superstitions. Près de Vertolaye (Puy-de-Dôme) une Pierre du Sang, marquée de ses empreintes, passe pour effacer la stérilité féminine. À Saint-Étienne-des-Champs (Puy-de-Dôme), dans la Combraille, on a donné le nom de Berceau de la Vierge à un vaste bassin creusé dans la Grande Roche. Après le coucher du soleil, les femmes désireuses de devenir mères allaient s'y étendre et prier sous les rayons lunaires.

Mais chaque église paroissiale contient une représentation de la Vierge toute puissante, magnifiant la paradoxale *« immaculée conception »*, et dont l'importance n'a cessé de croître au fil des siècles. Cette statue avait souvent une origine miraculeuse : statue récalcitrante réclamant un emplacement de son choix ; madone trouvée par un bœuf (vraisemblablement châtré pour la décence), ou surgie d'un arbre où elle se réfugiait. Ou bien encore noyée dans les flots, comme Notre-Dame de Saint-Germain-des-Fossés (Allier) que des mariniers auraient jadis tirée du lit de l'Allier ; on l'invoque principalement lors du pèlerinage du 2 juillet pour assurer la fertilité des épouses et la protection des enfants. Autant de transpositions de cultes anciens des eaux, des bois et d'animaux sacrés.

*Sainte Anne*, dont l'église de Chateldon (Puy-de-Dôme) possède une représentation sans doute sculptée au 18e siècle, se rattache plus directement à la stérilité. La mère de la Vierge (sainte Anne) ne conçut-elle pas cette dernière miraculeusement, après vingt ans d'infécondité ?

Reste encore le foisonnement des reliques miraculeuses, dont un recensement paraît impossible. Parmi celles touchant à la maternité, retenons ce *« morceau de chair''* des *saints Côme et Damien*, précieusement conservé dans l'église de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme) ainsi que l'attestent les visites épiscopales d'Ancien Régime. Les restes de ces légendaires chirurgiens favoriseraient la conception et protègeraient contre les dangers de la grossesse et de l'accouchement.

Au Siècle des Lumières, la décence ne saurait plus tolérer les processions anciennement pratiquées. Pour obtenir satisfaction, les implorantes brandissaient des simulacres de cire figurant le membre affligé ou sa forme idéale : jambes, bras, faces humaines. Et surtout pénis *« de tous les âges, dans tous les états, de toutes les grandeurs ! »* Avant de déposer leur « cierge phallique », les dévotes ne manquaient pas de le baiser en disant, selon les circonstances : *« Bon saint Côme, je me recommande à toi »* ou bien *« C'est ainsi que je le veux ! »*. Elles en raclaient ensuite la surface afin de préparer une potion fécondatrice, comme les adoratrices de *saint Foutin* et de *saint Grelichon.*

Sans doute les Puy-Guillaumoises se contentent-elles plus pudiquement d'une prière aux deux saints guérisseurs. Outre des cierges véritables, elles offriront un objet symbolisant leur désir de maternité : bague nuptiale ou ceinture.

Parmi la multitude des reliques magiques, disséminées dans de nombreuses églises, citons encore le prépuce de Jésus, que sept localités — dont le Puy — se disputent !

## L'Église à l'assaut des croyances populaires

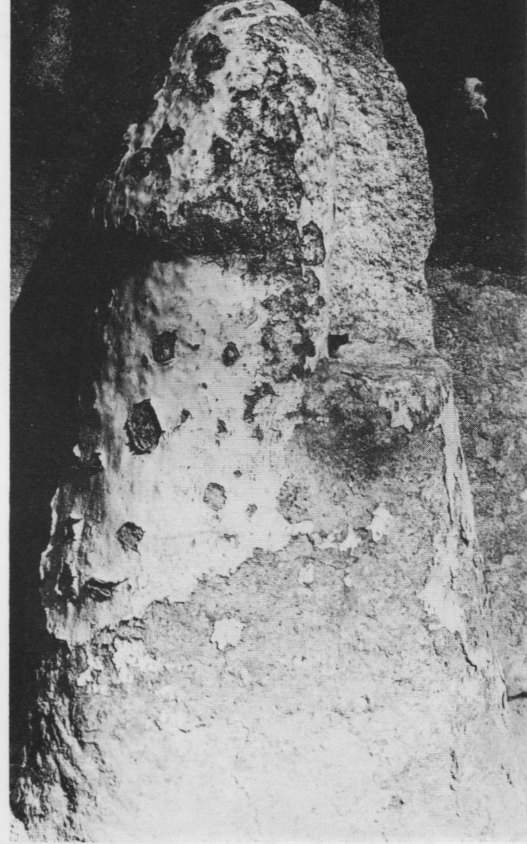
Pour terminer notre pèlerinage, il faut mentionner les lieux vraisemblablement détournés de leur fonction première par quelque habile artifice d'un prêtre local. À défaut d'une annexion chrétienne grâce à un saint ou à une croix, une légende adroitement tournée et serinée lors des leçons de catéchisme, a pu efficacement renverser la réputation d'un culte païen pour le transformer en lieu tabou.

Ainsi, grâce à de prudes maquillages, le viril *saint Foutin* de Tracros plus haut mentionné se verra -t-il pudiquement habillé par la légende. Il deviendra un abject personnage transformé en pierre par châtiment divin. L'église voisine drainera peu à peu la clientèle des femmes inféconds.

Redoutable mise en garde, le Rocher du Diable se dresse près de celui de la Baleine, ce rendez-vous des amoureux et des filles en mal d'époux. Mais qui n'hésiterait pas, avant de franchir la redoutable « Malentrée », l'entrée maudite, donnant accès à ces deux hauts lieux ?

La Pierre du Sang de Lachaux ne doit-elle pas sa sinistre réputation à une semblable volonté d'effrayer les gens ? Arme dissuasive supplémentaire pour écarter le « beau sexe » du sombre menhir et du Bénitier de Saint-Roch voisin, on raconte qu'autrefois un dragon hantait les lieux. Tapi dans une caverne du mystérieux Ré-de-Sol (Rayon de Soleil), il se nourrissait exclusivement de pucelles. Pour limiter ses ravages, on lui sacrifiait chaque année la plus jolie fille des environs. Certes, un Templier, armé de sa vaillance et de sa foi, finit bien par vaincre le monstre. Mais éteignit-il définitivement la race ? Si la religiosité venait à faiblir, le dragon ne manquerait pas de ressusciter, menaçaient les prêtres.

Parmi les lieux maudits caractérisant le mieux le renversement significatif des cultes, citons d'abord le Rocher des Morels en Livradois (Puy-de-Dôme). Les mauvaises fées hantant l'endroit raviraient les nouveau-nés et les remplaceraient par leur monstrueuse progéniture (2). Près du lac Chambon (Puy-de-Dôme), d'autres *Berceaux de fées* creusent la Dent du Marais et le Puy de Surains. Les malfaisantes créatures y



**Pierre Phallique** (Thiers, PDG). Sa forme significative donnait à cette fruste sculpture de prétendues vertus fécondatrices. Avant que les siècles classiques ne s'en offusquent, les femmes désireuses de procréer y venaient s'asseoir sans vergogne. On prêtait de semblables pouvoirs à des bornes de pierre entourant l'église de Chauriot (PDG).

déposeraient les enfants dérobés avant de les dévorer. Sur les bords du Gour de Tazenat (Puy-de-Dôme), qui oserait approcher la pierre dressée possédant le maléfique pouvoir de faire tomber les cornes des vaches qui s'y frotteraient ? Inquiétant avertissement que celui porté sur une dalle bordant un sentier des environs de Thiers : *« Species ibi nocte diaboli. »* (Ici le Diable apparaît la nuit.)

Aux environs de Viverols (Puy-de-Dôme) le rocher dominant la Cascade du Creux de l'Houlette est encore maudit. En cet endroit, dit-on, une bergère se vendit au Diable en acceptant de piétiner la Croix surmontant sa houlette. Aussitôt un gouffre s'ouvrit sous ses pieds pour l'engloutir. Les sceptiques pourront aller examiner sur le rocher les traces des sabots de la monture du Malin ! Malheur aux jeunes gens qui se risqueraient à traverser de nuit l'Hort de las Fadas (Le Jardin des Fées), au sommet du Pic de Chamaroux qui domine les départements du Puy-de-

---

(2) Dérivé de *Maure* (dont nous avons conservé *moricaud*), Morel rappelle les invasions sarrazines du Haut Moyen Âge, mais aussi les démons que l'imagerie chrétienne représente traditionnellement sous l'aspect d'êtres sombres de peau. Longtemps la croyance populaire rendra ces derniers responsables des naissances monstrueuses : surnommés *« changelins »*, les enfants anormaux passaient pour des rejetons de ces créatures maléfiques qui profitaient d'une négligence des parents pour procéder au diabolique échange des nouveau-nés. Une croyance bien commode pour justifier les infanticides plus ou moins déguisés.

Dôme et du Cantal. Les imprudents se verraient alors entraînés dans une ronde diabolique qui ne cesserait qu'avec leur dernier soupir... De même, à Isserpent, la Pierre qui danse rassemble autour d'elle les âmes des « filles de mauvaise vie ». Sur les bords de la Besbre (Allier), le Rocher des dames qui dansent jouit d'une tout aussi mauvaise réputation. À Puy-Saint-Gulmier (Puy-de-Dôme), une semblable légende endeuille le Rocher des trois Filles.

**À la recherche des temps perdus**

Ce pèlerinage zigzagant nous a donné l'occasion de plonger dans le temps. Un temps où coexistent des mentalités païennes anciennes et une nouvelle mythologie chrétienne. Bastions attardés d'un très lointain passé, les lieux les plus difficiles d'accès conserveront longtemps leurs antiques manières de conjurer le sort. Ils nous font revivre les premiers efforts de l'homme, dominé par les éléments naturels, pour se rendre favorables les pierres, les eaux et les astres, afin de perpétuer l'espèce.

Le christianisme, imposant lentement ses rites au cours des siècles médiévaux grâce à ses Saints faiseurs de miracles et à ses signes magiques, n'apporte aucun changement fondamental à ce comportement traditionnel. En laissant sa ceinture sur l'autel de la Vierge ou en offrant un cierge, la dévote d'hier ou d'aujourd'hui accomplit une démarche très proche de celle de sa lointaine aïeule qui, deux millénaires plus tôt, déposait auprès d'une source ou d'une rivière une grossière imitation de seins ou d'organes génitaux en implorant la divinité des eaux.

**Guy CITERNE**

**Pour en savoir plus :**

P. Sébillot : *Le folklore de France* (4 volumes, Maisonneuve, réédition 1968).

J.-A. Dulaure : *Les divinités génératrices*, 1805 (réédition Marabout, 1974).

## *ONDES et petits écrans*

Programmations et productions étant souvent, à la télévision remises en question, nous vous communiquerons des informations sélectionnées, et cependant sous toutes réserves.

Recevez comme telles les deux suivantes :

— Le ciné d'A 2 doit passer à la fin de l'été : **L'Enfance nue** (1969). Ce film de Maurice Pialat, préparé pendant sept ans, est, bien qu'il s'agisse d'une fiction, une véritable enquête à la fois sur les enfants de l'Assistance Publique et la région Nord de la France. On suit un R.T. (''recueilli Temporaire'' selon les classifications de l'Assistance).

— Jean-Luc Mage tourne pour FR 3-Limoges un film de 52 minutes sur le Compagnonnage, avec la collaboration notamment du chanteur Marc Ogeret.

**Michel Serceau**



# *Notes de lecture*

**L'industrie en sabots,**
par Claude-Isabelle Brelot
et Jean-Luc Maynaud
Ed. Garnier, Paris, 1982. 279 p., nombreuses illustrations en noir et en couleur. Prix élevé : 220 F.

Voici un ouvrage qui va déranger quelque peu les dogmes de l'histoire de l'industrialisation française. Claude-Isabelle Brelot et Jean-Luc Maynaud nous proposent une monographie historique de la taillanderie de Nans-sous-Sainte Anne dans le Doubs. Nous voyons fonctionner au 19e siècle une ferme-atelier'' qui produit des instruments aratoires tranchants, des faux et faucilles avec la force du moulin hydraulique et la main-d'œuvre locales. Il ne s'agit pas de l'apparition d'une fabrique de grande taille, modifiant le paysage, accaparant toute la main-d'œuvre locale et la prolétarisant, détruisant aussi l'agriculture régionale... Il s'agit d'un lieu fermé où patrons et ouvriers partagent la vie de tous les jours. Ainsi les auteurs dessinent une industrie peu concentrée, largement dispersée sur le territoire, d'unités de production de faibles dimensions, embauchant quelques salariés qualifiés et se chargeant de la formation de quelques apprentis. Petites unités industrielles qui ne négligent pas pour autant l'agriculture vivrière (jardin potager et verger sont attenants à l'habitation), ni l'entretien et la coupe des bois. Du reste l'architecture du ''moulin-atelier'' s'apparente davantage à la maison traditionnelle qu'à la fabrique. A travers la généalogie de la famille Philibert, les auteurs retracent l'histoire d'une région, l'histoire du capitalisme des petites entreprises. Les relations entre les ouvriers et cette famille de patron reposent sur un paternalisme que l'on retrouve dans d'autres lieux à la même époque. La stabilité de la main-d'œuvre et son recrutement local font une différence importante avec le processus d'extension des activités industrielles des Peugeot, par exemple, dans la même région. On en aurait volontiers appris davantage sur la vie quotidienne des ouvriers et des patrons, sur les pratiques culturelles, sur la perception que chaque groupe social avait des événements politiques, syndicaux.

**Revues d'hommes. Les migrations montagnardes en France, 17-18ème siècles.**
Abel Poitrineau (Ed. Aubier), 320 p., 90 F.

Surpeuplées et pauvres en subsistances, les montagnes déversent la moitié de l'année leur trop-plein d'hommes sur les ''bas-pays'', relativement sous-peuplés, offrant à leurs villes et à une société pré-industrielle en pleine expansion une main-d'œuvre abondante et bon marché. A ces hommes du Limousin, d'Auvergne, de Savoie, sont réservés les durs métiers de terrassiers, des scieurs de long, de maçons, les besognes rebutantes de ramoneurs ou de chiffonniers. A peine la moisson engrangée, pour ne pas prélever davantage sur la maigre réserve de grains familiale, ils s'acheminent en bandes vers la plaine. Espérant, au prix d'un labeur épuisant, amasser le pécule qui leur permettra de payer dettes et impôts ou, dans le meilleur des cas, d'acheter un lopin de terre. Abel Poitrineau, s'appuyant sur de nombreux exemples, trace avec un style clair un passionnant tableau, dans sa complexité et son ampleur, de leurs conditions de vie, marquées au coin de la maladie, de la faim, et de la prison ; dégageant la complémentarité de deux types d'activité complémentaires et l'évolution à long terme de la migration temporaire, vers le départ définitif.

**Le brigand de Cavanac,**
D. Blanc, D. Fabre,
Ed. Verdier. 192 p., 58 F.

Pierre Sourgnes dit l'Antougnou s'oppose à sa mère à propos d'une passion amoureuse. En 1837, il prend le maquis et devient un ''brigand'' qui pendant 4 ans défie les autorités. Qu'a-t-il été exactement ? Un bandit d'honneur ? Un passionné révolté par ''l'ordre villageois'' ou un criminel monstrueux ? Les auteurs tentent de débrouiller le fil de l'écheveau. Mais avant de suivre ces diverses pistes, les auteurs nous font entrer dans le récit captivant et énigmatique du brigand écrit en 1984 par un érudit qui ne nous a laissé que ses initiales. Avait-il connu le mystérieux brigand ? A lire pendant les vacances.

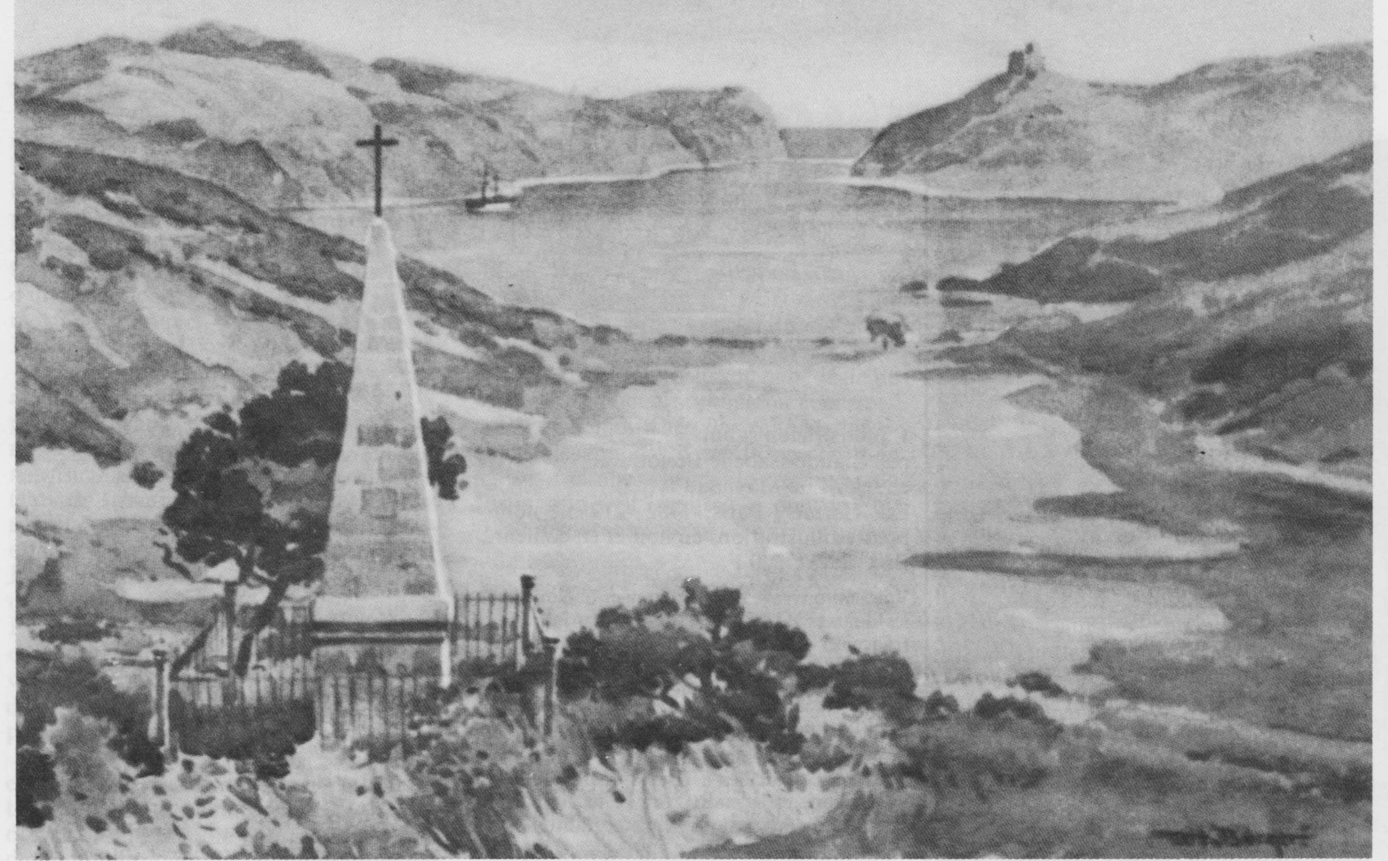
**Séverine, une rebelle (1855-1929)**
par Evelyne Le Garrec
Ed. du Seuil, Paris, 1982. 320 p., 69 F.

Caroline est plus connue sous son nom de plume : Séverine. La secrétaire de Jules Vallès au *Cri du Peuple* en 1883, fut en effet célèbre par ses prises de position anarchiste. Voici une femme indépendante qui brava les interdits de la société bourgeoise de son époque et qui n'hésitait pas à dire qu'elle pensait, ce qui lui valut les critiques acerbes des ''honnêtes gens''. Séverine du côté du peuple. Séverine une féministe essayant de comprendre comment ''le sexisme'' apparaît et se reproduit. Séverine porte un grand amour pour la liberté et la justice, deux valeurs qu'elle encense et revendique en permanence. Séverine attachante, dans ce remarquable portrait romancé d'Evelyne Le Garrec. Un ouvrage palpitant au rythme des passions de Séverine. Femme et journaliste. A l'encre indélébile.

**1940 ''La guerre détraquée'',**
Gilles Ragache, Floréal, Aubier 1983,
247 p., 55 F (voir librairie Gavroche).

Gilles Ragache qui avait déjà publié aux Editions Floréal un livre sur ''Les Années munichoises'' a totalement refondu son texte en l'enrichissant d'informations nouvelles et de témoignages inédits. ''La Guerre détraquée'', après une savoureuse introduction, nous replonge en 1940. De nombreux points méconnus ou déformés comme les pactes germano-soviétiques et l'attitude du P.C.F. l'offensive française victorieuse en Sarre, l'agression soviétique en Finlande, les intrigues de Pétain et de Weygand, le rôle de la majorité des députés socialistes et radicaux dans la chute de la IIIème République ou les combats sanglants ''des oubliés de juin 40''... font de cette étude un ouvrage clair et dense. Une histoire tragique à méditer. Espérons que dans les années futures l'histoire ne bégaiera pas...

**H.L.**



Cabrera. Le "Palais royal" et, au premier plan, le mausolée élevé en mémoire des prisonniers français.

# CABRERA *L'île de la mort*

***Faim, misère et calamités de plusieurs milliers de soldats français faits prisonniers à Bailen et reclus dans l'île déserte pendant cinq ans.***

Après le désastre subi à Bailen en juillet 1808 par le général Dupont, le Comte de Tilly, le général Castaños et les généraux français Chabert et Marescot fixent, par la Convention d'Andujar, le sort des troupes françaises vaincues : elles seront emmenées à Sanlucar et Rota (ports de l'Andalousie) pour être embarquées et conduites au port français de Rochefort. Cependant, le transport de ces 20 000 hommes devient problématique devant le manque de bateaux et les exigences de l'amiral anglais Lord Collingwood qui réclame un accord préalable de son gouvernement.

D'autre part, la Junte insurrectionnelle de Séville décide de ne pas respecter la clause principale de la capitulation, ni aucun autre pacte, avec un ennemi qui n'en a respecté aucun. Les autorités espagnoles sont résolues à ne pas appliquer un accord très modéré pour les vaincus. De cette volonté, viendront les calamités subies par les soldats, même si, en définitive, ce sont des difficultés matérielles qui empêchent de tenir les promesses. Ainsi, excepté les généraux et chefs d'état-major qui peuvent rentrer en France, tous les soldats de Dupont restent dans différents cantonnements avant de monter à bord des pontons mouillés dans la baie de Cadix. En 1809, une petite partie des malheureux prisonniers des pontons trouvent un répit relatif avec leur transfert aux Iles Canaries. Là, ils vivent en contact étroit avec la population et quelques-uns exercent des métiers domestiques, agricoles ou artisanaux en échange d'un salaire. Le cas des prisonniers de guerre qui seront transférés à Cabrera (Iles Baléares) est plus extraordinaire.

Echelle : 1 : 5 000 000e
0 50 100 150 200 250 300 km
FRANCE
PERPIGNAN
ESPAGNE
BARCELONE
MINORQUE
MAJORQUE
PALMA
CABRERA
VALENCE
IBIZA
PITYUSES
ALICANTE

La grande Encyclopédie française, dans son édition de 1889, présente ainsi l'île : *Cabrera, île des Baléares à dix sept kilomètres au sud de Majorque. Entourée d'écueils, elle est d'accès difficile. Elle est recouverte de rochers blanchâtres sur lesquels poussent quelques mauvaises herbes. Le sol s'élève jusqu'à 1 200 mètres. Elle est inhabitable mais elle est célèbre dans l'histoire parce qu'elle devint le lieu de détention de huit mille Français faits prisonniers à Bailen en 1808.*

Dans la majeure partie de ce territoire, l'eau manque ; les prisonniers se regrouperont auprès de l'unique fontaine d'eau trouble, attendant dans les premiers temps deux jours et deux nuits pour remplir un verre.

### Condamnés à manger des lézards

Le premier détachement de prisonniers débarque dans le petit port de Cabrera le 5 mai 1809. L'après-midi, les nouveaux habitants sont déjà 3 000. Ils disposent seulement de trois jours de vivres ; aussi pensent-ils que leur séjour dans ce lieu sera de courte durée et les plus entreprenants se contentent de construire de précaires petites huttes individuelles, bien qu'ils manquent d'outils pour couper les arbres. Quand, dans les jours suivants, arrivent avec des centaines d'autres

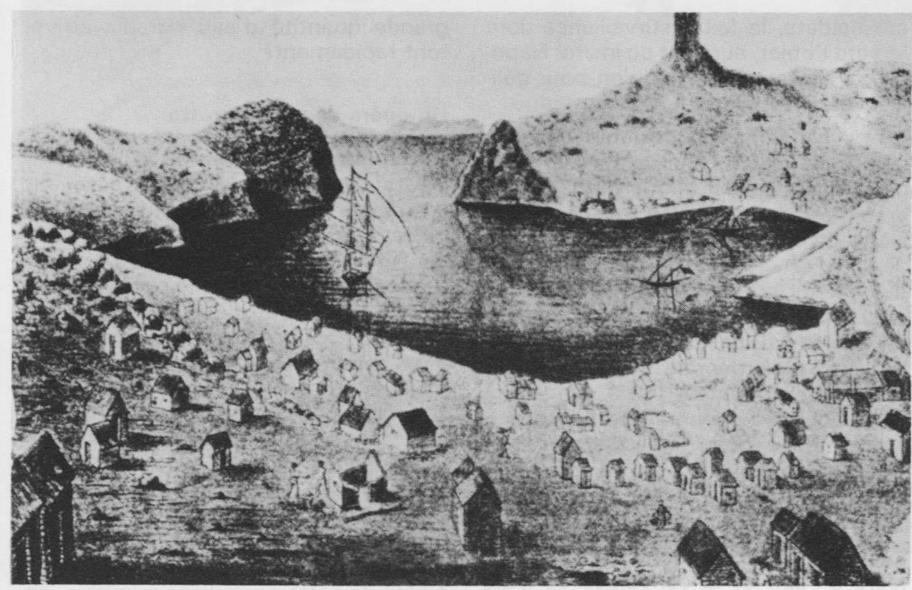
**LA GUERRE D'ESPAGNE 1808-1814**

**L'alliance avec la France (1795) a coûté cher à l'Espagne : perte de la Louisiane (rendue à la France en 1801) et anéantissement de la flotte espagnole à Trafalgar (1805). Le Blocus continental (1806), destiné à amener l'Angleterre à composition en coupant ses relations commerciales avec le continent, oblige Napoléon à envahir le Portugal qui refuse de rompre avec l'Angleterre (nov. 1807). Le Portugal doit être partagé entre le roi d'Espagne Charles IV et son premier ministre, le très francophile Godoy.**

**L'entrée de nouvelles troupes françaises en Espagne provoque le 19 mars 1808 un soulèvement populaire contre Godoy. Le roi Charles IV abdique alors en faveur de son fils, le très francophobe Ferdinand VII. Napoléon, refusant cette abdication, retient prisonniers le père et le fils lors du traquenard de l'entrevue de Bayonne. Le 2 mai 1808, les Français écrasent dans le sang le soulèvement populaire madrilène (le fameux Dos de Mayo illustré par Goya). Le 10 mai, Napoléon obtient l'abdication de Charles VII en sa faveur et nomme roi d'Espagne Joseph Bonaparte, son frère aîné.**

**Les Espagnols refusent le fait accompli et la perte de l'indépendance nationale. Commence alors une guerre extrêment féroce de part et d'autre. Animée par des Juntes provinciales puis par une Junte Centrale installée à Aranjuez, puis à Séville et enfin à Cadix, la résistance à l'occupation française est le fait de tout le peuple espagnol. Maîtres des villes, les Français ne contrôlent pas les campagnes où tout détachement militaire isolé est attaqué et souvent détruit avec atrocités par les partisans espagnols. Les représailles françaises ont la même violence.**

**Le 22 juillet 1808 le corps d'armée de Dupont qui marche sur Cadix est cerné dans la Sierra Morena et contraint de capituler à Bailen. Le 30 août, le Portugal est évacué par les Français. Devant le succès des insurgés espagnols, qui risquent de donner l'exemple aux autres peuples européens soumis à la domination française, Napoléon intervient personnellement et par la victoire de Somosierra réoccupe Madrid (décembre 1808). En janvier 1809, le maréchal Soult est chargé de "pacifier" le pays. Il contraint les Anglais à rembarquer à La Corogne (février), après quatre mois d'un siège particulièrement acharné, il reprend Saragosse (21 février), puis Gérone et Séville, mais il ne peut réoccuper le Portugal aux mains des Anglais. De 1811 à la fin de 1813, à partir de leur base portugaise et avec l'aide de leurs alliés espagnols, les Anglais de Wellington contribuent à la libération de l'Espagne. On estime que la guerre d'Espagne coûta près de 300 000 soldats à Napoléon.**



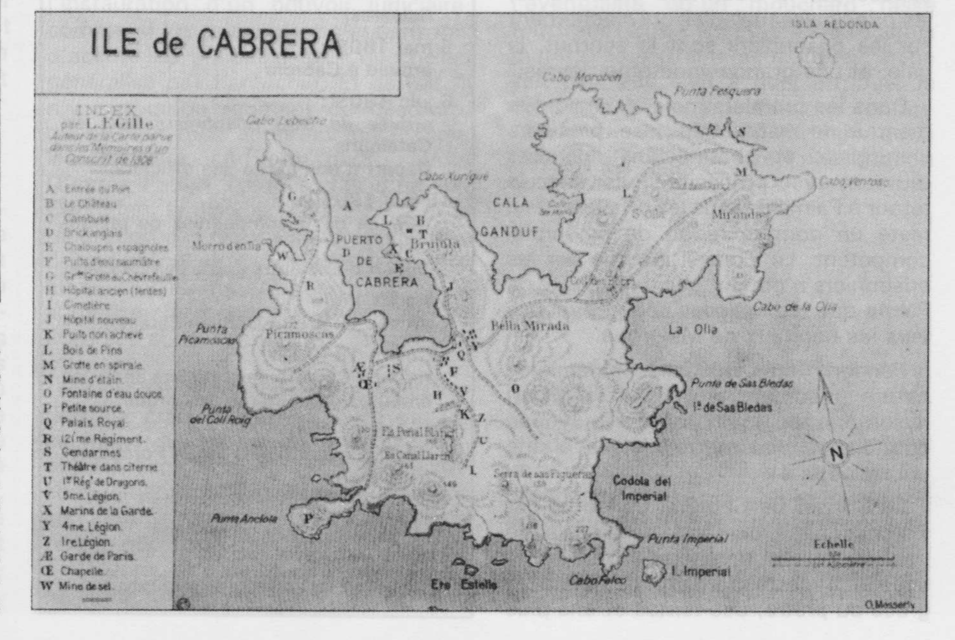
**Les barraques des Français, près de la calanque. (Dessin d'un prisonnier).**

compagnons — des tentes pour les officiers, tous comprennent que s'éloigne le moment de leur départ. Ils se mettent alors à remplacer leurs petites huttes de branchages liés avec des brins d'osier par des constructions plus résistantes. Avec le temps, et grâce à l'habileté des marins de la Garde Impériale, les constructions se font de plus en plus solides pour affronter les tempêtes. Avec quelques instruments en métal transformés en haches et en coins, ils arrivent à couper des pins et à fabriquer des tours de guet. "Dans l'ensemble, dit l'ex-Cabrerien Wagré, nos habitations, construites en pierre, argile et bois offrent un spectacle très agréable à regarder ; mais vues séparément, il est facile de s'apercevoir que le génie de la construction n'a pas patronné la réalisation de l'œuvre, parce que, à côté d'une maison assez jolie à notre point de vue, se trouve une humble chaumière qu'on pourrait prendre pour quelque étable".

"En posant le pied sur le sol de l'île pour la première fois, note le mémorialiste Ducor, la majorité d'entre nous n'a pas de chaussures et ne porte que des haillons qui ne nous couvrent guère. Quand Lardier, récemment arrivé de Catalogne, retrouve le sergent Ricaud, il le reconnaît à peine avec son torse nu et son pantalon de toile coupé à la hauteur du genou. Les autres, il les voit "noir comme des mulâtres, barbus comme des sapeurs, les mollets, les cuisses, les reins totalement découverts". Malgré trois distributions de vêtements en cinq ans, les prisonniers resteront en guenilles. Les trois premiers jours, pain, riz et vermicelle composent le "menu" des prisonniers.

Dès juin 1810, le gouvernement napoléonien ne peut ignorer la lamentable situation des prisonniers. Il a en effet reçu un rapport qui contient un grand nombre de détails — quelques-uns erronés — sur les 4 500 Cabreriens : "Ces soldats sont nus, exposés aux intempéries ; on leur porte tous les deux jours (en fait tous les 4 jours) des vivres qui viennent de l'île de Majorque et qui se composent d'une livre et demie de pain, de quelques légumes secs et d'un peu d'huile ; il faut remarquer que l'eau est rare dans cette île ; il y a seulement une fontaine et un puits, mais l'eau de celui-ci est saumâtre. Ces prisonniers ne sont surveillés que par deux canonnières (avec chacune quarante hommes) qui mouillent dans un petit port tourné vers Majorque. Les sous-officiers et les soldats ne reçoivent aucune solde. On leur donne une ration de pain et quelques onces de pois chiches ou des haricots ; de la viande, jamais. Ils ont besoin d'eau".

La situation lamentable réservée à



ces soldats, la faible surveillance dont ils sont l'objet, auraient pu inciter Napoléon à tenter une expédition pour délivrer les prisonniers. Il n'en fit rien...

Les Espagnols considèrent que la ration est maigre, mais "suffisante" ; cependant on peut douter que 30 à 40 grammes de pain par jour suffisent alors qu'un individu corpulent en a besoin d'environ quatre cents grammes par repas. Heureusement, les felouques arrivent avec une certaine régularité, apportant de l'eau et des aliments, mais leur retard provoque des tragédies, comme celle de mars 1810 : de 800 à 900 hommes meurent parce que le bateau a une semaine de retard.

Quelques prisonniers aiguillonnés par la faim s'arrangent pour compléter leurs rations en produisant des légumes dans leurs petits jardins qui ne sont pas toujours à l'abri de la convoitise de leurs camarades affamés ; certains élèvent de la volaille, d'autres vont acheter du poisson aux marins. Un nombre indéterminé de prisonniers, enfin tombent victimes de leur imprudence ou de leur faim irrésistible : certains mangent des plantes vénéneuses et d'autres les lézards qui pullulent dans l'île.

Plusieurs centaines d'individus affaiblis ou peu prévoyants succombent à cause du changement de régime alimentaire. Il n'est pas moins sûr que les prisonniers plus fortunés ou plus habiles arrivent, sinon à s'offrir des repas somptueux, du moins à compenser un peu le manque de nourriture.

Pour justifier l'exil des cinq mille Français sur une île déserte, les autorités majorquines les accusent d'être porteurs de "maladies dangereuses" raison pour laquelle ils devaient rester là en quarantaine. Bien évidemment, avec un certain manque de logique, les mêmes autorités s'abstiennent de procurer les moyens de lutter contre ces maladies, réelles bien sûr, mais qui n'ont pas le caractère d'une terrible épidémie. Dix jours après le débarquement, trois officiers et vingt sept soldats meurent. En plus de la faiblesse causée par la nourriture insuffisante, les principales maladies qui s'acharnent sur les prisonniers sont le scorbut, la gale, et une grande variété de fièvres.

Dans les premiers mois, et malgré le manque de matériel de base, plusieurs chirurgiens et pharmaciens militaires œuvrent avec efficacité. Puis, avec le retour à Palma de tous les officiers, seul reste un nombre réduit de personnel compétent. Le Conseil institué par les prisonniers n'obtient pas de la Junte de Palma que les malades soient évacués vers les hôpitaux de Majorque.

Pendant l'été 1809, une épidémie de nature inconnue apparaît : scorbut, dysenterie ou typhus ? La moyenne quotidienne des morts s'élève à une quinzaine.

Le Conseil de Cabrera, constitué par les prisonniers, demande de la paille, de l'eau potable et un chapelain. La Junte accède à cette dernière demande et grâce au prêtre, des tentes et une plus grande quantité d'eau potable arriveront rapidement.

### Un opéra dans une grotte

Comme tout condamné à l'oisiveté, les prisonniers de Cabrera essayent d'atténuer les effets destructeurs de l'inactivité par des travaux lucratifs ou de simples divertissements. D'origine rurale, dans leur majorité, ils s'acharnent à tirer profit d'une terre sèche et peu fertile. Des centaines de petits jardins apparaissent autour des huttes, mais ce n'est qu'à partir de 1812 que la production en sera suffisante pour qu'une partie en soit vendue sur un marché public, ce qui permet aux "agriculteurs" d'acquérir les objets de première nécessité.

Le tabac et la pomme de terre font partie de la nouvelle production de l'île ; à côté de cette agriculture primitive, on élève des souris et des rats. Le rat arrive à se vendre pour cinq fèves et une souris pour vingt cinq.

La faim, la volonté de combattre l'oisiveté et le désir de gagner quelque argent, dont l'unité la plus petite est la fève, incitent les plus diligents ou ingénieux à se donner une spécialité rentable. Quelques-uns taillent des cuillères de buis ou d'olivier sauvage ; d'autres fabriquent des cannes sculptées, des tabatières, des castagnettes et des échiquiers dans du bois de genévrier, très recherché.

Bernard Masson qui prépare avec tenacité son évasion et qui pour cela a besoin d'argent, a l'idée de fabriquer des statuettes de saints et de les vendre aux marins qui apportent la nourriture : "J'ai acquis un couteau pour sculpter des petites madones et autres statuettes comme celles que font les bergers suisses, j'ai réussi dans mes premières tentatives, je les propose aux Espagnols. Ils les revendent avec succès (...) ; plus tard, les marchands viennent en personne acheter ma production en me donnant en contre-partie des objets en fer".

D'autres prisonniers fabriquent des boutons avec les os de leurs compagnons morts, éparpillés sur toute l'île. D'autres tissent du coton, fabriquent des paniers d'osier, font des chaussures, s'improvisent couturiers ou coiffeurs. Ces activités se créent à partir du moment où le petit courant commercial, alimenté par les Majorquins, permet aux Cabreriens de recevoir des quantités croissantes de matières premières en métal (ciseaux, aiguilles, couteaux). De cette façon les prisonniers arrivent à créer des objets de valeur, et se constituent une petite source de richesse. Mais au désir premier de thésauriser se substitue bientôt celui de se défaire aussi vite que possible de leur fortune — quelques pièces de monnaie, un grand nombre de fèves — pour acquérir les objets qu'ils considèrent comme les plus indispensables : une ficelle, un couteau, un morceau de pain, un rat, une guenille...

Les prisonniers qui sont peu attirés par les travaux manuels peuvent se diriger vers un emploi plus ou moins intellectuel ; Ducor, par exemple, devient maître d'école : "J'ai appris à lire à notre magasinier, j'obtiens ainsi un supplément de deux pains par mois et quelques petites gourmandises". Lardier souligne ce surprenant désir de connaissances de centaines de prisonniers qui ne veulent accepter ni leur manque de culture ni leur infortune présente. "Les éducateurs de toutes sortes abondent. La moitié des prisonniers donne des leçons à l'autre moitié. On voit des maîtres de musique, de danse et d'armes. Quand il fait beau, tous ces professeurs donnent leurs leçons en plein air au lieu-dit "Palais Royal", à quelques pas les uns des autres".

Les représentations théâtrales très appréciées des Cabreriens leur permettent d'oublier momentanément leur inactivité et leurs malheurs. Quatre



Une grotte qui servit de théâtre

**CINQ ANS EN ENFER**

**2 mai 1808 :**
**soulèvement madrilène du Dos de Mayo**

**18 juillet 1808 :**
**capitulation des Français à Bailen ; 22000 prisonniers ;**
**séjour sur les pontons (vaisseaux démâtés, ancrés en rade de Cadix) ;**
**le peu de nourriture, la saleté, les maladies (le typhus) provoquent environ 300 morts par jour.**

**3 avril 1809 :**
**départ de Cadix d'environ 7 000 prisonniers.**
**Ils sont dirigés vers Cabrera (Iles Baléares)**

**5 mai 1809 :**
**arrivée à Cabrera**

**6 juin 1809 :**
**arrivée de 500 prisonniers faits en Catalogne.**
**Départ d'une partie des officiers.**

**15 juin 1809 :**
**arrivée de 6 compagnies de prisonniers.**
**Départ d'une autre partie des officiers.**

**18 août 1809 :**
**arrivée du prêtre Damian Estelrich.**

**12 mars 1810 :**
**retour à Cabrera des officiers après les émeutes de Palma de Majorque.**

**27 octobre 1810 :**
**départ des officiers pour Porchester (Angleterre)**

**1812 :**
**arrivée de 1 500 prisonniers.**

**16 mai 1814 :**
**libération des prisonniers survivants.**

mois après leur arrivée dans l'île, s'ouvre un théâtre en plein air. L'extraordinaire mémoire d'un capitaine d'artillerie supplée au manque de textes écrits ; on reconstitue ainsi approximativement le texte de plusieurs comédies de Molière. L'année suivante, un théâtre mieux protégé contre les exactions d'une bande hostile s'établit dans une ancienne citerne dans laquelle on descend par une échelle. D'après un témoin, l'Opéra **Le Déserteur**, dont le deuxième chef de musique de la Garde de Paris possède la partition, est représenté dans une grotte...

**Les femmes**

Les armées napoléoniennes traînaient avec elles un nombre difficile à préciser de femmes de toutes classes, épouses légitimes ou concubines. A Cabrera, elles sont une quinzaine, réunies dans des huttes qui donnent sur la ''Place Royale''. Là, elles exercent l'office de vivandières.

''Les femmes qui se trouvent parmi nous portent toutes un surnom ; la plus grande partie vit auprès des hommes avec lesquels elles sont arrivées ; à cause de cela le désir de lucre fait concevoir un projet de spéculation. Ces femmes passent ensuite dans les bras des ''capitalistes'' de l'île, c'est-à-dire de ceux qui ont réussi à conserver de l'argent, les unes volontairement, les autres à la suite d'arrangements avec leurs prétendus maris, lesquels, moyennant de l'argent, renoncent à leurs droits. Ceux qui ont négocié ces marchés ne tardent pas à se fatiguer de leurs nouvelles compagnes et les revendent à haut prix. J'ai vu vendre une femme qui ne manque ni d'attraits ni de jeunesse, pour la modique somme de dix francs vêtue ou cinq francs nue''.

Mais les cotations semblent fluctuer beaucoup, puisque Wagré mentionne une ''jolie polonaise'' vendue pour soixante dix francs.

Par opposition aux femmes fidèles et dévouées à soigner les malades, on connaît le cas d'une autre qui, aux dires d'un mémorialiste, a la vertu d'aimer également tous ses acquéreurs, et s'arrangea même une fois pour être le premier prix d'une loterie où le billet coûtait quatre sous !

**''Les Tartares ou les Raffalés''**

Pour essayer de disculper les autorités espagnoles, on a soutenu que l'apparition tardive des baraques est due plus à l'incurie des prisonniers qu'à la négligence des responsables majorquins. Ainsi, les soldats napoléoniens finissent par passer pour des fainéants ou des brutes. En réalité, vers la fin de leur captivité, l'île ressemble plus à une ruche qu'à un cimetière. Une multitude d'individus parcourt l'île à la recherche de petits animaux ou de végétaux, exerce plusieurs métiers et monte des spectacles : l'accusation d'indolence et d'incapacité ne semble pas très justifiée.



Une grotte des ''raffalés''. (Dessin d'un prisonnier).

Mais il y a aussi des effondrements psychologiques : quand arrivent les premiers froids du premier hiver, quelques soldats qui jusqu'alors ont vécu sans soucis, se réfugient dans une grotte profonde et obscure peuplée de chauves-souris. Ils sont environ 200 et vivent en marge de la communauté, dans un état proche de la bestialité. On les nomme les ''tartares'' à cause de leur saleté, ou les ''raffalés'', ce qui veut dire couchés, abattus. Herpétiques et galeux, ils inspirent l'horreur à leurs anciens compagnons qui essayent de mener une vie plus civilisée. Ils restent assis à l'intérieur de la grotte ou autour d'un petit feu dont la fumée les recouvre peu à peu de suie. Pour empêcher qu'ils ne sortent prendre leurs rations nus comme des bêtes, on charge quelques soldats de leur préparer et de leur porter la nourriture. Malgré cela, quelques-uns sortent la nuit de leur tanière puante pour voler. Deux ou trois de ces malheureux pris en flagrant délit doivent subir les peines prévues : la première fois, on leur coupe les oreilles ; la seconde fois, ils sont tués et leurs corps jetés à la mer.

Cette forme de châtiment suppose l'instauration d'un pouvoir judiciaire, comme si les prisonniers s'étaient mis d'accord au préalable pour que ne se généralise pas l'anarchie. Et de fait, il n'y eut qu'un moment de désordre, quand, cinq mois après leur installation, les officiers partirent pour Palma. D'après l'abbé Turquet, fils d'un ex-Cabrérien, la discipline se relâcha et la répartition des rations se fit avec d'évidentes irrégularités. Les victimes furent alors suffisamment sensées pour admettre la nécessité du retour à l'ordre, sous l'autorité des sous-officiers.

Dès le début, un conseil d'administration est créé. Présidé d'abord par un capitaine, il l'est ensuite par un sous-officier, sans rencontrer d'obstacle. Ce changement n'affaiblit pas pour autant son autorité, car les prisonniers ressentent la nécessité d'un ordre.

On enregistre peu de suicides, et on ne note qu'un seul acte de cannibalisme, bien que le criminel, au bord de la folie, déclare avoir déjà sacrifié plusieurs de ses compagnons. Comme s'ils avaient décidé de ne pas salir l'honneur de la nation française, les Cabreriens Gille et Wagré précisent que le coupable était Suisse ou Polonais. Ce crime commis de sang-froid eut lieu alors que le bateau de vivres avait trois jours de retard. Sauf quand la situation devient intenable à la suite d'un retard dans l'envoi des vivres, les prisonniers s'accoutument mieux à la sous-alimentation qu'à l'absence de nouvelles de leur famille ou de leur village.

Mais le remède qu'ils attendent est la libération ; plus d'une centaine tentent de se sauver. La seule possibilité d'évasion réside dans les felouques qui transportent les vivres et l'eau, également dans les barques des pêcheurs majorquins qui font le tour de la côte de Cabrera et dans les barques amarrées à la canonnière ancrée dans le port. Les tentatives d'évasion ne s'appuient pas sur un large consensus. Elles se font par petits groupes et souvent sans en informer ceux qui n'y participent pas. La publicité de l'événement présente un grave inconvénient : on ne peut écarter l'éventualité qu'un mouchard fasse tout rater. Si on excepte les difficultés matérielles, extrêmement ardues, on ne sait pas très bien à quoi attribuer le nombre relativement bas des tentatives. A la résignation ? Au sens de la discipline ? Ou peut-être à une réaction de solidarité ?

**Une assiette de fèves pour la Saint-Napoléon**

Un prêtre, Damian Estelrich arrive en juillet 1809. Gille qui pourtant ne l'aime pas, le décrit comme un homme plein d'indulgence qui se considère comme un ''missionnaire qui va prêcher au milieu des sauvages''. Il est accueilli avec bon esprit ; beaucoup de prisonniers s'empressent d'élever une chapelle de terre battue couverte de branchages.

L'abbé Turquet souligne la profonde ferveur de ses compatriotes, animée par le discours énergique et stylé de Damian Estelrich. Mais il est impossible de deviner combien de prisonniers sincères et combien de calculateurs forment le groupe fidèle au prêtre.

Boulerot, ex-Cabérien, combat l'opinion de l'abbé Turquet. D'après Boulerot, le prêtre majorquin, ''fanatique, sournois et sarcastique'' échoue comme missionnaire : ''Nous devenions insensiblement taciturnes et sombres, recherchant la solitude ; nous doutions de tout et surtout de la Providence''.

Ce qui est sûr, c'est que la présence du père Damian retentit sur le sentiment religieux des prisonniers parce que ce personnage incarne à la fois l'Eglise, le gouvernement et le peuple espagnols.

De même que les ex-Cabrériens évitent de parler de leurs propres sentiments religieux, ils ne parlent pas beaucoup non plus de leurs sentiments patriotiques ou de leurs réactions devant les nouvelles, politiques ou militaires, que leur transmettent Espagnols et Anglais.

Il est probable que la capture d'un rat ou l'arrivée de la felouque avec le pain sont des événements plus importants pour ces prisonniers épuisés par la misère, qu'une bataille gagnée ou perdue par les troupes napoléoniennes. Ils forment une collectivité qui a une hiérarchie des valeurs, où la survie et la liberté semblent prévaloir sur le triomphe des aigles impériales. Une seule fois, un témoin, Ducor, évoque ému la fête célébrée un quinze août pour la fête de Napoléon. Il faut remarquer qu'à cette grande fête, autour d'une table décorée de guirlandes et devant une assiette de fèves, ne viennent que les marins de la Garde Impériale, comme si ce groupe de soldats d'élite, marginal à l'intérieur de la communauté cabrérienne, s'était réfugié dans le sentiment de l'adoration de l'Empereur. La plupart des prisonniers se refusent à admettre l'injustice et la cruauté de leur sort et ne partagent pas ce sentiment patriotique.

La fin, du moins provisoire, de leurs tribulations peut coïncider avec un engagement dans les troupes espagnoles insurgées. Cette ''trahison'' est commise par quelques douzaines de Suisses, Allemands et Italiens qui servaient dans les troupes napoléoniennes comme ''mercenaires''(1).

Des dizaines de Français se laissèrent également séduire par les promesses des recruteurs espagnols. Ainsi à la fin de la guerre des soldats napoléoniens portent l'uniforme espagnol, à Majorque, où ils servent comme simples policiers.

En mai 1814, arrivent les deux goélettes salvatrices, envoyées par le roi Louis XVIII ; elles arborent la bannière royale blanche à fleur de lys ; aussi l'enthousiasme compréhensible des prisonniers pâlit-il devant la disparition du drapeau tricolore. Mais l'exil et les peines, au lieu d'animer l'instinct patriotique et le culte napoléonien, les ont étouffés, préparant ainsi le ralliement désabusé des ex-Cabrériens aux nouvelles autorités françaises.

De retour en France, l'affaiblissement des déportés paraît les exposer à une mort prématurée. Wagré et une poignée de survivants expliquent cette tragédie, peut être avec une certaine exagération, quand ils s'adressent par écrit à la Chambre des députés en 1836, plus de vingt ans après leur retour de Cabrera : ''De ces malheureux sauvés par la paix des horreurs d'une situation unique dans les annales du monde, nous ne pensons pas que plus de cinquante soient encore en vie au point où nous en sommes. Fantômes errants, ils languissent accablés par les souffrances aiguës causées par de longues privations. Personne n'a encore élevé une voix généreuse en faveur de ces malheureux mutilés, victimes de la violation d'un traité !''.


L'âne Martin, ''roi de l'île''. Il survécut dit-on, à la captivité — et aux convoitises alimentaires. (Dessin d'un prisonnier).

## Un peuple de géôliers ?

Moins visible que le chapelain Estelrich, Nicolas Palmer le fournisseur de vivres des prisonniers, incarne cette partie de la population majorquine qui, avec l'approbation des autorités espagnoles s'arrange pour tirer profit de la présence des Français détenus. Sans devenir leur bourreau, il essaye de faire en sorte que son commerce soit rentable. Loin de considérer les soldats français comme des êtres détestables, les Majorquins estiment que leur isolement économique leur permet de traiter avec les ''ennemis de la Nation espagnole''.

Ces Espagnols ne sont pas, tant s'en faut, des patriotes exemplaires ou fanatiques. Ils sont marins-pêcheurs, artisans et commerçants.

Les pêcheurs, malgré l'interdiction formelle de le faire, s'enhardissent à vendre une petite partie de leur production aux prisonniers. Les artisans et les commerçants majorquins exploitent intensivement les prisonniers dont les salaires ne correspondent pas à la quantité et à la qualité du travail fourni. Ils ne l'ignorent pas : alors qu'un petit pain coûte six sous, les prisonniers qui parcourent l'île à la recherche d'osier doivent présenter trois mille tiges pour gagner trois sous. Dans ces conditions, les Majorquins, convaincus d'avoir trouvé un filon, intensifient leur commerce.

Les fabricants de chaussures envoient à Cabrera des caisses avec des morceaux de cuir déja coupés, des alênes, et des tranchets. Et alors que les prisonniers marchent toujours nu-pieds, des quantités croissantes de chaussures neuves sortent de l'île, produites par une main-d'œuvre bon marché dont la diligence et la docilité satisfont entièrement les employeurs.

Les autorités civiles et militaires sont au courant de cette situation qui porte évidemment préjudice à la main-d'œuvre majorquine disponible. Mais elles ne la voit pas d'un mauvais œil parce que la seule chose qui leur importe c'est que les prisonniers ainsi occupés ne s'échappent pas.

L'ineffaçable souvenir des souffrances, la rancœur, le tenace préjugé anti-espagnol expliquent quelques opinions extrêmement sévères des ex-victimes sur la conduite de leurs géôliers. Si nous nous en tenions exclusivement aux mémoires de Gille et de Wagré, nous croirions que les cruels traitements infligés aux soldats français, ''pilleurs de l'Andalousie'', répondent à une volonté de représailles et d'élimination progressive des prisonniers.

Même si le fournisseur de vivres, Palmer, montre peu d'empressement, on sait que les Majorquins ne disposent pas alors pour leurs propres besoins des ressources indispensables : déjà en décembre 1809, les réserves de blé sont épuisées ; le riz et l'huile manquent.

D'après Wagré, ''il existait à Majorque deux partis très distincts, l'un désirait améliorer notre sort, alors que l'autre voulait nous rendre la vie dure, de sorte que cette divergence de points de vue provoqua des discussions violentes et même des altercations. Conséquence de ceci, le bateau qui apportait les vivres fut arrêté deux fois et pillé en sortant du port''.

Ainsi donc, les autorités majorquines ne sont pas seules responsables du dur traitement infligé aux Cabreriens. Une fraction de la population de Palma, la plus touchée par les privations, ou la

(1) Rappelons que dans les pays sous domination française, était instituée la conscription.

plus sensible à la propagande anti-napoléonienne, fait pression sur les autorités pour qu'elles cessent de manifester de l'intérêt pour des "ennemis indignes d'être pardonnés". Cette hostilité éclate un jour contre un groupe d'officiers évacués à Palma. Les autorités locales, complètement débordées par cette fureur contre les Français, décideront de les réexpédier à Cabrera.

Le Chancelier de la Confédération Hélvétique raconte au ministre français de la guerre : "Les officiers transportés aux Iles Baléares restèrent longtemps prisonniers là-bas. Le 13 mai dernier, ils furent sur le point d'être victimes du soulèvement populaire qui éclata à Palma. Le peuple se dirigea en masse au château pour tuer les prisonniers. Mais grâce à la fermeté et au zèle généreux du Gouverneur, M. de Reding, qui risqua sa vie pour les sauver, ils réussirent à échapper à la fureur populaire. Le gouvernement les mit en sûreté provisoirement en ordonnant leur transfert au rocher sauvage de Cabrera".

Combien furent-ils à connaître cet enfer ? Les chiffres concernant le nombre de prisonniers morts et survivants varient selon les auteurs. Certains estiment à plus de 18 000 le nombre de soldats français déportés à Cabrera. D'autres avancent le chiffre de 12 000 morts.

A la date du 27 août 1814, le préfet de Toulon conclut ainsi la lettre qu'il envoie au ministre de la Marine et des Colonies : "Enfin, Excellence, pour compléter ce tableau épouvantable aussi pénible à dépeindre que douloureux à voir, il me suffira d'ajouter que les 4 000 hommes qui sont revenus de Cabrera sont ce qui reste des 14 000 qui, d'après les affirmations mêmes des survivants, avaient été dans cette île".

Un historien français contemporain pense que ce sont environ 9 000 prisonniers qui débarquèrent à Cabrera entre 1809 et 1813. En tenant compte, dit-il, des rapatriements, des engagements dans l'armée espagnole, des quelques évasions et des survivants récupérés en 1814 au nombre de 3 380, on voit que plus de 4 600 hommes moururent de faim et de misère psychologique sur l'île montagneuse de Cabrera.

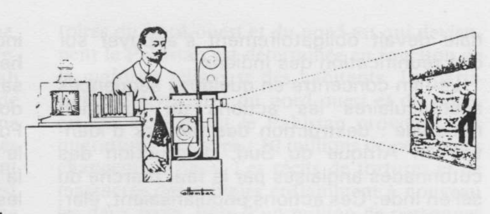
Les sources espagnoles indiquent que moins de 8 000 hommes débarquèrent à Cabrera et 1 400 environ s'engagèrent, s'enfuirent ou furent évacués pour raisons sanitaires et enfin que 4 700 furent libérés.

Cependant, d'après les chiffres des documents des Archives de Vincennes, on peut affirmer que moins de 4 000 soldats revinrent de Cabrera et que le nombre de prisonniers morts ne peut être inférieur à 2 500.

**Jean-René AYMES**

*(Article paru dans la revue espagnole Historia 16 — n° 52 — août 1980. La traduction est de* **Danièle PECHMAJOU**. L'adaptation et les sous-titres sont de la rédaction de *Gavroche*).

# *AU CINÉMA*



## GANDHI
## de Richard Attenborough, avec Ben Kingsley

L'immense succès du film "Gandhi" tient autant à ses qualités propres qu'au fait de sembler venir "à son heure". L'Etat indien, coproducteur, compte sur le rappel de l'action unificatrice de Gandhi pour maintenir une unité menacée par les révoltes du Pendjab, par la situation en Assam. La non-violence a une portée plus générale. Une partie de l'opinion occidentale, saturée d'images de sang et de guerres, rêve que les armes se taisent.

Le réalisateur, Richard Attenborough, a voulu que ce film soit le reflet aussi fidèle que possible de l'homme et de son esprit. Bien que le film soit long, il se regarde sans lassitude. Il est bien rythmé, bien ponctué par des séquences d'action et de foule qui s'intercalent entre des moments plus intimistes. Ainsi, lors du massacre d'Amritsar, la caméra se tient à distance, évitant les gros plans sanglants, mais traduisant la terreur par un mouvement tournoyant qui aboutit au puits central où se jettent les Sikhs désespérés.

**Le mahatma** (grande âme)

Mais c'est surtout un magnifique portrait de Gandhi. Le réalisateur a reconstitué sa vie avec minutie, s'inspirant de photos d'époque pour établir sa mise en scène. L'acteur anglo indien, Ben Kingsley, est plus que parfait. L'identification entre l'acteur et son personnage est poussée à l'extrême. Ce résultat n'est pas obtenu par un amoncellement d'objets d'époque, mais par l'évolution physique qui traduit des changements intérieurs. Le regard franc et direct du jeune avocat débarquant en Afrique du Sud perd progressivement de son arrogance pour se cacher derrière de petites lunettes.

On est touché par ce personnage timide qui est à la fois leader nationaliste, réformateur social et chef spirituel.

Cependant, ont été écartés, un certain nombre d'éléments qui auraient évité une idéalisation du personnage. Idéalisation que Gandhi refusa de son vivant. Il reconnaissait ses erreurs publiquement. Gandhi, qui ne séparait pas vie privée de vie publique, a connu de grands échecs dans sa vie privée. Ses fils, que le film montre enfants, se sont révoltés contre l'éducation très austère et rigide que leur père leur imposait. L'un d'entre eux s'est même fait musulman pour le défier.

Un aspect de sa vie publique est totalement absent du film. Gandhi s'intéressait beaucoup aux problèmes de santé, et il essayait de soulager la misère qu'il voyait autour de lui. Attenborough a-t-il craint que les remèdes conseillés par le Mahatma ne le ridiculisent aux yeux des Occidentaux ? Il prescrivait souvent la même chose : "répétition constante du nom de Dieu, bains de soleil, bains de siège, frictions...". On reconnait bien là son souci obsédant de la purification morale et physique. De même la sexualité, "impure par nature", devrait aboutir à une absolue "maîtrise de soi".

Il refusait, en quasi-totalité, la médecine occidentale. C'est ce que suggère, bien faiblement, une des scènes les plus poignantes du film, la mort de sa femme Kastourbaï. Gandhi l'assiste dans son agonie et semble plonger avec elle dans l'au-delà. C'est le moins qu'il pouvait faire, après avoir refusé la pénicilline qui aurait, peut-être, guéri Kastourbaï de sa pneumonie. Le pouvoir de l'esprit sur le corps a donc des limites, auxquelles Gandhi se heurta aussi dans son action politique.

**Libération nationale et libération individuelle**

La domination anglaise n'était pas possible que parce qu'elle trouvait des appuis parmi les Indiens. Les Musulmans, les Intouchables préféraient une Inde dirigée par les Anglais, qu'une Inde indépendante où les Hindous des Castes les auraient traités en minorité. Toute action de libération natio-

### LES TROIS FLEAUX DE L'INDE

**Les 3 fléaux de l'Inde sont le régionalisme, le communalisme et les castes.**

**• Le régionalisme : les Britanniques ont essayé d'unir politiquement une poussière de royaumes. Mais les rivalités régionales sont restées très fortes appuyées sur des langues et/ou des religions différentes (cas du Pendjab). Face aux 1 652 langues et dialectes recensés, L'hindi a des difficultés à s'imposer comme langue officielle.**

**• Le communalisme : (voir l'encadré les conflits religieux).**

**• Les castes, fléau le plus grave, sont liées à la religion hindou. Les envahisseurs aryens du 1er millénaire avant J.-C. se répartissaient en quatre castes hiérarchisées : les Brahmanes (connaissance, science, fonction sacerdotale), les Kshatriyas (caste militaire et dirigeante), les Vaicyas (commerce, administration, agriculture), les Çudras (artisans, ouvriers). Les populations conquises formèrent les hors-castes (intouchables, exclus, parias, harijans). Leur situation inférieure fut, en même temps, justifiée par la morale, ce sont des "impurs". La naissance détermine l'appartenance à une caste.**

**Un Hindou sur quatre est un intouchable. Ils sont condamnés aux tâches considérées comme les plus viles et les plus basses". "Ils restent soumis parce que leur déchéance dans cette vie est une conséquence des souillures de leur vie antérieure". Le Karma (l'âme) se réincarne selon les mérites de la vie précédente. La souillure est permanente, il n'y a pas de rachat possible dans une même vie. Ainsi l'inégalité en Inde est fondée sur un principe métaphysique, la pureté. La réalité est parfois plus complexe, un Brahmane peut être domestique et un Intouchable ministre. Mais le domestique brahmane est situé plus haut dans la hiérarchie des naissances que le ministre intouchable.**

**Le drame des Intouchables est d'être nés impurs, nés domestiques, nés inégaux, nés damnés.**

**Pour Gandhi, le combat contre l'intouchabilité était encore plus important que la lutte de libération nationale. Il avait quelque difficulté à concilier cela avec son hindouisme. Pour lui, être intouchable n'était pas une injustice puisque "c'est certainement en raison de leur karma (âme) qu'ils sont nés intouchables". Mais, ajoutait-il, seul Dieu peut les punir. Nous autres humains, devrions, au contraire, les aider à supporter leur malédiction. Il suggérait que les intouchables soient intégrés à la caste des Çudras, ce qui faisait hurler les Hindous de castes.**

nale devait obligatoirement s'appuyer sur une réunification des Indiens.

Le film concentre en quelques séquences spectaculaires les actions de libération nationale : destruction des papiers d'identité en Afrique du Sud, destruction des cotonnades anglaises par le feu, marche du sel en Inde. Ces actions popularisaient, élargissaient les bases de la lutte nationale, ajoutant la masse rurale aux élites bourgeoises anglicisées, membres du parti du Congrès.

L'arme essentielle de Gandhi fut la non-violence, pas uniquement pour des raisons tactiques. Les actions terroristes, isolées, ne faisaient que renforcer la domination anglaise. Faute d'armes en quantité suffisante, il était habile d'opposer la population en masse à un occupant bien armé (le massacre d'Amritsar) mais numériquement insuffisant (50 000 Anglais face à 400 millions d'Indiens !!!).

L'action de Gandhi avait des buts plus ambitieux : unir les Indiens en supprimant les injustices et la violence. Pour lui, les oppositions entre Indiens étant d'essence spirituelle, même si elles avaient des conséquences économiques et sociales ; seule une démarche spirituelle pourrait les réduire.

La non-violence est l'arme de la libération individuelle, nécessaire à l'apaisement des haines. Gandhi utilisa habilement la composante non-violente présente dans l'hindouisme, comme dans d'autres religions. Force est de constater qu'il échoua même si le film tempère l'hostilité de Jinnah, chef de la ligue musulmane, à son égard. De même les Intouchables se méfiaient des actions de Gandhi, bien qu'il essayât de vivre dans un dénuement aussi grand que le leur. De plus, quantité d'Hindous de castes qui luttaient aux côtés de Gandhi n'étaient pas d'accord pour que les Intouchables soient traités sur un pied d'égalité.

Il est difficile de savoir si une autre forme de libération aurait été plus efficace. Gandhi refusa la libération communiste, telle qu'elle se déroulait au même moment dans la Chine voisine. Pour lui le communisme avait deux tares, le recours à la violence et la négation de Dieu. Or, il se voulait l'antithèse du matérialisme.

Le film développe mieux les oppositions colonisateurs colonisés que les oppositions entre Indiens.

Remarquons enfin que Gandhi n'utilisa jamais son immense popularité pour asseoir un pouvoir personnel.

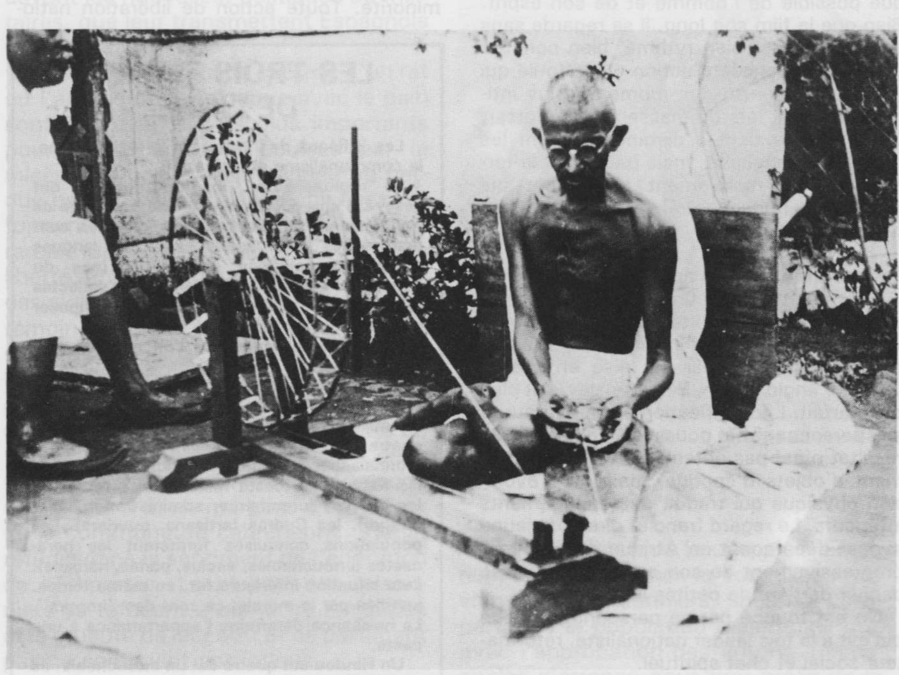
J.G. FICHAU

## LA SITUATION ACTUELLE DES INTOUCHABLES

**Bien que l'Intouchabilité ait été abolie par la Constitution de 1950 (victoire posthume de Gandhi). La situation des Intouchables ne s'est guère améliorée.**

**Une enquête effectuée en 1972 pour les principaux journaux de l'Etat du Maharasthra (un des Etats les plus progressistes dans la lutte contre l'Intouchabilité) a relevé 123 cas de violence contre les Intouchables. On peut remarquer que les agressions ont souvent lieu en public, de préférence contre des femmes et des enfants. Le plus souvent les victimes meurent à la suite des coups ou par le feu. Ces actes ont fréquemment une valeur rituelle, en cas de malheur, de sécheresse, on brûle un village intouchable, on torture une femme.**

**Détail accablant, la police est parfois responsable de ces agressions.**



"que chaque Indien file lui-même le coton pour ses vêtements"..

# L'INDE ET LES ANGLAIS

La mainmise de la Grande-Bretagne sur l'Inde s'est effectuée en trois étapes. La première consista à éliminer les concurrents européens déjà installés : Portugais dans des comptoirs portuaires depuis la fin du 15e siècle et les Français depuis le milieu du 17e. L'élimination des Français qui contrôlaient la plus grande partie de l'Inde se fit au traité de Paris en 1763. La deuxième étape se situe dans la première moitié du 19e siècle. "La Compagnie des Indes Orientales", l'organisme britannique colonisateur qui avait déjà établi un monopole sur commerce extérieur de l'Inde, décida de contrôler le marché indien par la soumission des Etats princiers à ses intérêts. Ainsi, la Compagnie étendit sa domination territoriale par une série de guerres. L'artisanat indien du coton, de la soie ou du cuivre ne put subir la terrible concurrence des produits industriels anglais. Les structures de la propriété communautaire furent également bouleversées par l'introduction généralisée de la propriété foncière privée. La troisième période commence en 1858 lorsqu'après l'écrasement de la révolte des soldats Cipayes, le gouvernement de l'Inde est retiré à la Compagnie et est directement assuré par le gouvernement britannique. A Londres, un secrétaire d'Etat assisté de 15 membres et à Calcutta un vice-roi entouré de conseils exécutif et législatif dirigent le pays. L'armée des Indes est largement "européanisée".

Dès 1858, des universités sont créées à Bombay, à Calcutta et à Madras tandis qu'un système de voies ferroviaires est mis en place complété par un système de communications télégraphiques. Les villes coloniales telles que Bombay, Madras et Calcutta deviennent des centres industriels. Même si de nouvelles industries sont créées avec l'apport des capitaux britanniques, l'économie indienne reste essentiellement agricole. La paysannerie reste écrasée par d'innombrables droits féodaux, les impôts et les usuriers indiens. L'extension des cultures d'exportation (coton, soie, jute, tabac, canne à sucre, thé, etc.) réduit de plus en plus les cultures de subsistance et de consommation courante. De 1850 à 1875, il y aura encore 6 famines provoquant la mort de 5 millions de personnes. De 1875 à 1900, 18 famines provoquent environ 26 millions de morts.

Au XXe siècle, la Grande-Bretagne doit adapter des formes de sa domination face à la montée du nationalisme. A partir de 1909, quelques Indiens peuvent être élus dans les conseils législatifs. En 1919, l'administration des provinces est partagée entre autorités indigènes et d'autres représentant le vice-roi. En 1935, l'autonomie interne restreinte est accordée, les Anglais conservent les finances, la politique étrangère et la police.

L'indépendance fut obtenue en 1947 lorsque la Grande Bretagne eut prouvé par ses cuisantes défaites devant les Japonais qu'elle était incapable d'assurer sa domination sur un pays aussi vaste. L'Inde fut alors divisée en 2 pays : l'Union Indienne (310 millions d'habitants) et le Pakistan (75 millions d'habitants).

## LES EMEUTES D'AOÛT 1942

En 1939, le gouvernement britannique engage l'Inde dans la deuxième guerre mondiale sans consulter ni ses partis politiques ni son assemblée législative. La prise de position du parti du congrès en faveur de l'effort de guerre britannique était lié à l'octroi de l'autodétermination dès la fin de la guerre. Les autorités anglaises ne répondirent que par de vagues promesses. En signe de protestation, les ministres du Parti du Congrès de huit gouvernements provinciaux soumettent leur démission au vice-roi. Au même moment, les Britanniques doivent faire face à des grèves ouvrières indiennes. En 1942, le Parti du Congrès profite des défaites anglaises de Birmanie, Singapour et de Malaisie et de l'avance de l'armée japonaise pour proposer sa coopération militaire en échange de l'indépendance. Il faut ajouter que de nombreux nationalistes indiens (Chandra Bose en particulier) souhaitaient la victoire japonaise afin de délivrer l'Asie des Européens. Etant donné la gravité de la situation, le gouvernement britannique envoie un ministre négocier. La "mission Cripps" échoue. Elle incite le Parti du Congrès à adopter une solution proposée par Gandhi dénommée "Hors de l'Inde" le 6 juillet 1942. Le 7 août, le comité pan-indien du Congrès réuni à Bombay décide de mettre en œuvre cette résolution en commençant par une campagne massive de "désobéissance civile". Le 9 août, le gouvernement colonial riposte par l'arrestation de tous les dirigeants du Parti du Congrès, y compris Gandhi. La réaction populaire ne se fait pas

attendre. Pendant les mois d'août et septembre, l'agitation gagne le pays entier : les lignes de communication et les administrations sont attaquées ; des grèves éclatent dans les usines. Le mouvemement populaire dans les provinces du nord-est, Bengale, Bihar et Orissa, prend une tournure insurrectionnelle. Enfin, la province de Bombay, région clé pour les industries militaires, connaît des mouvements sociaux. Les Britanniques répriment : des troupes tirent à vue sur des manifestants. Les prisons sont pleines à craquer, des camps d'internement sont ouverts. L'agitation s'apaise vers la fin septembre. Bilan : 2 000 morts et 6 000 arrestations. Le gouvernement britannique gardera prisonniers les dirigeants politiques du Parti du Congrès jusqu'en 1944.

## LES CONFLITS ENTRE HINDOUS ET MUSULMANS

La mésentente religieuse entre Hindous et Musulmans remonte loin dans l'histoire. Les conquérants musulmans, qui se sont succédés en Inde depuis le onzième siècle, persécutèrent les "Infidèles" au nom de l'Islam. Au 16e siècle est fondé l'empire turc du Grand Moghol. Beaucoup d'Hindous se convertissent alors à l'Islam, particulièrement parmi les paysans et les "Intouchables" afin d'échapper au mauvais traitement réservé aux exclus de la société hindoue.

Au 16e siècle, les grands mouvements de réforme religieuse appelés "bhakti" cherchèrent à rassembler les adeptes des deux religions dans l'esprit de "l'amour fraternel". L'empereur Akhbar (1542-1605) créa une nouvelle religion (din illahi ou foi divine) à partir des éléments humanistes communs aux deux religions pour apporter une unité religieuse à l'empire Moghol.

La domination britannique relègue au deuxième plan les musulmans. L'Angleterre avive l'antagonisme religieux et "divise pour mieux régner". Lors de la montée du nationalisme indien face au pouvoir colonial. Tenus à tort pour responsables de la mutinerie des Cipayes de 1858, les musulmans seront désormais écartés de la vie politique. Le tour des hindous viendra à partir de 1885, date de la création du Parti du Congrès. Les Anglais font tout pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'entente entre Hindous et Musulmans. En 1890, les autorités anglaises à Bombay favorisent des massacres entre Hindous et Musulmans. En 1905, la province de Bengale est démembrée afin que la partie occidentale à majorité musulmane soit séparée administrativement de la partie orientale à majorité hindoue. L'administration encourage les deux communautés religieuses à fonder des écoles confessionnelles. La ligue musulmane (parti religieux) est fondée à Dacca en 1906 avec l'encouragement discret des autorités coloniales qui cherchent à créer un contrepoids au Parti du Congrès. Les Britanniques encouragent les milieux féodaux musulmans à demander des listes confessionnelles aux élections et des sièges proportionnellement à la confession, au sein de l'assemblée législative (il y avait environ 90 millions de musulmans pour 310 millions d'Hindous). La révolte de paysans musulmans (les moplahs) contre des propriétaires hindous de caste brahmane est réprimée. Les Anglais prennent prétexte des troubles religieux pour justifier leur présence. L'attitude des hommes politiques indigènes conforte le maintien des Anglais en Inde puisqu'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le partage du pouvoir dans une Inde indépendante. Toutes les tentatives unitaires effectuées par Gandhi et le dirigeant du Congrès, Jawarharlal Nehru, échouent. Lorsque le vice-roi demande à Nehru de former un gouvernement, le 12 août 1946, ce dernier invite Jinnah, le chef de la Ligue Musulmane, à y participer. Jinnah refuse. Nehru devint premier ministre de l'Inde le 2 septembre. Jinnah proclame alors ce jour-là une "journée de deuil pour tous les musulmans" et décide une journée d'action pour le 16 août. Les émeutes éclatent à Calcultta : 5 000 personnes sont tuées et 15 000 blessées en quatre jours. C'est la guerre civile. Jinnah et la Ligue Musulmane ont gagné. La partition est inévitable et le Parti du Congrès s'incline. Gandhi parcourt le pays essayant de calmer les foules ; il jeûne et une fois de plus les passions s'apaisent momentanément. Enfin, la partition entre Inde et Pakistan est déterminée en fonction de la majorité religieuse des habitants. La partition des territoires du nord-ouest et du nord-est qui deviennent le Pakistan est déterminée en fonction de la majorité religieuse des habitants. La partition des territoires du nord-ouest et du nord-est qui deviennent le Pakistan provoque des migrations massives : 10 millions de personnes changent de pays. Les récits de tortures et de massacres des réfugiés enflamment à nouveau les deux pays. Plus d'un million de personnes trouve la mort pendant cette période tragique. Seule l'assassinat, de Gandhi, le 30 janvier 1948, calme les esprits. Mais les revendications de territoires, au Cachemire en particulier, provoqueront de nouvelles flambées de violence en 1948 et 1965.

**A. D'SOUZA**



Les dirigeants de la lutte de l'Inde pour l'indépendance, autour de Gandhi. Les Musulmans ne participeront pas au gouverneur.

## LA NON-VIOLENCE DE GANDHI

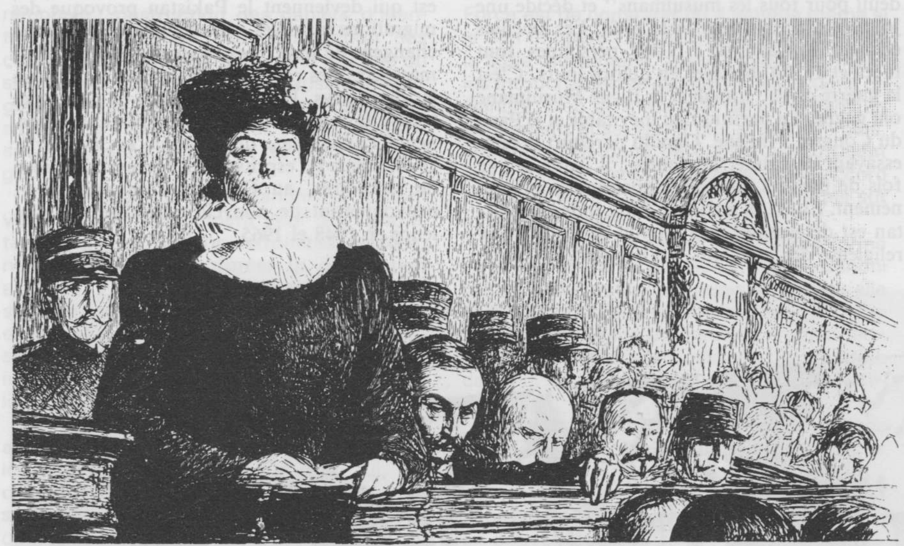
**La non-violence fait partie intégrante de la pensée indienne depuis des millénaires. Contenue dans la doctrine de l'ahimsa, elle exalte toute forme de vie et condamne toute atteinte à la vie quelle qu'elle soit. Cette doctrine remonte au 7e siècle avant notre ère, époque à laquelle l'ahimsa est mentionné dans les textes sacrés du Ghandoya Upanishad. Deux siècles plus tard, les religions nouvelles du Jaïnisme et du Boudhisme se réfèrent également à l'ahimsa. Le boudhisme devient la religion d'Etat sous l'empereur Ashoka lorsque, à la suite d'une bataille particulièrement sanglante, l'empereur décide de renoncer à la guerre. Sous son règne, l'interdiction de tuer des animaux se généralise. Cela donnera naissance au régime végétarien des Hindouistes. Or, jusqu'à Gandhi, cette doctrine est restée une voie de salut individuel. Elle n'avait pas d'application sociale, encore moins politique. La violence sociale caractérisait les rapports entre les castes (1), les religions et les régions. Avant Gandhi, les leaders indiens nationalistes étaient enfermés dans le jeu politique établi par le pouvoir anglais ; leurs méthodes et leurs discours restaient donc étrangers à la mentalité des populations indiennes et ainsi peu suivis, sauf par une petite couche de la nouvelle classe moyenne née dans le sillage du système britannique. Par contre, Gandhi ne chercha pas comme le Parti du Congrès (libéraux indiens) à participer à la vie politique. Les méthodes de Gandhi, telles que le Satyagraha (littéralement "étreinte de la vérité" ou la force de se sacrifier pour la vérité), les jeûnes, la désobéissance civile, la non-coopération n'avaient pas seulement pour but de résister à l'occupation anglaise mais aussi de provoquer le réveil du peuple. Pour cela, Gandhi entreprit plusieurs jeûnes. Défiant les tabous de caste, il fit des travaux pénibles et insalubres réservés aux Intouchables pour lesquels il inventa le nom "d'harijan" ("enfants de Dieu").**

**Quant aux actions entamées contre l'occupant britannique, telle la "désobéissance civile", Gandhi les avaient déjà essayées avant 1914 en Afrique du Sud dans sa lutte contre les lois ségrégationnistes. Gandhi considérait que le travail artisanal était la solution à la pauvreté dans les campagnes indiennes. Ainsi, le brûlement des tissus anglais fut-il symboliquement lié au lancement du mouvement "swadeshi" (artisanat local) pour favoriser la fabrication de toile de coton et ainsi développer le travail en milieu rural. Une des raisons de la pauvreté était précisément l'inondation du marché indien par des produits fabriqués en Angleterre avec en partie des cotons indiens...**

**Né dans une caste de "Vaicya" (commerçants) dans le Gujarat où la religion Jaïniste est très pratiquée, Gandhi fut surnommé par le poète Rabindranath Tagore "mahatma" ou "grande âme" parce que les rapports entre Gandhi et le peuple indien étaient charismatiques, ce qui explique peut-être pourquoi le message social de Gandhi n'a pas eu d'effet durable dans la conscience populaire après sa mort. Après l'indépendance en février 1947, l'Etat indien a repris en partie les idées de Gandhi en supprimant le régime des castes. Il serait erroné de penser que l'indépendance de l'Inde a été obtenue par la seule action de Gandhi. En fait, il y a d'autres leaders indiens nationalistes dont certains prônaient la violence tels le brahmane Tilak (1856-1920) ou l'action de masse comme Nehru et Chandra Bose qui furent des dirigeants de partis et de syndicats paysans et ouvriers.**

(1) Il y a 4 castes : les prêtres, les guerriers, les bourgeois, les artisans. Les parias ou Intouchables sont hors castes.

# PANORAMA DE 1903 (III)


Les "héritiers Crawford" au box des accusés.

### L'affaire Humbert Daurignac

Cette affaire dite "Affaire du faux héritage Crawford", est la plus grande mystification juridique et la plus importante banqueroute depuis celle du prince Rohan Guemêné en 1782.

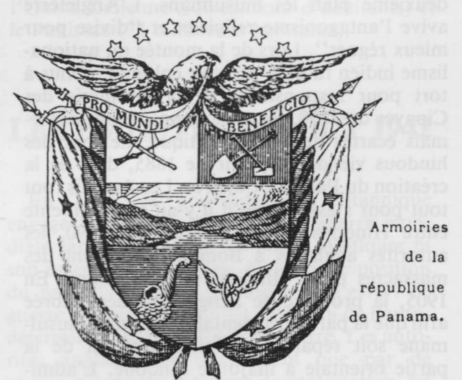
Frédéric Humbert, ancien député de Seine-et-Marne, est le fils de Gustave Humbert, sénateur, ancien ministre de la Justice et premier président de la cour des comptes. Avec sa femme Thérèse, née Daurignac et les frères de celle-ci, Humbert fabrique de toutes pièces le "merveilleux artifice" de procédure qui prête une vie à deux supposés frères Crawford, aussi fictifs que le testament d'un millionnaire américain qui vient de décéder. En 1883, on apprend que Mme Humbert est instituée légataire universelle d'un américain cent fois millionnaire. Toutefois, deux "neveux" du "testateur" (les "frères Crawford") opposent un autre "testament", par lequel l'héritage est séparé en trois parts dont une pour Maria Daurignac, à charge de payer à Thérèse une pension de 30 000 F par mois. Le "testament" est dans un coffre confié à la garde des Humbert. Il s'ensuit immédiatement une succession de procès. Les Humbert empruntent facilement de l'argent à des taux usuraires pour couvrir les frais de ces procès. L'argent ainsi recueilli leur permet d'acquérir de vastes domaines où les plus notables célébrités de la magistrature et du barreau sont reçus avec largesses. Vers la fin du siècle, afin de rassurer les créanciers devenus inquiets, les escrocs créent une société financière ("la Rente Viagère de Paris") au capital de dix millions, gagée sur leurs domaines et dirigée par Romain Daurignac. Cette société assurent aux souscripteurs des revenus de 12 à 15 % par an. Les millions affluent. C'est alors que le 9 mai 1901, (17 ans après le début de l'escroquerie), sur la demande du sieur Morel, créancier, le juge Forichon décide l'ouverture et l'inventaire du fameux coffre-fort. Celui-ci est vide, bien sûr et la famille Humbert prend la fuite. Retrouvés en Espagne, ils sont extradés, et jugés au mois d'août 1903. L'escroquerie porte sur 50 millions, (50 000 fois environ le salaire moyen d'un ouvrier de l'époque) mais ne lèse, en fait, que de riches et retors prêteurs. La magistrature dont certains membres se sont compromis, rend un jugement de clémence en condamnant à 5 ans de réclusion les époux Humbert, et à 2 ans les frères Daurignac...

### La catastrophe du Métropolitain

Les travaux destinés à agrandir le réseau du métro se poursuivent activement. Le 10 août vers 7 heures du soir, la station Couronnes sur la ligne n° 2 (Etoile-Nation) allait être le théâtre d'une effroyable tragédie. A la suite d'une avarie de moteur, le train 43, s'arrête à la station Barbès. Le train 52 arrive juste derrière. On fait descendre les voyageurs afin de permettre au "52" de pousser le train 43 jusqu'au dépôt. Sur le point d'atteindre la station de Ménilmontant, les voitures prennent alors soudainement feu. Les 10 employés encore présents réussissent à s'enfuir pendant qu'une épaisse fumée envahit à la fois les stations de Ménilmontant et de Couronnes. C'est à ce moment qu'un train bondé de voyageurs se présente à la station Couronnes qui est alors plongée dans l'obscurité, l'incendie ayant fait fondre les circuits électriques. Les voyageurs descendent du train, et, suffoqués par l'épaisse fumée cherchent désespérément la sortie. Les pompiers, accourus sur les lieux ne peuvent descendre pour secourir les voyageurs. Ce n'est qu'à 3 heures du matin que pénétrant dans la station ils trouveront 85 cadavres. Leurs corps, noircis par la fumée, sont agglutinés contre le mur fermant toute issue à l'extrémité du quai.

### La République de Panama

Cette année-là, un nouvel Etat apparaît sur le continent américain : la République de Panama. Cet événement qui peut paraître banal, revêt en fait une importance considérable. Les Etats-Unis prennent à cet occasion le contrôle absolu de la zone du futur canal de Panama. C'est en 1821 que Panama se libère du joug espagnol et décide de s'incorporer à l'Etat républicain de Colombie qui vient de naître sous la présidence du "Libérateur" Bolivar. Cette union sera houleuse. Une cinquantaine d'émeutes éclatent dont la dernière est celle du 3 novembre 1903. Le "Commandeur" et quelques généraux sont mis sous les verrous. Le 4 novembre, le peuple se réunit sur la place de la cathédrale pour signer l'acte d'indépendance. Un gouvernement provisoire est formé. Ceci se passe sous "la haute protec-



Armoiries de la république de Panama.

Les armes de la Nouvelle République

tion'' des Etats-Unis, dont la marine est prête à intervenir. Pour les Etats-Unis, la partie est gagnée. Les décisions vont alors très vite : le 6, le nouvel Etat désigne comme ministre plénipotentiaire à Washington, Brunau-Varilla, ingénieur français très attaché à l'achèvement du canal. Celui-ci est reçu le 13 par le président Théodore Roosevelt et le 18, un traité est signé entre les deux pays. Il garantit l'indépendance de la République du Panama en échange de quoi les Etats-Unis obtiennent l'occupation et l'exploitation à perpétuité du canal et des territoires qui en dépendent avec la souveraineté entière sur les territoires contrôlés.



**La mode dans l'armée**

Au cours de la manifestation traditionnelle de la Revue du 14 juillet, on voit apparaître pour la première fois un nouvel uniforme présenté par une compagnie d'infanterie : ensemble en drap gris de fer, pantalon resserré en bas dans de petites guêtres, vareuse avec ceinturon, chapeau à la ''boër'' garni d'une cocarde tricolore. Cet uniforme élégant et pratique ne sera malheureusement pas adopté. Onze ans plus tard, les ''piou-piou'' portaient encore le très voyant pantalon garance... cible privilégiée des soldats allemands.

**Le pont transbordeur de Nantes**

Inauguré en 1903, le pont transbordeur de Nantes dit ''pont à contrepoids et à articulations'', se distingue par son extrême légèreté et la hardiesse de sa construction. La hauteur du tablier est de 44,25 m au-dessus des quais. La longueur est de 191 m dont 141 pour la traversée de la Loire qui est large de 126 m à cet endroit. Chaque pylone mesure 76 m. La nacelle qui assure le franchissement du fleuve, est suspendue par des cables métalliques entrecroisés à un cadre sur roulements qui circule sur une voie ferrée. Cette nacelle est commandée par un ''wattman'', isolé dans une guérite, et chargé de surveiller attentivement le trafic des bateaux pour éviter toute collision. Au plus fort de sa charge au milieu du pont, l'abaissement du tablier ne dépasse pas 20 cm ce qui est une belle prouesse technique.

**La tiare de Saïtapharnes**

En 1896, le Musée du Louvre avait fait l'acquisition d'une tiare en or, semblant remonter au IIIe siècle avant notre ère. Cette tiare avait été trouvée, disait-on, en Crimée et garantie authentique par les archéologues. Or, au mois de mars, un orfèvre russe, dans une lettre rendue publique, déclare que l'auteur du chef-d'œuvre antique n'est autre que M. Pouchomowski d'Odessa. Cet habile orfèvre vint lui-même à Paris apporter la preuve de la mystification. L'administration des Beaux-Arts prit la sage décision de retirer la tiare des salles du Louvre... Elle se trouve toujours dans ses greniers.

**En bref...**

Au début de 1903, Marconi transmet les premiers messages ''sans fil'' de la côte canadienne à la côte anglaise. Aux U.S.A. on transmet par l' ''électrographe'' le portrait du Président Mac Kinley à 770 km de distance.

En France on essaie la première machine mécanique à laver le linge, ainsi que la première arroseuse municipale.

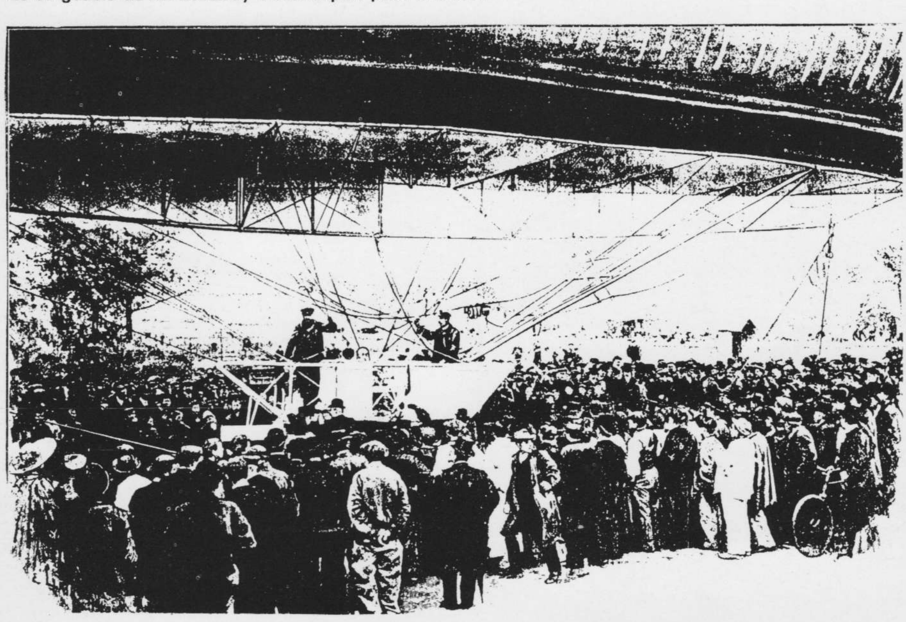
Le 28 août, une expédition dirigée par Charcot part secourir le Suédois Nordenskiold, en difficulté dans la région du cap Seymour. Il part ensuite explorer le Pôle sud.

''Un exploit mémorable dans l'histoire aérienne'' titrent les journaux pour annoncer le circuit en dirigeable réalisé par Lebaudy entre Paris-Mantes et retour.

En 1903, plus de 1000 déserteurs de l'armée allemande passent en France. La moitié sont Alsaciens ou Lorrains.

Un fantaisiste prétend être ''Lebaudy 1er'' (Empereur du Sahara). La justice est bien en peine pour condamner cette usurpation de titre... Le 31 mars, le tribunal condamne à 16 F d'amende un citoyen qui traite de ''moule'' un employé des postes. Enfin le 27 mai, la ''dormeuse de Thenelles'' (Aisne), qui dormait depuis 20 ans, se réveille, bredouille quelques mots, et meurt !...

Le dirigeable de M. Lebaudy à son départ pour Mantes.



**PRESSE DE PARIS**

LE FIGARO
Le Gaulois
Le Temps
GIL BLAS
JOURNAL DES DÉBATS
POLITIQUES ET LITTÉRAIRES
L'AURORE
L'AUTORITÉ
L'ÉCHO DE PARIS
L'Eclair
L'ÉVÉNEMENT
LE PLUS LITTÉRAIRE, LE MIEUX INFORMÉ
L'INTRANSIGEANT
LE JOURNAL
La Lanterne
LA LIBERTÉ
LA LIBRE PAROLE
La France aux Français !
LA PATRIE
ORGANE DE LA DÉFENSE NATIONALE
Le Petit Journal
Le Petit Parisien
LA PETITE RÉPUBLIQUE
LE RAPPEL
LA PRESSE
LE RADICAL
LA RÉPUBLIQUE
Le Siècle
LE SIGNAL
LE SOLEIL

# LES MOIS D'ETE

## *du calendrier révolutionnaire de l'An II*

| 1794 | MESSIDOR (10$^{e}$ mois) | |
|---|---|---|
| | **1ère décade** | |
| 19 | 1 Seigle | JUIN |
| 20 | 2 Avoine | |
| 21 | 3 Oignon | |
| 22 | 4 Véronique | |
| 23 | 5 Mulet | |
| 24 | 6 Romarin | |
| 25 | 7 Concombre | |
| 26 | 8 Echalottes | |
| 27 | 9 Absynthe | |
| 28 | 10 FAUCILLE | |
| | **2ème décade** | |
| 29 | 11 Coriandre | |
| 30 | 12 Artichaut | |
| 1 | 13 Giroflée | JUILLET |
| 2 | 14 Lavande | |
| 3 | 15 Chamois | |
| 4 | 16 Tabac | |
| 5 | 17 Groseille | |
| 6 | 18 Gesse | |
| 7 | 19 Cerise | |
| 8 | 20 PARC | |
| | **3ème décade** | |
| 9 | 21 Menthe | |
| 10 | 22 Cumin | |
| 11 | 23 Haricots | |
| 12 | 24 Orcanèse | |
| 13 | 25 Pintade | |
| 14 | 26 Sauge | |
| 15 | 27 Ail | |
| 16 | 28 Vesce | |
| 17 | 29 Blé | |
| 18 | 30 CHALEMIE | |

| 1794 | THERMIDOR (11$^{e}$ mois) | |
|---|---|---|
| | **1ère décade** | |
| 19 | 1 Epeautre | JUILLET |
| 20 | 2 Bouillon bl. | |
| 21 | 3 Melon | |
| 22 | 4 Ivraie | |
| 23 | 5 Bélier | |
| 24 | 6 Prêle | |
| 25 | 7 Armoise | |
| 26 | 8 Carthame | |
| 27 | 9 Mûres | |
| 28 | 10 ARROSOIR | |
| | **2ème décade** | |
| 29 | 11 Panis | |
| 30 | 12 Sabican | |
| 31 | 13 Abricot | |
| 1 | 14 Basilic | AOÛT |
| 2 | 15 Brebis | |
| 3 | 16 Guimauve | |
| 4 | 17 Lin | |
| 5 | 18 Amande | |
| 6 | 19 Genthiane | |
| 7 | 20 ECLUSE | |
| | **3ème décade** | |
| 8 | 21 Carline | |
| 9 | 22 Caprier | |
| 10 | 23 Lentille | |
| 11 | 24 Aunée | |
| 12 | 25 Loutre | |
| 13 | 26 Myrthe | |
| 14 | 27 Colza | |
| 15 | 28 Lupin | |
| 16 | 29 Coton | |
| 17 | 30 MOULIN | |

| 1794 | FRUCTIDOR (12$^{e}$ mois) | |
|---|---|---|
| | **1ère décade** | |
| 18 | 1 Prune | AOÛT |
| 19 | 2 Millet | |
| 20 | 3 Licoperde | |
| 21 | 4 Escourgeon | |
| 22 | 5 Saumon | |
| 23 | 6 Tubéreuse | |
| 24 | 7 Sucrion | |
| 25 | 8 Apocyr | |
| 26 | 9 Réglisse | |
| 27 | 10 ECHELLE | |
| | **2ème décade** | |
| 28 | 11 Pastèque | |
| 29 | 12 Fenouil | |
| 30 | 13 Epinevinel | |
| 31 | 14 Noix | |
| 1 | 15 Truite | SEPTEMBRE |
| 2 | 16 Citron | |
| 3 | 17 Cardière | |
| 4 | 18 Nerprun | |
| 5 | 19 Tagette | |
| 6 | 20 HOTTE | |
| | **3ème décade** | |
| 7 | 21 Eglantier | |
| 8 | 22 Noisette | |
| 9 | 23 Houblon | |
| 10 | 24 Sorgho | |
| 11 | 25 Ecrevisse | |
| 12 | 26 Bigarade | |
| 13 | 27 Verge d'or | |
| 14 | 28 Maïs | |
| 15 | 29 Marron | |
| 16 | 30 PANIER | |